

INSTITUT EUROPEEN DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES

ANNEE UNIVERSITAIRE 2001/2002



LES RÉPUBLIQUES DU CAUCASE
ENTRE PASSÉ SOVIÉTIQUE ET MONDIALISATION

Mémoire dirigé par

M. Claude NIGOUL

Directeur de l'I.E.H.E.I

Secrétaire général de l'Académie de la Paix et de la Sécurité Internationale

MME. Susanne NIES

Maitre de conférence à la Freie Universitaet de Berlin et à l'IEP de Paris

Mémoire présenté par

Mariapaula FERRARI

A ma mère, à mon père
et à Gianmaria

Remerciements

Aux recherches pour ce mémoire ont contribué beaucoup des personnes, dont la disponibilité, la compétence et la gentillesse sont exemplaires.

A Mme Costanza Adinolfi de la Commission Européenne,

à Mme Susanne Mallaun de la Commission Européenne,

à Mme Ariane Quentier de l'Otan,

à M. Peter Billing de la Commission Européenne,

à M. Thomas Bremer, professeur de l'Université de Münster,

à M. Bruno Coppeters, professeur de l'Université Libre de Bruxelles,

à M. Jan Koehler, de la Freie Universität de Berlin,

à M. J. Paul, professeur de l'Université de Halle,

à M. Thomas Schippers de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme,

à M. Klaus Segbers, professeur de la Freie Universität de Berlin,

à M. Demetrio Volcic, député européen et *last but not least*

à M. Christoph Zuercher de la Freie Universität de Berlin,

j'exprime toute ma gratitude pour l'aide qu'ils ont voulu m'accorder.

Il va sans dire que le plus grand remerciement va à mes directeurs de recherche, à Mme Susanne Nies de la Freie Universität de Berlin et à M. Claude Nigoul Directeur de l'I.E.H.E.I. et Secrétaire général de l'Académie de la paix et de la Sécurité Internationale et à tout le personnel de l'Institut.

Nice, le 24. mai 2002

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	2
TABLE DES MATIERES	4
INTRODUCTION	6
I. CONTEXTE DE LA DYNAMIQUE	10
1. LE CONTEXTE REGIONAL	10
1.1 LE TERRITOIRE	10
1.2 LE PEUPLE	11
1.3 HISTOIRE JUSQU'AU 1921	12
2. LA DEMOCRATIE	16
3. LA TRANSITION	21
3.1 APPROCHES ELITISTES MICRO-SOCIOLOGIQUES	22
3.2 DEMOCRATIE = PAIX ? TRANSITION = DEMOCRATIE ?	24
4. LE NATIONALISME	25
II. FACTEURS SOVIETIQUES ET FACTEURS CAUCASIENS DES CONFLITS	29
5. CONFLITS OU GUERRES ?	29
5.1 DES CONFLITS CIVILISATIONNELS ?	30
6. PERESTROÏKA ET DYNAMIQUE SOCIALE	32
7. ETHNOFEDERALISME OU LE VIDE DANS LES INSTITUTIONS FORMELLES	34
7.1 NATURALISATION	36
7.2 TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE	36
7.3 TERRITORIALISATION	37
7.4 TRADITIONALISME	37
7.5 MOBILISATION NATIONALE	38
8. LE STADE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	40
9. UNE SOCIETE CLANIQUE	41
10. L'AUTORITARISME	42
III. SPECIFICITES DE LA DYNAMIQUE POLITIQUE LOCALE	44
11. AZERBAÏDJAN	44
11.1 ELITE POLITIQUE	44
11.2 ARMEE	45
12. ARMENIE	46
12.1 HAUT KARABAKH ET VIE POLITIQUE	46
12.2 ARMEE	48
12.3 DROITS DE L'HOMME	48
13. GEORGIE	49
13.1 ELITES NATIONALES ET ELITES SECESSIONISTES	49
13.2 ARMEE	51
IV. LA DINAMIQUE ECONOMIQUE	52
14. STRATEGIE FONCTIONNALISTE ET NEO-FONCTIONNALISTE D'INTEGRATION POLITIQUE	52
14.1 TABLEAU SECTEURS, PRODUITS ET RELATIONS COMMERCIALES	54
14.2 PERSPECTIVES DE COOPERATION ECONOMIQUE AU CAUCASE	55
15. LES FACTEURS COMMUNS AUX TROIS PAYS	56
15.1 COOPERATION ET RELATIONS COMMERCIALES	56
15.2 CHANGEMENTS STRUCTURELS	58
15.3 CAPITAL HUMAIN	59
15.4 LES GRANDS RESEAUX DE TRANSPORT	60
16. LES FACTEURS PROPRES A CHAQUE PAYS	62
16.1 L'AZERBAÏ DJAN	62
16.2 L'ARMENIE	67
16.3 LA GEORGIE	70
V. LES RELATIONS ENTRE CENTRE ET PERIPHERIE APRES 1991	72
17. NATURE ET DYNAMIQUE DES INTERETS RUSSES AU CAUCASE	72
18. POLITIQUES DE COOPERATION	74

19.	POLITIQUES DANS LES CONFLITS	77
19.1	LE CONFLIT AU HAUT KARABAKH	77
19.2	LE CONFLIT EN ABKHAZIE	81
19.3	FEDERALISME A LA CAUCASIENNE ?	83
VI.	LES RELATIONS INTERNATIONALES	86
20.	LES ETATS UNIS	87
20.1	L'ECHIQUIER EURASIEN	87
20.2	VALEURS ET INTERETS	88
20.3	RISQUES ET OPPORTUNITES	90
21.	L'IRAN	91
21.1	LES FRONTIERES	93
21.2	RELATIONS ECONOMIQUES	95
21.3	L'ISLAM	96
22.	LA TURQUIE	97
22.1	GUERRES ET ALLIANCES	98
22.2	ENERGIE ET DERIVES	99
22.3	ECONOMIE	100
22.4	CULTURE ET ISLAM	100
23.	L'ISLAM	102
23.1	L'ISLAM DANS LE CAUCASE ET SON ROLE SOCIOCULTUREL	104
23.2	PERIL VERT...AU CAUCASE ?	105
VII.	LA POLITIQUE ENERGETIQUE INTERNATIONALE	108
24.	CONTEXTE ET DEFINITIONS	108
25.	LES RESSOURCES MONDIALES	111
25.1	LE PETROLE	111
25.2	LE GAZ	112
26.	LES RESSOURCES DE LA CASPIENNE	114
26.1	PETROLE ET GAZ	115
26.2	LE STATUT DE LA CASPIENNE	117
27.	L'ACCES AUX RESSOURCES : LES VOIES DE DESENCLAVEMENT	124
	CONCLUSIONS	126
	BIBLIOGRAPHIE	129
	ANNEXES	144

INTRODUCTION

La problématique de la dynamique sociale et politique dans le Caucase depuis 1991 peut être étudiée avec une multitude d'approches différentes. Pour représenter un sujet, le metteur en scène peut choisir le plan serré, le gros plan ou le plan d'ensemble. Le résultat sera tout à fait différent, car en fonction de la distance de l'objet, on en apprécie une nature et une réalité différente. Aucune des images qui résulteront de l'analyse n'a la prétention d'être la réalité, car comme dans la métaphore platonicienne de la caverne, ce que nous voyons n'est que l'ombre de ce que nous croyons voir. Le même principe a été confirmé par la physique moderne, qui nous enseigne que plus nous approchons une particule, moins probablement nous en connaissons la position. En tout cas, nous n'en voyons que l'ombre.

Se déroulant par cercles concentriques, la recherche analyse d'abord la société caucasienne pour y inclure progressivement les influences des acteurs régionaux et mondiaux, en observant les effets du contexte global sur les dynamiques politiques locales. La subdivision en sept parties est la solution au dilemme du positionnement de la Russie. Logiquement et historiquement la Russie peut être considérée un élément interne au Caucase, alors que formellement elle relève du cercle étroit des voisins proches. La macro-subdivision en deux grandes parties aurait produit une séquence dysharmonique.

Le premier chapitre, après avoir décrit le contexte géographique et démographique régionale, trace le cadre théorique pour l'analyse du développement politique des sociétés post-soviétiques. S'agit-il d'un nouveau système ? Peut-on parler de démocratie ? Y-a-t-il des acteurs intéressés à la démocratisation ? Car actuellement, la forme de

gouvernement est encore celle autoritaire. A partir des définitions de démocratie et de nationalisme, la question de l'impact de la libéralisation du marché politique sur les élites, sur leurs arguments et sur leurs instruments de mobilisation est abordé. L'introduction de la possibilité de mener des élections libres en binôme avec la mobilisation nationaliste a eu la fonction catalyseuse des conflits.

Compte tenu du fait qu'au Caucase la transition a démarré à travers des conflits, le deuxième chapitre en explore la nature, à la recherche des facteurs hérités par le système soviétique et de ceux plus archaïques. Il est intéressant de définir si les affrontements entre parties opposées ont la nature sociologique de conflits ou de guerres. Peut être les deux. Ensuite le plan serré est utilisé dans chaque état pour faire le portrait de la dynamique politique locale. Il en émerge un tableau, qui montre le poids du passé soviétique et de l'armée dans chacun des ces pays.

Le quatrième chapitre fait le gros plan sur l'économie du Caucase du Sud. La dépendance hérité du système soviétique en binôme avec la soudaine ouverture des petites économies aux flux mondiaux est encore une fois la variable plus efficace pour comprendre la nature de la dynamique des économies. La reprise économique tarde à se manifester, alors que dans les Peco les niveaux de production ont désormais atteint ceux d'avant 1989. La question sur la nécessité d'une élite extérieure, poussant à l'intégration et à la coopération économique en tant que moteur est posé. Le plan serré sert surtout à comprendre la gravité de la crise structurelle qui affecte le tissu productif caucasien et met en garde l'Azerbaïdjan par rapport aux conséquences économiques et politiques de l'exploitation des ressources énergétiques dont il dispose.

Dans ces quatre chapitres, la société est considérée quasi cloisonnée dans ses frontières, sans grandes interactions avec les acteurs extérieurs. Il s'agit d'un système fermé, où les variables explicatives des phénomènes observés sont endogènes. Acteur principale est l'évolution politique interne entre 1988 et 2001 environ.

Ensuite, la perspective change. Les sociétés du Caucase ne sont plus cloisonnées, mais elles sont ouvertes aux influences d'acteurs extérieurs au système même : il y a des variables et des constantes exogènes, mais rien n'empêche que des mécanismes de rétroaction se mettent en place, endogénéisant certaines variables.

Le cinquième chapitre est dédié à l'ancien centre, dont la force d'attraction gravitationnelle influence encore toutes les relations et les politiques, locales et internationales. Le poids de la Russie est omniprésent et constant, dans le bien (la coopération) et dans le mal (les conflits), alors que les nouvelles républiques recherchent des liens avec des pays tiers, non seulement dans la région mais aussi ailleurs.

Les objectifs et les outils de la politique américaine, celle de l'Iran et celle turque au Caucase sont analysés. A ce sujet, il est important de considérer que dans la région trois voir quatre acteurs locaux se confrontent historiquement depuis le 17ème siècle, dont les politiques étrangères sont probablement encore conscientes des dynamiques historiques et diplomatiques passées.

En tant que cinquième acteur / facteur de l'actualité des relations internationales à l'Islam est dédié un chapitre, soit en tant que religion, soit en tant que vecteur de politiques.

Enfin, la question des ressources de la Caspienne et de l'Asie Centrale nécessite d'être prise en compte pour comprendre les difficultés de développement et de mise en sécurité de cette région. On

n'est pas devant à un deuxième Golfe Persique, mais en ce qui concerne le gaz il y a des calculs soit de concurrence (Russie) soit de diversification (Eu) qui sont d'intérêt. Très peu de matériel académique est disponible sur les politiques européennes dans la région, de ce fait l'impossibilité de juger la présence d'une rivalité entre intérêts anglo-saxonnés et intérêts de l'Europe continentale. Le rôle des compagnies pétrolières et des consortiums n'est pas facile à déterminer : parfois il semble que états et entreprises soient « rivales », parfois il semble que leur intégration soit totale.

A cause de l'importance du pétrole pour l'économie et pour la vie de la planète, il est nécessaire d'étudier dans quelle mesure les acteurs ont intérêt à s'engager dans une compétition pour la présence dans le Caucase. L'absence de dépannage des négociations pour la solution du statut du Haut Karabakh, de l'Abkhazie et de l'Ossétie montre en filigrane qu'il y a différentes visions stratégiques des futures axes de coopération et compétition, là où il y a une tension, il y a aussi un enjeu. Quel est l'enjeu ? Economique ou politico-sécuritaire ? A cette question il n'y a pas de réponse.

I. CONTEXTE DE LA DYNAMIQUE

1. *Le contexte régional*

1.1 Le territoire

Le Caucase n'est pas seulement une chaîne montagneuse qui se divise en Grand et Petit Caucase, situé à l'extrémité méridionale des steppes russes, coincé entre mer Noire et mer Caspienne, le long des frontières de Turquie et Iran. Il est aussi, en ancien persan, un mot qui désignerait le chemin vers l'Asie¹. Surtout, le Caucase du Sud est une région un peu plus grande que la Grèce, avec 17,4 millions d'habitants distribués sur 187 mille kilomètres carrés, que les géographes arabes appelaient « la montagne des langues » à cause du kaléidoscope ethnolinguistique qu'il héberge².

La présence endémique dans les hautes plaines d'Anatolie orientale et de Transcaucasie d'animaux domesticables, de céréales et de légumes adaptés à la culture, font de cette région un endroit favorable aux installations humaines. Les traces de présence humaine primitive déjà il y a cinquante mille ans et l'observation du développement de l'architecture régionale sont à la base d'une nouvelle théorie. La Cambridge Ancient History dit que

« In short, the highland zones of the Near and Middle East turn out to be the areas in which these earliest developments occurred, and those in the lowland plains date from later periods, thus reversing the old theories that

¹ THUAL, F. : Le Caucase, Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchénie, Flammarion, 2001, pp. 113-114. Données BILAN DU MONDE 2002, p. 65.

² THUAL, F., 2001, pp.9-11.

Mesopotamia and Egypt were the birthplaces of civilization. »³.

1.2 Le peuple

Les peuples du Caucase, selon le critère linguistique, sont nombreux et différents. La situation dans le Caucase du sud, où il n'y a que trois grandes familles linguistiques est moins complexe: caucasique indigène (Abkhaziens, Géorgiens, Tchétchènes); indo-européenne (Arméniens, Kurdes); altaïque turcique (Azéris).

L'histoire du Caucase a fait que les peuples qui l'habitent se soient mélangés et éparpillés dans cette région. Néanmoins, il est encore possible d'identifier des îlots ethniquement plus ou moins homogènes.

La langue des Géorgiens n'est pas indo-européenne, ni finno-ougrienne, ni altaïque. Il s'agit d'une (mieux: d'un mélange) des langues du Caucase du sud appelées Kartvels qui ont apparue il y a quatre mille ans environs. En fait, les Géorgiens s'identifient en tant que kartvels et appellent la Géorgie sakartvelo⁴.

L'Abkhazie est une région située dans la Géorgie nord-occidentale, à la frontière avec la Russie et la mer noire. Habité par un mélange de peuples, les Abkhazes, dont la langue est proche à celles parlées dans le Caucase du nord et qui appellent soit même apsua, ne sont pas majoritaires au 1988. Ils l'étaient dans l'époque pré-tsariste, mais lors des premières émeutes ils ne représentent que le 17 % de la population totale⁵. Leur déclin démographique est du surtout à

³ Citation in : SUNY, R.G., *The making of the Georgian nation*, 1988, Library of Congress, p. 5.

⁴ SUNY, R.G., 1988, p.4.

⁵ Le recensement de 1979 registre : 43% de Géorgiens, 17% d'Abkhazes, 16% de Russes et 15% d'Arméniens.

leur émigration dans l'empire Ottoman (les Abkhazes avaient été islamisés) suite à l'annexion à la Russie orthodoxe de 1864.

Les Arméniens sont un peuple ancien, éparpillé dans la région caucasique, en Anatolie, au Liban, en Syrie et dans la monde, suite à la diaspora provoquée par le génocide de 1915. Leur langue appartient à la famille indo-européenne et les premiers textes, ayant caractère religieux sont datés du V^{ème} siècle. L'Arménie est l'état post soviétique où l'homogénéité ethnique est plus élevée, atteignant le 98% de la population.

Les Azéris sont les descendants des tribus turcophones venant du Nord-Est de la Caspienne, qui ont assimilé les peuples qui vivaient à l'Ouest. Aujourd'hui ils sont essentiellement partagés entre Azerbaïdjan et Iran⁶.

1.3 Histoire jusqu'au 1921

L'histoire de l'Arménie et de la Géorgie en tant que communautés politiques est très ancienne. La civilisation arménienne était fleurissante déjà 1000 avant Christ, sous le roi Urartu. En 301 les Arméniens choisissent le christianisme avant que l'empereur Constantin en déclare la légalité. L'église est aujourd'hui comme avant le barycentre de l'identité arménienne, avec deux symboles : le mont Ararat, où la bible raconte que l'arche de Noé s'est arrêtée après le déluge et qui aujourd'hui est en territoire turque, à quelques kilomètres de la frontière. Le deuxième symbole est la ville sacrée de

⁶ THUAL, 2001, p.113.

Etchmiadzine, lieu de résidence du patriarche de l'église arménienne, le Catholicos⁷.

La capitale géorgienne Tbilissi a été incendié 26 fois par ses voisins puissants : Romains, Byzantines, Russes, mais aussi Perses, Arabes, Mongols, Turcs Seldjoukides et Ottomans. Tbilissi signifie plus ou moins « ville aux eaux chaudes » et on dit des Géorgiens qu'ils sont les Italiens du Caucase, pour l'amour qu'ils portent au vin, aux femmes et à la chanson. L'âge d'or de la civilisation géorgienne se situe sous la reine Tamara, entre 1184 et 1213. Après cette période pacifique et fleurissante, les incursions mongoles à Orient et la conquête de Constantinople par les Ottomans en 1453 font de la Géorgie un pays coincé entre Perses et Ottomans, dans un jeu d'alliances instables⁸. Aussi l'Azerbaïdjan a une histoire très ancienne : son nom viendrait de "atropat", satrape du temps d'Alexandre le Grand en 328 avant JC⁹. Dès la formation des grandes empires historiques, l'histoire du Caucase est l'histoire du champ de bataille des grandes puissance régionales qui correspondent à l'Iran, la Russie et la Turquie d'aujourd'hui et de ce fait une histoire de dominations.

L'Arménie a été longtemps partagée entre les empires ottoman et persan, l'Azerbaïdjan sous la domination turque, mongole et persane tandis que la Géorgie existe en tant qu'entité formellement indépendante, sous la dynastie des Bagratides, entre l'an 800 jusqu'au

⁷ LERCH, 2000, p.84.

⁸ LERCH, 2000, pp. 68-69.

⁹ PARLAMENTO EUROPEO, Nota sulla situazione politica ed economica dell'Armenia e sulle sue relazioni con l'Unione europea, Lussemburgo, 28 settembre 2001. PARLEMENT EUROPEEN, Note sur la situation politique et économique de l'Azerbaïdjan et ses relations avec l'Union Européenne, 11 janvier 2002. PARLEMENT EUROPEEN, Note sur la situation politique et économique de la Géorgie et ses relations avec l'Union Européenne, 15 mars 2002.

1783, quand le roi Irakli II en demande la protection, prélude de l'annexion de 1801, à la Russie¹⁰. A partir de 1722, quand le tzar fait bâtir un nouveau port sur la Caspienne pour expliciter ses intentions, les poussées de la Russie Tsariste vers le Sud et vers les mers Noire et Caspienne se multiplient. En 1813 et en 1828 une grande partie de l'Azerbaïdjan est conquise. Au même temps, dans les montagnes du Caucase les insurrections contre les Russes se multiplient, sous la conduite de l'imam Chamil. Lors de la guerre russo-ottomane de 1877/1878, la Sublime Porte perd une portion de territoire habitée par les Arméniens à faveur du Tzar dans la paix de Saint Stéphane¹¹. Ce fait sera à la base du soupçon turque qui accuse les Arméniens de Turquie de soutenir les Russes pendant la première guerre mondiale, soupçon qui aboutit dans le génocide de 1915. Le génocide est un événement fondamentale dans l'histoire de l'Arménie moderne : il est à l'origine d'une très nombreuse diaspora dans le monde ; il a changé la démographie d'une région, repoussant les Arméniens vers l'Orient, au-delà du fleuve Arax ; il est un enjeu diplomatique dans les relations entre l'Arménie, la Turquie et l'Union Européenne. En fait, cette dernière a souligné dans la résolution du Parlement Européen du 18 juin 1987 que le refus des autorités de Ankara de reconnaître aux événements de 1915 et 1916 le caractère de génocide est un obstacle aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Europe¹². Il s'ajoute le fait que d'autres états européens, probablement sous la pression de la communauté arménienne locale, ont reconnu déjà depuis longtemps le génocide. Le Parlement Européen dans la résolution adoptée récemment sur les relations de l'UE avec le Sud du Caucase « invite la Turquie à créer les

¹⁰ PARLEMENT EUROPEEN, 2002b, p. 4.

¹¹ PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX n. 718, p.5.

¹² PARLEMENT EUROPEEN, 2001, p. 5.

conditions de la réconciliation » « en mettant fin au blocus décrété contre l'Arménie » et « rappelle ... la position prise ... où il reconnaît le génocide perpétré contre les Arméniens en 1915 »¹³. Cette invitation contenue dans la résolution a été jugé par un parlementaire européen « uno sgarbo alla Turchia »¹⁴.

La révolution bolchevique de 1917/1918 et la conséquence fin de l'empire tsariste représentent pour les pays du Caucase le moment de l'indépendance nationale. Ces années sont décrites dans les livres d'histoire nationales avec une certaine euphorie, comme s'il s'agissait de leur âge d'or. Le projet de réalisation d'une fédération caucasienne entre Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie du mois de avril 1918 échoue à cause des haines religieuses et raciales¹⁵ : la République démocratique fédérative de Transcaucasie, qui refuse le traité de Brest-Litowsk et déclare guerre à la Turquie, éclate sous la pression de cette dernière après seulement un mois¹⁶. Entre le 26 et le 28 de mai 1918 les trois républiques proclament leur indépendance qui ne durera, elle non plus, que quelques mois¹⁷.

Les brèves expériences d'indépendance sont considérées en Georgie et en Arménie un succès de la social-démocratie : des systèmes parlementaires opposant deux partis différents sont mis en place et les révoltes anti-bolcheviques après la capitulation montrent un esprit de société civile en formation¹⁸.

¹³ Résolution du PE 28.2.2002, point 19.

¹⁴ Cf. Interview du 10 avril 2002 avec M. le député européen Demetrio Volcic lors de la visite à la session plénière du Parlement Européen à Strasbourg.

¹⁵ PARLEMENT EUROPEEN, 2002a, p. 4.

¹⁶ PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX n. 718, p.5

¹⁷ PARLEMENT EUROPEEN, 2001, 2002a, 2002b.

¹⁸SUNY, R. G., The revenge of the past, nationalism, revolution and the collapse of the Soviet Union, Stanford, 1993, p.99.

Néanmoins, avant que l'armée rouge atteigne le Caucase pour y remettre de l'ordre, Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie se font réciproquement la guerre¹⁹.

Quand dans le printemps-été de 1920 les Britanniques quittent la périphérie russe, la soviétisation de l'Azerbaïdjan est assez simple. Par contre, pour la conquête de Arménie et Georgie, des accords entre la Turquie Kémaliste et Moscou sont faits, où Kemal déclare son appréciation pour la lutte anti-impérialiste conduite par les bolcheviques et offre même son aide directe contre l'Arménie²⁰. En effets, l'Arménie est obligé à choisir entre le moindre des maux et, prise en tenaille entre Kémalistes et Bolcheviques, capitule à ces derniers. La promesse faite par les Bolcheviques aux Arméniens de leur laisser le contrôle sur le Karabakh n'est pas respectée et le Karabakh devient un district autonome de l'Azerbaïdjan. Au contraire, le Nakhitchevan, territoire contiguë à celui de l'Arménie, peuplé en majorité par des azéri et par une nombreuse minorité arménienne, est déclaré république autonome sous la juridiction de Bakou.

En février 1921 l'armée rouge expulse le mencheviks de la Georgie et en prend le contrôle²¹.

2. *La démocratie*

La transition d'un système politique autoritaire ou totalitaire à un système démocratique permet de mieux analyser la démocratie même : ses conditions nécessaires, ses conditions suffisantes, les

¹⁹ BALENCIE, J.-M., de LA GRANGE, A., Mondes Rebelles, Guérillas, Milices, Groupes terroristes, Paris, Michalon, 2001, p. 1463.

²⁰ SUNY, R. G., 1993, p.91

²¹ SUNY, R. G., 1993, p.133.

mécanismes de rétroaction entre les variables et enfin, sa consolidation.

La démocratie est l'objet d'étude des philosophes et politologues depuis l'ancienne grèce. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale la démocratie est en train de s'affirmer en tant que valeur universel, si l'on considère les nombre de mouvements sur toute la planète qui se battent pour l'instauration de ce système politique dans leur pays. Il a été calculé que la proportion entre systèmes dictatoriales transformés en démocraties et vice versa et de 4 à 1²². Diamétralement opposé aux systèmes politiques autoritaires et totalitaires, le régime démocratique prévoit le droit pour tous les citoyens de participer à la formation des décisions collectives à travers des élections.

Selon la proposition de Robert Dahl, à fin que ce critère minimale soit respecté, il faut :

- La liberté de constituer des associations et de s'y associer
- La liberté d'expression
- Le droit de vote, actif et passif
- Le droit de concurrencer pour le consensus et pour les votes pour les élites politiques
- L'existence des médias libres et alternatifs
- Elections libres et correctes
- Institutions qui rendent le gouvernement dépendant du vote et des autres formes d'expression politique²³.

Gallino ajoute en spécification, que les candidats devraient être toujours en nombre majeur par rapport aux positions, donc que à coté

²² WELZEL, C., Systemwechsel in der globalen Systemkonkurrenz : ein evolutionstheoretischer Erklärungsversuch, in MERKEL, 1996, p. 47. NIES, S. et SEGBERS, K., The Transfer of Democracy to Russia, 2000, p. 3.

²³ DAHL, R. A., Poliarchia, partecipazione e opposizione, Milano, Franco Angeli, 1981.

du droit de concurrencer, il devrait y avoir un devoir de concurrencer. En suite, il ajoute comme déclinaison du pluralisme, la garantie concrète des droits des minorités à travers des mécanismes qui, tout en satisfaisant les préférences de la majorité, minimisent le dommage subi par les minorités²⁴.

Les théoriciens de l'école classique de l'évolution sociopolitique mettent la démocratie en étroite corrélation avec la présence d'un *corpus* de valeurs et représentations qui sont le produit du processus de modernisation de la société. Ce processus peut être interprété en tant que universel²⁵ ou non²⁶.

En particulier, valeurs tels que

- le droit du peuple à l'auto gouvernement,
- le changement en tant que continue renégociation entre groupes,
- le respect de l'individu dans son intégrité et avec sa sphère de vie privée,
- le respect de la diversité des identités collectives et
- l'égalité dans les droits, indépendamment des diversités,

sont des valeurs qui ont été reconnus et partagés assez récemment dans l'histoire des formations sociales et politiques. A fin que la démocratie puisse fonctionner, il n'est pas suffisant que une élite illuminée met en place des institutions : il faut que le peuple les intériorise²⁷. Les inégalités sociales ne doivent pas être trop marquées ; le niveau de scolarisation doit être assez élevé ; il doit y avoir une

²⁴ GALLINO, L., *Manuale di sociologia*, Torino, Utet, 1994, p. 128.

²⁵ Parsons, Lipset et Huntington cités dans W. MERKEL, 1996, p. 30 théorisent l'existence des universels évolutifs.

²⁶ Au contraire, Barrington Moore théorise que le processus de modernisation dépend des conflits sociaux passés et des conséquents rapports de force et de classe dans une société, dans W. MERKEL, 1996, p. 30.

²⁷ BERGER, P. L., LUCKMANN, T. *The Social Construction of Reality*, Garden City, New York, Doubleday and Co., 1966.

culture ou un group de sous-cultures assez homogène ; l'économie de marché doit être la forme de production dominante, avec une prévalence de l'industrie sur l'agriculture²⁸. Dans ce conditions les systèmes démocratiques montrent une capacité très élevé d'adaptation aux nouvelles circonstances, grâce aussi à l'intériorisation des mécanismes qui font la balance entre les poussées des acteurs politiques et sociales.

S'opposant à l'école classique, refusant tout déterminisme dans l'histoire, Adam Przeworski donne plusieurs définitions de la démocratie, qu'il décrit en tant que système de règles établi à priori pour l'élaboration des conflits sociaux, qui sont canalisés et contraints par la démocratie et dont le résultat n'est pas déterminable ex ante²⁹. Sa définition plus synthétique de démocratie est de « *a system of /.../ organized uncertainty* »³⁰. Przeworski refuse la validité des théories macro sociologiques, parce-qu'elles donnent une image de l'histoire qui se déroulerait sans que personne ne fasse rien (« *without anyone ever doing anything* »). Pour lui et pour les théoriciens de l'approche micro sociologique, étant données les contraintes économiques et sociales, les décisions des acteurs politiques sont explicatives des différentes évolutions sociales. La critique à ces modèles est qu'ils ne seraient que descriptifs et probabilistes³¹.

Chez les théoriciens qui s'occupent de la transition il y en a deux, opposés soit à Przeworski, soit à Dahl, qui pour un souci normatif de protection de la démocratie, la définissent d'une manière

²⁸ GALLINO, L., 1994, p. 130.

²⁹ En ça il ressemble beaucoup à Marx et au marxistes, mais il s'en distance dans la mesure où il parle de l'incertitude du résultat politique.

³⁰ PRZEWORSKI, A., *Democracy and the Market. Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, New York, 1991, p. 131, in W. MERKEL, 1996, p. 34.

³¹ ELLEN BOS, 1994, p. 82.

plus extensive. Philippe Schmitter critique la méthode des listes de minima et il propose d'y ajouter l'observation des relations entre institutions, citoyens, groupes d'intérêts et état, qui doivent se refléter dans la démocratie³².

Pour Claus Offe, le fait que les résultats de l'application des pures règles démocratiques ne soient pas satisfaisants pour la majorité de la population est un danger vif dans les états en transition. Les conséquences pourraient être la désaffection pour le système libérale et son étouffement. La raison est dans la vitesse et l'accélération des dynamiques de transformation sociale : en Europe « occidentale », la mise en place de la démocratie libérale fondé sur l'économie de marché a été accompagnée pendant trois siècles par le développement de l'état de droit, de la démocratie et de l'état providence. Donc, d'un système complexe de garanties pour les couches sociales plus faibles par rapport aux changements. Offe argument normativement qu'on peut envisager la stabilisation du nouveau système politique dans les pays en transition seulement si à coté de l'introduction de la démocratie et du capitalisme on introduit « anti-démocratiquement » un système de protection sociale qui s'inscrit au même rang des droits fondamentaux, avec des minima existentiels. La fonction de ça serait d'un coté de remplacement de l'évolution sociale européenne et de l'autre de contrepoids pour éviter l'autodestruction des néo démocraties suite à des résultats qui ne sont

³² SCHMITTER, P. C., Von der Autokratie zur Demokratie. Zwölf Überlegungen zur politischen Transformation, in : Internationale Politik, (50) 6, pp. 47-52, 1995, in W. MERKEL, 1996, p. 34.

pas soutenables pour la majorité de la population et qui risqueraient donc de provoquer délation, frustration et misère chez les citoyens³³.

3. La transition

Le mot « transition » signifie littéralement passage, du verbe latin « transire », aller au delà. Cette dynamique d'aller au delà ne dit rien sur la destination du mouvement. L'indétermination du résultat du processus rend l'étude d'une transition passionnante.

Il y a aussi des éléments normatifs qui rendent l'étude de la transition passionnante, car qui écrit partage l'opinion de la majorité des scientifiques qui croient que la démocratie, avec toutes ses contradictions et imperfections, soit le moins pire des régimes dans lesquels un individu puisse vivre. Cette conviction est sans doute le résultat de la formation et de l'enseignement, qui comprend aussi la méthode et le critère de justice postulé par John Rawls, qui affirme que le résultat politique plus juste est celui qui est issu de la décision de plusieurs acteurs qui, a priori, ne connaissent pas leur position après la décision³⁴.

Les sujets de la transition du système politique autoritaire au système politique libéral-démocratique sont, dans ce mémoire, la société et les états du Caucase du Sud, issus de la désagrégation de l'Union Soviétique.

³³ OFFE, *Der Tunnel am Ende des Lichts*, Frankfurt am Main, 1994, pp. 86-92, citation in MERKEL, 1996, pp. 33-35.

³⁴ RAWLS, J., 1986.

Il s'agit donc de la troisième vague de démocratisation si on adopte la classification proposée par Samuel Huntington³⁵ et Wolfgang Merkel³⁶, de la quatrième si on fait référence à Sandschneider. Ce dernier met en évidence la césure entre la troisième, déclenchée par la fin du régime autoritaire en Amérique Latine, en Portugal et par conséquent dans les autres pays du Sud de l'Europe et la quatrième, liée aux espaces post communistes. La grande différence est dans la simultanéité de toutes les réformes, qui touchent le niveau économique, culturel, politique et sociale.

Les théoriciens de la transition ont identifié trois phases du processus de démocratisation :

- La libéralisation, c'est à dire le changement de l'ancien régime
- La démocratisation, c'est à dire la mise en place des institutions, des règles du jeu et des élections
- La consolidation³⁷.

3.1 Approches élitistes micro-sociologiques

Les politologues ne sont pas concordes sur la signification du concept « système » et sur son utilité dans l'analyse des transformations sociales. Adam Przeworski refuse la catégorie du système en tant que outil d'analyse, car les conditions structurelles, économiques et sociales ne sont que le contexte où les acteurs décident d'agir, dans sa démarche micro analytique de la théorie des acteurs. A la limite, les conditions structurelles ne constituent que des

³⁵ HUNTINGTON, S. P., The third wave of democratisation in the late twentieth century, University of Oklahoma press, 1991.

³⁶ MERKEL, W., Systemwechsel 1. Theorien, Ansätze und Konzeptionen, Leske + Budrich, Opladen, 1994.

³⁷ BODNARI, F. Transformations et processus de démocratisation depuis la chute du Mur de Berlin : la transition démocratique : un cadre théorique, Berlin, Esta, janvier 2002.

variables intervenantes dans la formation des décisions chez les acteurs, mais elle n'ont aucune valence déterministe. Przeworski représente une position qui se fonde sur, mais transcende, les théories classiques de la modernisation des sociétés, qui ont une démarche macro analytique, à la recherche des conditions structurelles nécessaires à fin que une société devienne démocratique. La théorie classique montre que un certain niveau de développement économique et sociale est nécessaires et quasi suffisant au processus de démocratisation³⁸.

Przeworski ne nie pas l'utilité de connaître ces variables, et il affirme que

« objective factors constitute at most constraints to that which is possible under a concrete historical situation but, do not determine the outcome of such situations »³⁹,

mais la transformation est avant tout le produit de l'action des acteurs politiques qui stratégiquement et rationnellement préfèrent la démocratie à l'autoritarisme.

Sur le côté normatif de politique transitionnelle, Przeworski cherche les conditions (= le valeur des variables structurelles) sous lesquelles l'ensemble de préférences et intérêts des acteurs est compatible et maximisé par la décision de démocratiser. Il considère les set de valeurs ainsi obtenus en tant que hypothèse, qui nécessite d'une vérification empirique⁴⁰.

³⁸ Ouvrage fondamentale, LIPSET, S. M., Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimation, in : American Political Science Review 53: 69-105, 1959.

³⁹ PRZEWORSKI 1986, p. 48 citation in Ellen BOS, MERKEL, 1994, p. 81.

⁴⁰ BOS, E. 1994, in Systemwechsel 1, pp. 81-85.

3.2 Démocratie = paix ? Transition = démocratie ?

Dernière des grandes idéologies du dernier siècle, survécue à la fin des modèles nazi-fasciste et social-communiste d'organisation de l'état et de la société, la démocratie libérale a la prétention utopique de s'universaliser. L'argument pour soutenir la diffusion du modèle occidental est que les démocraties ne se font pas la guerre et donc l'antidote contre guerres civiles et internationales est le soutien des processus de démocratisation partout dans le monde⁴¹. Ce qui émerge de l'observation historique sont deux *patterns*.

a) La tendance de toute civilisation de succès à exporter son modèle sociale, pour différentes raisons, soit de domination, soit de standardisation, soit de mission⁴². Par exemple, aux territoires conquises par Rome le droit et l'administration romaine s'appliquaient automatiquement. Aujourd'hui la globalisation, en tant que flux transfrontalier de nature variable, nécessite d'un bon niveau de standardisation pour la réduction des coûts de transactions de toute sorte⁴³ et de systèmes qui soient flexibles pour faire face aux variations qui se répercutent dans le monde. La démocratie est un système politique qui permet la gestion des risques et des incertitudes (Przeworski).

b) Les dynamiques de démocratisation en binôme avec la formation des états nations très souvent se manifestent en conflits nationalistes assez sanglantes. En principe, la démocratie requiert un peuple pour sa légitimation, et le peuple, *demos*, très souvent coïncide

⁴¹ SNYDER, J. L. : From voting to violence : democratisation and nationalist conflict., W. W. Norton, 2000, p. 15, référence explicite au State of the Union address de 1994 par le président des Usa Bill Clinton.

⁴² NIES, S., SEGBERS, K., 2002, p. 2.

⁴³ A partir de standards du télégraphe, à travers le T.I.R., jusqu'au droits de l'homme ? Sur les médias, MATTELART, A., La mondialisation de la communication, PUF, 1996.

avec l'*ethnos*, d'où la violence observée dans les états ethniquement non homogènes⁴⁴.

Jack Snyder affirme que :

“Democratic transitions have also tended to coincide with involvement in international wars over the past two centuries. The chance of war in any given decade for the average state has been about one in six, whereas for democratising states it has been about one in four during the decade following democratisation. The democratising states were more likely to be attackers than the target of aggression in these wars. The most war prone states are those at the beginning stages of democratisation, rather than those that have nearly completed the consolidation of democracy. Especially at risk for war are newly democratising countries that lack a strong centralized state to lay down firm rules for regulating popular participation in politics and for enforcing state authority.”⁴⁵

Par conséquent, il n'est pas automatiquement vrai que le soutien aux processus de démocratisation dans le monde soit une garantie pour le maintien de la paix internationale. Ni il est vrai que le processus de démocratisation doit aboutir dans une forme de gouvernement libérale : il est en par exemple le cas en Asie Centrale et au Caucase, où le résultat de l'ouverture du marché politique à la compétition est plutôt une forme de gouvernement autoritaire.

4. *Le nationalisme*

La résurrection du nationalisme dans le discours politique lors de la fragmentation de l'Union Soviétique a donné un nouveau élan à la recherche sur ce sujet. On peut isoler trois grandes questions autour desquelles le débat s'est développé :

⁴⁴ SCHIPPERS, T. K. : *The Words of Otherness, the Rise of the Ethno-vocabulary since the XVIIIth Century*, inedited, 2000. SNYDER, J. L., 2000, pp. 16-45.

⁴⁵ SNYDER, J. 2000, p.29.

- La nation est un valeur absolu, un objectif en soi, ou est-elle plutôt un instrument conjoncturel pour achever d'autres buts ?
- Quel est le caractère sociale de la nation ? S'agit-il plutôt d'une communauté de mémoire ou d'une communauté de choix ?
- Historiquement, faut-il considérer la nation en tant que facteur éternel et omniprésent ou plutôt en tant que construction d'une certaine époque, destinée à disparaître ?

Dans les années '50 et '60 théoriciens comme Clifford Geertz et Edward Shils argumentent que l'identité ethnique et nationale sont un facteur constant et invariable de l'identité humaine, parce qu'il y a des sentiments primordiales liés au souche, à la race, à la langue, à la religion et aux coutumes qui relient nécessairement les individus entre eux. Ils argumentent ensuite que dans les nouveaux états il y a le danger que ces sentiments primordiales (nationales) qui ont la fonction de cohésion sociale soient contestées, d'où donc une source primordiale de conflit⁴⁶. Au contraire, pour la majorité des courants scientifiques contemporaines, le nationalisme est un phénomène historique corrélé à la formation des états-nations, à l'industrialisation et à la modernité.

Sur l'authenticité et l'éternité du nationalisme, les contemporaines se divisent. Pour certains, tels que Benedict Andersen et Ernest Gellner, il s'agit d'une construction artificielle, tandis que pour d'autres, tels que Anthony Smith le nationalisme est un

⁴⁶ GEERTZ, C., *Old Societies and New States*, 1963, New York Free Press ; GEERTZ, C., *The Interpretation of Cultures*, London, 1973 ; SHILS, E., *Primordial, personal, sacred, and civil ties*, in : *British Journal of Sociology* 7, 1953.

phénomène beaucoup plus profondément enraciné dans l'identité humaine, qui est émergé dans les temps modernes⁴⁷.

Même si E. J. Hobsbawm dit que

« Nationalism comes before nations. Nations do not make states and nationalism, but the other way round.⁴⁸ »,

en principe, avant de parler du nationalisme il faudrait définir ce que c'est une nation. La seule définition acceptée de manière univoque est celle étymologique, à partir de la racine latine *nasci*, c'est à dire être nés. Déjà Tacitus utilisait le mot nation pour identifier les tribus des Allemands dans son ouvrage *De origine et situ Germanorum*, mais c'est à partir du 18^{ème} siècle avec l'Abbé Sieyès⁴⁹ et surtout dans le 19^{ème} siècle que celui de nation devient un concept politique fondamentale⁵⁰. Les notions se distinguent entre conceptions subjectives, liées à la volonté de vivre ensemble⁵¹ et conceptions objectives, liées à des critères matériels tels que la langue ou l'histoire commune⁵². Plus récemment, l'analyse du phénomène nationalisme a amené à théoriser deux différentes sortes de communautés : celles de choix et celles de mémoire, dont découlent deux différentes formes de nationalisme. La première, moins conflictuelle et plus « cool » est celle du nationalisme civique ; la deuxième, plus émotive et conflictuelle est celle du

⁴⁷ ANDERSON, B., *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, 1992 ; ANDERSON, B., "Exodus", in: *Critical Inquiry*, 20, 1994. GELLNER, E. : *Nations and nationalism*, Cornell University Press, 1983. SMITH, A. D., *Nationalism and Modernism : a critical survey of recent theories of nations and nationalism*, London, Routledge, 1998.

⁴⁸ HOBSBAWM, E. J., *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

⁴⁹ CHEVALLIER, J.-J., *Les grandes oeuvres politiques de Machiavel à nos jours*, Armand Colin, 1949, pp. 132-139.

⁵⁰ WEIDINGER, D., *Nation - Nationalismus - Nationale Identität*, Bundeszentrale für politische Bildung, 1998.

⁵¹ *Un pour tous*, E. RENAN, Qu'est-ce qu'une nation ?, Paris, 1882.

⁵² *Un pour tous*, J. G. FICHTE, *Reden an die deutsche Nation*, Berlin, 1807-8.

nationalisme ethnique⁵³. Ce dernier est le catalyseur des conflits indépendantistes et territoriales qu'on observe largement dans les espaces post-communistes et en particulier au Caucase, d'où la raison de tant d'attention dédiée au sujet.

Plusieurs théoriciens du nationalisme ont identifié une fonction essentielle de cette idéologie : celle de développer une loyauté très forte de la population vers l'état. Pour Gellner, les origines de cette idée sont à chercher dans l'épanouissement du capitalisme mercantile en binôme avec la diffusion de la presse à bon marché. Pour convaincre les populations devenues de plus en plus riches lors du fleurissement des commerces à payer des impôts, les états ont développé l'idée nationale⁵⁴. Les flux financiers ainsi générés ont été destinés à la construction des flottes navales, des armées nationales et des infrastructures logistiques, car les états montrent une certaine tendance à se faire la guerre⁵⁵.

⁵³ L'origine et la définition de cette locution qui a fait très vite le tour du monde sont à chercher dans CONNOR, W., *Ethno-Nationalism : The Quest for Understanding*, Princeton University Press, 1994.

⁵⁴ SNYDER, J. , 2000, pp. 46-47.

⁵⁵ TILLY, C., *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*, Cambridge, Massachusetts, 1990.

II. FACTEURS SOVIETIQUES ET FACTEURS CAUCASIENS DES CONFLITS

5. *Conflits ou guerres ?*

Le conflit est une condition de lutte pour des ressources rares, recherchées par deux parties pour les destiner à des finalités intrinsèquement différentes. Dans le conflit il y a une dimension de changement : il s'agit de la compétition pour le changement de destination d'un certain enjeu. La guerre se différencie par rapport au conflit dans le désir d'anéantissement de l'ennemi et dans la nature de l'enjeu, qui est territoriale. Par contre, dans le conflit il y a une dimension culturelle absente de la guerre. Car les parties d'un conflit font référence à un système culturel commun, mais elles poursuivent des finalités différentes, fait que les rende opposés dans la lutte pour le changement de leur relation face à un enjeu⁵⁶.

Sans un enjeu, il n'y aurait pas de conflit : la présence d'une tension ou d'un conflit indique que le jeu est encore ouvert et que les acteurs sont en condition d'interpréter leur rôle avec la nuance la plus convenable à la poursuite des leurs intérêts⁵⁷.

Dans le cas du Caucase il est intéressant de définir si les affrontements entre parties opposées ont la nature sociologique de conflits ou de guerres. Peut être les deux. Il est aussi intéressant de découvrir la nature des enjeux.

En général, la définition adoptée est celle de conflit.

⁵⁶ LUCIANO GALLINO, 1994, pp. 344-351.

⁵⁷ RAYMOND BOUDON, 1980, pp. 68-69.

5.1 Des conflits civilisationnels ?

La transition politique du Caucase s'est manifestée avec des conflits ethniques très sanglants et radicaux. Les personnes déplacées non volontairement, le nettoyage ethnique et les réfugiés sont des réalités vivantes dans chacune des trois nouvelles républiques. Plusieurs tentatives d'explication d'une telle violence ont été proposées, parmi les quels on identifie deux grands courants : d'un côté il y a la théorie de la violence structurelle permanente, qui argumente sur la base des racines ancestrales des conflits, opposant cultures et civilisations différentes. Le nom du professeur Huntington est symbolique pour cette vision qui explique les conflits le long de clivages religieux (chrétiens contre musulmans) et linguistiques (altaïques-turciques contre indo-européennes contre caucasiens contre slaves). Dans sa théorie explicative des relations internationales post bipolaires, il affirme en particulier l'existence d'une alliance implicite entre états issus de la même civilisation, dont l'identité peut être réduite au noyau dur de la religion⁵⁸. D'une certaine manière, il révolutionne l'ancienne règle réaliste qui affirme que « les amis sont les ennemis des ennemis », en définissant les ennemis suivant le critère religieux et non plus topologique (mon voisin est mon ennemi, son voisin, peut-être mon ami).

Cette théorie appliquée aux conflits caucasiens montre des faiblesses, surtout elle n'arrive pas à expliquer le soutien donné par

⁵⁸ S. P. HUNTINGTON, 1997, p.39, thèse centrale du livre.

l'Iran chiite à l'Arménie chrétienne-arménienne allié à la Russie chrétienne-orthodoxe dans son conflit contre les Azéris chiites⁵⁹.

De l'autre côté il y a ceux qui voient dans ces conflits l'expression d'une violence instrumentale à des intérêts très concrets. Ils argumentent que dans le passé les peuples du Caucase vivaient mélangés et que la mosaïque ethnolinguistique qu'on observe aujourd'hui n'est pas seulement l'héritage de la politique démographique soviétique, mais plutôt la démonstration d'un mélange systématique qui s'est produit le long des siècles. En effet, les migrations provoquées par les guerres entre Russie, Turquie et Perse, par exemple, ont produit des villes cosmopolites ; en comptait des dizaines de villages azéris en Géorgie et Arménie et vice-versa. Tbilissi avait une population en majorité russe et arménienne jusqu'au 1960. A Baku aussi le pourcentage de Russes et Arméniens était très élevé jusqu'au 1990. Erevan était une ville en majorité musulmane jusqu'au génocide et à la soviétisation⁶⁰. Sans pour autant oublier que dans le passé les ethnies se sont disputées et fait la guerre, sans oublier la tension entre Turquie et Arméniens à cause du génocide, il y a plusieurs exemples de groupes historiquement proches et enchevêtrés qui ont commencé l'extermination réciproque lors de l'indépendance⁶¹. Le nationalisme en binôme avec la démocratisation est plutôt le catalyseur des conflits⁶².

⁵⁹ JOLICOEUR, P. , 2000b, pp.19-34.

⁶⁰ SUNY, R. G., 1993, p.111.

⁶¹ Par exemple, les Ossètes et les Géorgiens sont historiquement deux peuples amis : témoignage de ça le taux élevé de mariages mixtes.

⁶² SNYDER, J., 2000, thèse centrale du livre, pp. 27-32.

6. *Perestroïka et dynamique sociale*

La crise, dans le sens étymologique du mot « décision » et dans le sens strict « moment transitoire d'un état à un autre », est déclenché en 1985 par l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev et ses tentatives de restructurer le système communiste et centraliste en vigueur en Union Soviétique. Son but est de révolutionner radicalement le système soviétique, tout en évitant les discontinuités et les violences. La perestroïka doit être un processus révolutionnaire mené par le haut. Une très bonne critique est présentée par Gellner :

“ The precise limits of the intended transformation are not easy to discern, predict, or define. This is due not merely to the general difficulty of prediction in tense and complex situations, but also to a distinctive and interesting feature of perestroïka, namely, its lack of formalized, avowed, codified theory. Here there is a Reformation without a Bible, an Enlightenment without an Encyclopédie.”⁶³.

Une deuxième explication pour l'insuccès de la perestroïka est que malgré la tentative de répondre sérieusement aux défis du système soviétique, ce dernier était condamné à s'arrêter. En particulier, le taux de natalité décroissant, les conditions climatiques hostiles à l'agriculture, l'épuisement de la nature et l'augmentation des coûts d'extraction énergétique, la baisse des prix mondiaux de l'énergie, le taux réel de croissance négatif et la course aux armements avec les Etats Unis sont parmi les causes endogènes et exogènes de la défaillance du système soviétique⁶⁴.

La perestroïka s'articule au tour de trois objectifs fondamentaux : réduire les dépenses militaires ; augmenter la

⁶³ GELLNER, E, “Nationalism in the Vacuum” p. 246, in : MOTYL, Thinking theoretically about Soviet nationalities. History and comparison in the study of the Ussr, Columbia University, 1992.

⁶⁴ SEGBERS, K., 2000, p. 6.

production ; revitaliser la société à travers un langage plus vrai et transparent (glasnost)⁶⁵. Selon Martha Brill Olcott,

“Probably the most concentrated opposition to Gorbachev’s leadership and his policies has come from the party and state bureaucracies in the national republics.”⁶⁶.

En effets, les acteurs qui lancent le discours indépendantiste et séparatiste ce sont les institutions politiques nationales et locales. La possibilité d’obtenir du pouvoir dans une dynamique d’ouverture est immédiatement saisie par les élites politiques nationales déjà établies au sein des sociétés.

Le 13 février 1988 les Arméniens du Karabakh manifestent à faveur du rattachement à l’Arménie. Le soviet du Karabakh, avant la perestroïka une institution politique plutôt virtuelle, adopte à large majorité (110 contre 17) un texte dans ce même sens qui sera présenté au Soviet Suprême. Le principe Wilsonien et Leninien de l’autodétermination des peuples est invoqué. Au même temps, à Sumgaït en Azerbaïdjan la chasse à l’Arménien est déclenché pendant 2 jours. La violence commence et Bakou oppose le principe du respect de l’intégrité territoriale. Dans les deux pays les fronts nationaux se mettent en place, s’opposant réciproquement. Le comité pour le Karabakh⁶⁷ s’oppose aux apparatchiks communistes, combinant arguments d’autodétermination, de politique démocratique et de protection de l’environnement. Le front populaire azéri⁶⁸ sera bientôt renforcé par les réfugiés s’échappant de l’Arménie, qui à leur tour chasseront les Arméniens de Bakou en Janvier 1990. Les protestes

⁶⁵ Le dictionnaire historique et géopolitique du 20^{ème} siècle, La Découverte, Paris, 2000, lemme « Perestroïka ».

⁶⁶ M. B. OLCOTT, “Gorbachev’s Nationalities Policy and Central Asia” in : Limits to Soviet Power, Lexington, 1989, pp.69-70, citation in R. G. SUNY, 1993, p 127.

⁶⁷ Haiots Hamazgain Sharzhum en arménien.

⁶⁸ Azarbayjain Khalg Jabhasi en azéri.

continuent sur les deux fronts et malgré les arrestations ordonnés par Moscou en décembre 1989, les Azéri du Nakhitchevan attaquent la frontière entre Urss et Iran, réclamant la réunion de l'Azerbaïdjan du sud (en Iran) sous Bakou. L'armée rouge intervient en Azerbaïdjan en janvier 1990, provoquant nombreuses victimes.

La démocratisation de la politique (glasnost) en binôme avec la de-légitimation du pouvoir central se sont bientôt traduites dans des mouvements nationalistes et violents. Le gap entre l'absence soit culturelle, soit concrète d'institutions pour la participation politique démocratique et l'incrément voulu dans la participation même est comblé par les partis claniques, qui adoptent une rhétorique nationaliste pour mobiliser les grandes masses⁶⁹.

7. Ethnofédéralisme ou le vide dans les institutions formelles

Un des facteurs explicatifs de la nature des conflits au Caucase peut être recherché dans la politique des nationalités en binôme avec l'organisation territoriale et administrative adopté par la jeune Union Soviétique, restées en vigueur jusqu'au début des conflits. Les guerres indépendantistes et territoriales qu'on observe respectent ces frontières artificielles, tracés suivant des critères arbitraires et de convenance politique et non purement ethniques. En faits, une caractéristique de la politique des division territoriale soviétique demeure dans la non coïncidence et dans la dis-homogénéité entre ethnie et entités nationales. Par exemple, l'ethnie xyz était éparpillé

⁶⁹ SNYDER, 2000, pp.202-204.

dans les régions a, b et c, tandis que dans l'entité nationale pq la population titulaire ne représentait que xyz pour cent des habitants.

Derrière ce choix il y a au moins deux raisons : la première de principe et la deuxième pragmatique, pour affaiblir avec des « bombes à retardement » les républiques soviétiques.

Pendant la guerre civile entre 1917 et 1921, le grand débat politique était entre socialistes, qui soutenaient les révolutionnaires soviétiques, et nationalistes, qui espéraient dans une intervention extérieure contre les bolcheviques. Les Bolcheviks⁷⁰, imaginaient comme forme d'état la dictature du prolétariat, sans place pour les nationalités. Au contraire, paradoxalement, “ *Soviet Russia /.../ became the first modern state to place the national principle at the base of its federal structure.*”⁷¹, un état pseudo-fédéral qui offrait aux nationalités une identité territoriale, des institutions culturelles dans leur propre langue et la promotion des cadres natives, sans pourtant leur concéder souveraineté politique concrète. Un incubateur pour nations⁷².

Gregor Suny identifie six facteurs fondamentaux de la politique soviétique dont l'enchevêtrement est explicatif de l'explosion du nationalisme à la fin des années '80 :

- La naturalisation (*korenizatsiia*)
- La transformation économique et sociale
- La territorialisation
- Le traditionalisme

⁷⁰ Surtout Lenin, Stalin et l'Arménien Stepan Shahumian étaient contraires à toute forme fédérale, soit du type Austromarxiste qui prévoit une autonomie culturelle non-territoriale, soit du type nationale classique. Lenin propugnait pour des autonomies régionales sans connotation ethnique.

⁷¹ PIPES, R., *The Formation of the Soviet Union : Communism and Nationalism, 1917-1923*, Cambridge, 1954, citation in SUNY, 1993, p.89.

⁷² SUNY, 1993, p.101.

- Le localisme et
- La mobilisation nationale⁷³.

7.1 Naturalisation

La politique de naturalisation a trois instruments : le support accordé aux langues nationales, la formation d'une élite politique nationale et l'institutionnalisation formelle de l'ethnie dans les appareils d'état. Le pourcentage des membres nationaux du parti communiste local s'accroît, même si en Georgie et Arménie en particulier, il n'y avait pas de bolcheviques avant 1921⁷⁴. Résultat de cette politique est l'accentuation de l'homogénéité ethnique surtout en Arménie et en Géorgie où les capitales cosmopolites d'antan acquièrent un caractère nationale, avec l'établissement des opéras, académies et universités monochromes⁷⁵. La politique de korenizatsiia est en contradiction avec la politique de transformation économique et sociale, qui a comme but la création de l'homme nouveaux l'*homo soviéticus*.

7.2 Transformation économique et sociale

Au Caucase où le territoire est très largement agricole et rurale, la collectivisation des terres rencontre une ferme opposition des paysans et s'enchevêtre avec des campagnes anti-islamiques et anti cléricales. L'usage du voile est interdit aux femmes et dans les villages la destruction d'églises, mosquées et synagogues devient l'instrument pour l'extirpation de l'opium des peuples. Au même temps,

⁷³ SUNY, R. G., 1993, pp. 102-120.

⁷⁴ En Georgie, de 62 à 66 % ; en Arménie de 89 à 90 % ; en Azerbaïdjan de 39 à 44 %. Chiffres en SUNY, R. G., 1993, p. 103.

⁷⁵ SUNY, R. G., 1993, pp. 102-106.

l'urbanisation contribue à l'érosion des cultures locales : pour avoir succès, il est nécessaire de parler et étudier le russe, et après 1958 l'étude de la langue nationale n'est plus obligatoire⁷⁶.

7.3 Territorialisation

La politique de territorialisation des nations va en parallèle avec la korenizatsiia : la possibilité de bénéficier des droits de nation titulaire sur un territoire déterminé provoque des flux migratoires dont l'effet est une croissante homogénéisation ethnique⁷⁷.

7.4 Traditionalisme

Malgré l'intense politique de transformation sociale de l'époque soviétique, le traditionalisme demeure très enraciné dans le Caucase⁷⁸. Les relations claniques survivent très bien et les mécanismes de gestion du pouvoir locale s'y adaptent⁷⁹. Témoignage de ça est l'existence et l'application de l'*adat*, la loi traditionnelle des montagnes, dans le Caucase et en Asie Centrale dans l'époque soviétique et aujourd'hui. Il s'agit d'un code de droit coutumier locale spécifique, dont les origines sont à chercher dans la vie des clans (*taips*) avant l'apparition des religions monothéistes, qui prévoit des règles pour tous les aspects de la vie sociale. La justice e la famille, la solidarité et le respect de l'environnement, l'hospitalité et la vengeance

⁷⁶ SUNY, 2000, pp.106-110.

⁷⁷ SUNY, 2000, pp.110-111.

⁷⁸ SUNY, 2000, p.113.

⁷⁹ Infra, une société clanique.

dans les conflits, sont réglés par cette loi pré-étatique, indépendante du système juridique en vigueur⁸⁰.

Après la mort de Staline, le système clanique basé sur les faveurs, la protection, la négociation et le silence re-émerge et se combine avec la corruption et les privilèges des nations titulaires. Les élites communistes locales sont en relation étroite avec les réseaux clientélistes régionaux, garantie pour leur longévité au pouvoir. Ils ont la connaissance du terrain et en suivent les règles informelles. Le fleurir d'une deuxième économie parallèle et du marché noir s'explique grâce à la pré-existence des systèmes traditionnels locaux de gestion et redistribution des ressources. Le centre, à la fin du secrétariat de Brejnev, frustré par les défaillances du plan et l'évidente inefficacité économique, décapite les partis locaux. Des nouveaux chefs sont octroyés : Aliiev en Azerbaïdjan, Shevarnadze en Géorgie et Demirchian en Arménie. Ils ont une tâche commune : vaincre la corruption économique et politique, stimuler l'économie, arrêter les privilèges aux nations titulaires et affaiblir le nationalisme local. Cette mission impossible ne sera jamais accomplie, car les logiques de l'honneur et de la honte sont trop profondément enracinées dans les relations au Caucase, d'où la préférence d'une punition légale par rapport à l'infraction des règles claniques⁸¹.

7.5 Mobilisation nationale

Enfin, Suny décrit la mobilisation nationale qui eut lieu à l'époque soviétique, au lieu de celle menée par la conscience de

⁸⁰ KOEHLER, J. et ZUERCHER, C., *Institutions and Organized Violence in Post-Socialist Societies*, Berliner Osteuropa Info N. 17/2001, Osteuropa Institut FU Berlin, p. 51.

⁸¹ SUNY, 2000, pp.113-120.

classe : en 1974 l'identification de classe disparaît des passeports, par contre l'appartenance nationale reste une variable clé de l'état civile pour profiter des privilèges et des droits.

Le 24 avril 1965 des milliers d'Arméniens manifestent en commémoration du génocide de 1915, sans que les autorités centrales puissent s'y opposer. Cette date sera commémoré chaque année suivante avec une manifestation. En 1978, lors d'un projet de loi visant à modifier le statut du Géorgien en tant que langue d'état de la république, centaines d'étudiants manifestent efficacement à Tbilisi : ce projet, et des projets similaires en Azerbaïdjan et Arménie sont retirés. C'est à cette époque que les dissidents nationalistes sont arrêtés et que les activistes de demain commencent leur carrière politique.⁸²

La gouvernance soviétique de l'espace Caucasiens a été menée par le centre à travers la création et la fidélisation des élites nationales, responsables pour des entités territoriales découpées sans respect des limites ethniques. Ça a créé chez les élites dominantes une conscience nationale, et chez les minorités, obligées à chercher dans le centre, à Moscou, le contrepoids pour ne pas être écrasées par la nation titulaire, plutôt des rancœurs, des frustrations et le désir d'indépendance. Ces éléments ont produit des effets fragilisant les nouveaux états souverains⁸³.

⁸² Zviad Gamsakhurdia était à cette époque un défenseur infatigable des droits de l'homme ; élu premier président de la Géorgie indépendante, il s'opposera fermement à la présence des Mechketes d'origine turque dans son pays.

⁸³ RADVANY, 1998a, ???.

8. *Le stade du développement industriel*

Jack Snyder affirme que le stade du développement économique est une des trois variables explicatives de la relation entre intensité de la violence et modèles de démocratisation dans les espaces post-soviétique. Les autres deux sont l'entité de la menace démocratique pour les élites et la nature des institutions politiques dans la transition⁸⁴.

Pour l'analyse de la variable « stade du développement économique », trois moments sont adoptés :

- développement antérieur à l'époque soviétique, précoce
- développement tardive et
- développement très tardive.

De la première catégorie relèvent la république Tchèque, la Pologne et les Peco qui ont commencé leur industrialisation dans les années '20, avec un conséquent taux d'alphabétisation élevé et l'adoption d'institutions de participation démocratique. Cette culture acquise n'a pas disparu pendant l'époque de la guerre froide et s'est traduite politiquement en des démocraties basées sur l'économie de marché remarquablement vite⁸⁵.

Dans la troisième catégorie on retrouve les états d'Asie Centrale à l'exception du Kazakhstan, où l'économie demeure très rurale et agricole et la population n'a pas une scolarité élevée. Dans ces états, à l'exception du Tadjikistan, il n'y a pas eu de conflits.

⁸⁴ SNYDER, J., 2000, p. 195. Sur l'entité de la menace, un bon exemple est celui de l'Abkhazie, où la nationalité titulaire avec le 17 % de la population aurait perdu ses privilèges dans un système majoritaire. Sur la nature des institutions politiques, il faut penser à l'héritage soviétiques d'institutions virtuelles pour la participation politique.

⁸⁵ Il s'agit en gros des états candidats à la prochaine vague d'adhésions à l'Union Européenne.

Au milieu, entre les démocraties de l'Europe de l'Est et les pays d'Asie Centrale il y a, aussi géographiquement, les pays du Caucase, la Russie et l'Ukraine. Il s'agit de sociétés où l'industrialisation a été introduite par le pouvoir soviétique d'une manière forcée, sans le développement parallèle des professions libérales et de la bourgeoisie, porteuse des intérêts et valeurs de la participation démocratique⁸⁶. Dans ce contexte, malgré l'alphabétisation et l'accumulation de capitale, il n'y a pas eu le contextuel développement de l'esprit d'entreprise où du sentiment de responsabilité, car tout était planifié et dirigé par le centre.

9. *Une société clanique*

La société du Caucase, malgré un niveau d'alphabétisation parmi les plus élevés de l'Urss et malgré le développement d'une classe moyenne à détriment de la classe paysanne, demeure une société très clanique. Les sociétés claniques peuvent représenter un substrat favorable au développement des liens communautaires de mémoire plutôt que de choix. Cette nature peut donc être explicative des difficultés que la conscience civique rencontre à s'y enraciner au contraire de la rhétorique mythopoeitique du nationalisme⁸⁷.

En particulier, c'est ce qu'on observe dans d'autres états de formation récente ou non, post-socialistes et non, où la résistance à la centralisation par une élite et à la conséquente imposition d'un corpus de règles formelles qui tendent à homogénéiser pour pouvoir contrôler et gouverner est très forte. Des exemples sont l'Ecosse, l'Italie du Sud

⁸⁶ SNYDER, J., 2000, pp. 195-198.

⁸⁷ SNYDER 2000, pp. 197-198.

et le Kazakhstan. Dans ces états l'adhésion au nationalisme civique et aux institutions formelles n'est que superficielle, alors que l'application des règles informelles est à l'ordre du jour.

Les relations familiales et claniques très fortes en binômes avec la méfiance vers les étrangers et l'état encouragent le recours à des systèmes de régulation des disputes traditionnels et à un certain anti-juridisme. Le rôle conservateur de la femme dans la famille, en tant que transmetteur et gardienne des valeurs et des symboles culturels, se traduit dans l'enseignement d'une certaine méfiance à l'envers de Moscou. Les réseaux de protection, fondamentales pour le prestige personnel au Caucase, se révèlent utiles dans les périodes de misère économique, à fin d'organiser les approvisionnements et la distribution des biens. L'ethnographe Tamara Dragadze théorise que la collectivisation et les autres politiques soviétiques ont plutôt renforcé que extirpé les solidarités familiales et claniques⁸⁸.

10. L'autoritarisme

Les régimes autoritaires sont des systèmes où le pluralisme politique est limité et où la classe politique n'est pas responsable à l'envers du peuple. Ce sont des systèmes qui ne sont pas fondés sur une idéologie-guide bien articulé, mais qui sont caractérisés par mentalités spécifiques, où il n'y a pas de mobilisation sociale en grande échelle, sauf que dans des moments de leur développement, et où un leader ou un petit group exerce le pouvoir dans des limites formellement mal définis, mais dont les effets sont assez prévisibles,

⁸⁸ T. DRAGADZE, *Rural Families in Soviet Georgia : A Case Study in Ratcha Province*, London Routledge, 1988, p.199, citation in SUNY 2000, pp. 113-116.

grâce à la maîtrise de l'ordre informel. Cette forme de gouvernance est la plus proche à celle qu'on observe émerger du processus de démocratisation au Caucase⁸⁹. Ici les élites ont utilisé la rhétorique nationaliste pour mobiliser le peuple dans les guerres civiles et obtenir la légitimation à l'exercice du pouvoir. En faits, elles l'exercent par et pour la nation dans son acception ethnique, mais les élites ne doivent pas être complètement responsables à l'envers du peuple. Le nationalisme permet donc aux élites de se légitimer, sans trop procéder dans le chemin démocratique⁹⁰. En analysant les constitutions, soit on trouve qu'elles ne sont que des lois électorales, sans aucune articulation démocratique (division des pouvoirs, checks and balances, droits fondamentaux), soit qu'elles ne sont pas appliquées⁹¹.

⁸⁹ J. J. LINZ, 1991, p. 444, „Autoritarismo“ dans Enciclopedia delle Scienze Sociali, Istituto della Enciclopedia Italiana, Roma, vol. 1, pp.444-459.

⁹⁰ SNYDER 2000, pp.45-50.

⁹¹ ISAKANDARIAN, A. et GUEVORGUIAN, K., 1998, p. 37 ; PARLEMENT EUROPEEN, 2001, 2002a, 2002b.

III. SPECIFICITES DE LA DYNAMIQUE POLITIQUE

LOCALE

11. Azerbaiï djan

11.1 Elite politique

Le mouvement nationaliste azéri est assez récente, car dans le passé le clivage était plutôt religieux, musulmans et non, ou de classe, entre l'élite dominante arménienne et les travailleurs azéri⁹². Il prend forme en 1988 avec l'afflux des réfugiés azéri provenant du Nagorno Karabakh. Les intellectuels gagnent la tête de ce mouvement et bientôt ils contrôlent la presse et les médias, diffusant la propagande nationaliste. Le premier président Abulfey Elchibey essayera de mobiliser aussi les ressources fiscales et morales à fin de soutenir l'effort de la guerre contre les Arméniens pour le Haut Karabakh, mais sans succès. Irrationalité économique et corruption ont empêché à l'Azerbaïdjan de profiter de ses ressources énergétiques pour gagner la guerre. Chez l'armée, habituée à exercer une fonction répressive d'ordre public plutôt que martiale, l'absence de discipline en binôme avec la corruption ont causé des grande défaites⁹³.

Un autre facteur décisif était que la lutte inter-clanique pour le pouvoir l'a emporté sur la guerre « nationale » : les ressources militaires ont été utilisées anarchiquement pour la défense des intérêts

⁹² SNYDER, J. 2000, p. 224.

⁹³ Il y a des anecdotes sur les commandants qui gardaient les cadavres de leurs soldats dans le réfrigérateur pour toucher eux mêmes leur salaire. Découvert ce système, ils ont commencé à vendre les cadavres aux familles pour qu'elle puissent respecter la tradition funèbre réservé aux familiers.

particuliers régionaux. Pour résoudre ce cas typique de conflit entre principal et agent, l'ancien apparatchik Heïdar Aliev est monté au pouvoir en 1995, employant ses connaissances du terrain et des hommes⁹⁴.

La permanence au pouvoir de réseaux claniques, soviétiques et post-soviétiques, peut être à la fois source de stabilité et d'instabilité.

Le système d'alliances actuel s'est mis en place pendant le conflit autour du Haut-Karabakh. D'un côté, les luttes pour le pouvoir au sein de l'Azerbaïdjan ont provoqué l'affaiblissement de l'armée même, qui a remporté nombreuses défaites dont le résultat est évident aujourd'hui : de 20 à 25% du territoire azéri n'est plus sous le contrôle du gouvernement de Bakou. Donc pour se mettre en place la nouvelle structure de gouvernance a créé sa source d'instabilité, qui demeure dans l'occupation d'une bonne portion de son territoire. En plus, la forme clanique du pouvoir l'expose à la lutte face à d'autres clans. Mais d'autre côté, elle n'est que la manifestation politique d'une mentalité qui probablement est forgée sur le cliché de l'autoritarisme. Enfin, la mobilisation sociale au tour de ce conflit est à l'origine des clans d'azéris originaires d'Arménie, de Géorgie et du Nakhitchevan⁹⁵.

11.2 Armée

L'armée azérie a connu plusieurs obstacles à sa consolidation. Tout d'abord, la prise de distance par rapport à Moscou lui a enlevé tout sorte de flux traditionnels, au contraire de l'Arménie. En suite, dans l'armée rouge c'était une règle non écrite que les musulmans n'achevaient que rarement le statut d'officiers. D'où l'absence d'une

⁹⁴ SNYDER, J., 2000, p. 229.

⁹⁵ ISKANDARIAN, A. et GUEVORGUIAN, K., 1998, pp.30-31.

structure de leadership et de tradition martiale⁹⁶. En fin, pendant la guerre pour le Haut Karabakh les combattants étaient souvent des mercenaires ou des non azéris, par exemple des mohajeddins Afghans ou des consultants militaires américaines⁹⁷. Aujourd'hui l'armée compte 72 mille effectifs, dont huit mille dédiés aux forces aériennes et deux mille pour la marine. Le pourcentage du Pnb destiné au budget de l'armée est e 2,7 % environ⁹⁸.

	BUDGET DE LA DEFENSE EN MILLIONS DE DOLLARS			DEPENSES MILITAIRES DEFINITION OTAN MILL. \$		
	1998	1999	2000	1998	1999	2000
ARMENIE	94	74	69	680	710	690
AZERBAÏDJAN	194	119	113	820	790	830
GEORGIE	61	28	22	400	350	290
CAUCASE	349	221	204	1900	1850	1810

Source : OTAN, 2001, p.281.

Néanmoins, selon les calculs effectués par l'Otan, qui définit plus analytiquement ce que sont les dépenses militaires, les trois nouvelles républiques ont investi beaucoup dans l'armée. L'Azerbaïdjan en particulier se concentre sur le développement d'une flotte pour la sauvegarde des cotes et, en prévision des futurs revenus, il est le mieux placé vis-à-vis de l'Arménie⁹⁹.

12. Arménie

12.1 Haut Karabakh et vie politique

L'Arménie a adoptée en 1995 avec referendum sa constitution, qui prévoit comme forme d'état la république sémi-présidentielle.

⁹⁶ E. HERZIG, 1999, p. 56.

⁹⁷ A. KREIKEMEYER, A. V. ZAGORSKIJ, 1997, p. 90.

⁹⁸ ANNEE STRATEGIQUE 2002, p. 210.

⁹⁹ HILL, SUTCLIFFE, 2001, pp. 293-294.

Actuellement le président est Robert Kocharian, ancien président du Haut Karabakh.

La guerre au Karabakh a été en faits le lieu de socialisation et montée au pouvoir des principales sujets politiques arméniens qui n'ont pas commencé leur carrière politique dans les appareils de l'Union Soviétique, au contraire de leurs collègues Géorgiens et Azéris. Le parti politique majoritaire, le Mouvement Nationale Arménien est l'expression politique du Comité pour l'indépendance du Karabakh et il s'oppose au traditionnel parti arménien, bien enraciné dans le Karabakh et dans la diaspora, le Dachnak. L'église arménienne a aussi joué un rôle important d'infrastructure à réseaux pour le contrôle sociale pendant le conflit¹⁰⁰.

Un trait caractéristique de la politique arménienne est l'importance du génocide de 1915 en tant que moment fondateur de la conscience nationale collective. La reconnaissance du génocide par les autorités de Ankara est une *conditio sine qua* le dialogue entre les deux pays va difficilement démarrer.

Il est impossible de parler de stabilité politique en Arménie car la lutte pour le pouvoir est en cours. A témoignage de ça, les fréquents assassinats de personnages publiques. L'exemple élatant est celui de l'attentat au parlement du 27 octobre 1999 où le leader de l'opposition et président du parlement Karen Demirtchian, le chef du gouvernement et autres six collègues sont morts.

¹⁰⁰ SNYDER, J. 2000, p. 230.

12.2 Armée

L'armée arménienne est très forte et joue un rôle très important dans la vie de l'état. Même si officiellement lors du conflit au Haut Karabakh l'Arménie est restée neutrale, cette dernière a contribué largement aux succès et aux conquêtes territoriales¹⁰¹.

Trois facteurs font la force de l'armée arménienne : la tradition des anciens officiers de l'armée rouge, aujourd'hui officiers de l'armée nationale ; le soutien donné par la Russie et la motivation. Cette dernière est profondément enraciné dans la mémoire collective du génocide de 1915¹⁰². L'armée compte sur un effectif de 41 mille hommes, dont 3 mille pour les forces aériennes. Le pourcentage du budget destinée aux dépenses militaires est de 4,05%¹⁰³.

12.3 Droits de l'homme

Dans un climat de violence politique et lutte pour le pouvoir nombreuses organisations internationales, en premier rang le Conseil de l'Europe, ont fait remarquer l'absence de liberté de la presse et la censure dans les médias¹⁰⁴. Le Comité International de la Croix Rouge est présent en Arménie avec des projets de recherche des *missing persons* , assistance aux détenus en particulier malades de Tbc, assistance sanitaire et éducation des combattants au droit international humanitaire. Le budget pour l'année 2002 est de 31 millions de Francs suisses environ pour les trois pays du Caucase du Sud¹⁰⁵.

¹⁰¹ A. ISKANDARIAN, K. GUEVORGIAN, « La Transcaucasie Post-communiste » in 1998 Caucase, nouveaux enjeux, anciens axes, pp.33-35.

¹⁰² FAIRBANKS, C. 1999, p.1.

¹⁰³ l'Année Stratégique 2002, p.209.

¹⁰⁴ PARLEMENT EUROPEEN, 2001, p.8.

¹⁰⁵ ICRC, 2002, pp. 213-216.

13. Géorgie

13.1 Elites nationales et élites secessionnistes

La conscience nationaliste s'exprime en mouvement de masse lors du début du conflit au Haut Karabakh et des émeutes dans les pays baltiques. Au mois de juin 1988 cinquante-huit communistes abkhazes demandent la sécession de l'Abkhazie. L'Abkhazie était entre 1921 et 1932 une république soviétique, mais ensuite elle fut soumise à Tiflis, d'où un certain revanchisme et la volonté plusieurs fois exprimé de préférer le rattachement au vrai centre, la Russie¹⁰⁶.

Une autre raison, plutôt rationnelle, explique la volonté de sécession des Abkhazes : malgré leur poids démographique minoritaire, les Abkhazes en qualité de nationalité titulaire bénéficient de privilèges en Abkhazie. La politique de démocratisation de la perestroïka aurait pu mener à la substitution du critère nationale avec celui majoritaire, d'où une perte nette de pouvoir.

La crainte du développement d'un deuxième Karabakh chez les Géorgiens, les amène à manifester dans les rues avec leur drapeaux nationales contre les discriminations effectués par les Azéris, les Abkhazes, les Adjares et les Ossètes contre les Géorgiens¹⁰⁷. Les minorités « rebelles » de Géorgie sont situés proches des frontières, d'où le danger des implications internationales. Quand au mois de mars 1989 l'Abkhazie demande la sécession, le nationalisme géorgien connaît une flambée qui se traduit en nombreuses manifestations,

¹⁰⁶ R. G. SUNY, 1988, p. 321.

¹⁰⁷ R. G. SUNY, 1988, pp. 320-321.

dont celle du 9 avril 1989 est réprimé violemment par l'armée soviétique.

Ce massacre devient un événement fondant de la lutte nationaliste opposé aux communistes et le même jour, deux ans après, sera choisi pour le referendum qui déclare l'indépendance de la Géorgie de l'Urss.

A partir du 1989 la Géorgie a été affecté par plusieurs conflits qui se sont déroulés sur son territoire lors de l'indépendance. La guerre civile qui a opposé la Mingrélie (région occidentale) au reste du pays dans le soutien au président démissionnaire Gamsakourdia contre l'arrivée de Chevarnadze, le conflit en Abkhazie, le conflit en Ossétie du Sud.

Comme le fait remarquer Neil MacFarlane, sous le point de vue de l'établissement d'une démocratie pluraliste, nécessaire à l'intégration des plusieurs groupes ethniques, la Géorgie a encore beaucoup de chemin à faire¹⁰⁸. Il y a eu des propositions de solution fédérale du problème des minorités en Géorgie, mais ça pose énormément de problèmes. En Géorgie il n'y a pas seulement l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, mais aussi l'Adjarie où vit une minorité arménienne et il y a les minorités grecque et azéri. Bien sur une solution de fédéralisme asymétrique pourrait être conçue, mais l'Abkhazie en tout cas refuse toute négociation parce que :

a) elle a le soutien de la Russie, qui est en train de rendre la Géorgie de plus en plus un *fade state* et

b) dans une fédération, il y aurait tout le temps le danger que le centre utilise l'armée contre la périphérie rebelle¹⁰⁹.

¹⁰⁸ MACFARLANE, N., 1997, pp.413-419.

¹⁰⁹COPPIETERS, B., 1999, p.4.

Par contre une réforme institutionnelle fédérale de l'état géorgien aurait pour conséquence probable la quête d'indépendance par toutes les minorités, quête que la Géorgie serait forcée à respecter, pour ne pas être jugée d'autoritarisme et jacobinisme par les états européens et les organisations aux quelles la Géorgie désire adhérer¹¹⁰. La constitution de 1995 donne au président énormément de pouvoir. Certains auteurs la qualifient au niveau d'une simple loi électorale¹¹¹.

Le Conseil de l'Europe a exprimé en 2001 sa déception et préoccupation à l'égard du respect des droits de l'homme, considérant la Géorgie une démocratie très faible. Ça montre que la condition préalable du pluralisme, le respect de l'individu dans sa liberté et autonomie de choix, est encore absente. Le CICR est présent en Géorgie avec des projets d'aide humanitaire de la même nature de ceux en Arménie et Azerbaïdjan¹¹².

13.2 Armée

L'armée est encore au stade embryonnaire : même si elle a un effectif de 26.900 soldats, elle repose sur des armées privées. Ce point est une grande faiblesse pour l'état, car il y a absence de loyauté face à l'état et grande corruption. Le pourcentage du Pnb destinée aux dépenses militaires est du 0,96%. L'absence de professionnalité des officiers est un deuxième danger : ils oublient des routines élémentaires telle quelle de signaler et prendre note des champs minés¹¹³.

¹¹⁰ SABANADZE, NATALIE, 2002, pp. 26-27.

¹¹¹ A. ISKANDARIAN, K. GUEVORGUIAN, « La Transcaucasie Post-communiste » in 1998 Caucase, nouveaux enjeux, anciens axes, pp.36-39.

¹¹² CICR, 2002, pp. 218-222.

¹¹³ FAIRBANKS, C., 1999, p. 2.

IV. LA DINAMIQUE ECONOMIQUE

14. *Stratégie fonctionnaliste et néo-fonctionnaliste d'intégration politique*

L'intégration politique est dans la théorie des relations internationales le grand outil de la paix, parce qu'elle permet de sortir du cadre de l'ordre international, configuré essentiellement autour de la quasi anarchie des rapports de force, à l'exception du principe de « *pacta sunt servanda rebus sic stantibus* », pour entrer dans un ordre politique. L'intégration à ce fin là est interprétée en tant que dynamique d'augmentation de la cohésion entre les éléments constitutifs du système jusqu'à leur fusion en une seule entité politique¹¹⁴. Cette dynamique peut être violente, dans le cas de la conquête militaire, ou pacifique, dans le cas des mariages inter dynastiques, de la stratégie fonctionnaliste et de la stratégie fédérale, qui peut être déclinée en voie néo-fonctionnaliste¹¹⁵.

La prémisse rationnelle pour toute intégration est que chaque acteur gagne quelque chose à travers la coopération : il doit y avoir, parmi les divergences, des intérêts communs dont la satisfaction est possible seulement à travers la coopération. Il s'agit donc d'un jeu à somme positive du type *win/win*¹¹⁶.

Selon la stratégie néo-fonctionnaliste d'intégration, la coopération dans un secteur entraîne des rétroactions et des effets de

¹¹⁴ BARREA, J., 1991, pp. 241-242.

¹¹⁵ BARREA, J., 1991, p. 244.

¹¹⁶ MEYERS, R., 2000, p. 449 in WOYKE 2000.

ramification, qui amènent à l'élargissement de la coopération à d'autres secteurs. Si les fonctionnalistes insistent sur l'importance des besoins socio-économiques communs, qui ont l'avantage d'unir au lieu de diviser les états, les néo-fonctionnalistes mettent l'accent sur la force de cohésion résultante de la combinaison des divers intérêts sectoriels dans un avantage mutuel¹¹⁷. Sous le point de vue des agents moteurs, les néo-fonctionnalistes attribuent aux élites socio-économiques le rôle de propulseurs de l'intégration, tandis que pour les fonctionnalistes c'est l'allégeance des besoins socio-économiques communs à la population qui les amène vers l'organisation internationale¹¹⁸.

La critique à l'application de la stratégie néo-fonctionnaliste pour la recherche de la paix et du développement dans le Caucase est dans les conditions structurelles considérées nécessaires par les théoriciens mêmes. En faits, le cadre idéal pour son application est constitué par les sociétés industrielles, démocratiques, pluralistes et culturellement homogènes. Le nationalisme et l'autoritarisme sont considérés en tant que freins pour la stratégie néo-fonctionnaliste¹¹⁹. Sous une perspective de policy-making, le Caucase se trouve dans un cercle vicieux : pour éliminer l'autoritarisme et la diffusion de la violence on propose la coopération économique, mais elle n'est convenable qu'à un environnement industriel et pluraliste.

¹¹⁷ JEAN BARREA, 1991, p. 248-249.

¹¹⁸ JEAN BARREA, 1991, p. 246 et pp. 248-249.

¹¹⁹ JEAN BARREA, 1991, pp. 248-249.

14.1 Tableau Secteurs, produits et relations commerciales

PAYS	ARMENIE	AZERBAIDJAN	GEORGIE
PNB (2001) MILLIARDS \$	1,8	3,7	3,3
PNB 2000 / PNB 1990 en %	62,8	59	
PNB / HAB (2001) \$	490	460	620
PRINCIPALES EXPORTATIONS	Or, aluminium, Matériels de transport, matériels électriques, alimentaires (tabac).	Pétrole, gaz, produits chimiques, matériels pétroliers.	Pétrole et produits dérivés, matériaux ferreux et non ferreux, agrumes, thé, légumes, or.
PRINCIPALES IMPORTATIONS	Or, aluminium, précieux, alimentaires, produits chimiques,	Alimentaires,	Equipements transports, équipements télécommunication, produits médicaux et pharmaceutiques,
PAYS PARTENAIRES (% du turn over totale).	Russie, Royaume Uni, Iran, Italie.	Usa, Italie, Géorgie, Kazakhstan, Turquie.	Turquie, Russie, Allemagne, Azerbaïdjan.
AGRICULTURE	ARMENIE	AZERBAIDJAN	GEORGIE
EN % DE 1989/90		61	
EN % DU PNB 2000	33,7	18,1	21,5
PRINCIPALES PRODUITS	Poulets, bœuf, tabac.	Tabac, coton.	Céréales, pommes de terre.
IMPORTATIONS	41% de la consommation		
INDUSTRIE	ARMENIE	AZERBAIDJAN	GEORGIE
EN % DE 1989/90	51,3		
EN % DU PNB 2000	23,6	32,0	13,3
PRINCIPALES PRODUITS	Energie (30%), Alimentaire (34%), Précieux (5%).	Energie extraction et élaboration (72%), alimentaire (11%), élec. gaz et eau (10%).	Extraction de minérales, boissons, sucre.
SERVICES ET AUTRES	ARMENIE	AZERBAIDJAN	GEORGIE
EN % DU PNB 2000	42,7, dont 11 % bâtiments, 6% transports et communications et 12 % commerce.	49,9 dont 4,4% bâtiments, 14,4% transports et communications et 6% commerce.	65,2 dont 14% transports et communications, 11,8% commerce et 3,5% bâtiments.

Sources : World Bank, Bilan du Monde, TACIS ECONOMIC TRENDS.

14.2 Perspectives de coopération économique au Caucase

Au Caucase, on pourrait imaginer un scénario d'abolition des frontières entre les états. D'abord l'établissement d'une zone de libre échange et ensuite la création d'une union douanière, avec une politique commerciale commune¹²⁰. Au contraire que dans le processus d'intégration économique européenne, au Caucase la zone de libre échange pourrait venir tout de suite, parce que les économies sont complémentaires entre elles, donc il n'y a pas de marchés locaux à protéger contre la concurrence¹²¹. Les éventuels prélèvements douaniers ne seraient justifiés qu'avec des raisons financières, de bilan, mais pas économiques. On peut imaginer l'établissement d'une zone de libre échange pour une raison d'efficacité économique. Comme les produits industriels, futur concurrents potentiels, sont actuellement en cours de développement, il n'y a pas encore d'obstacles techniques au commerce et à la concurrence. Des barrières tarifaires, érigées évoquant l'argument de la protection de l'industrie naissante n'ont pas de sens, parce que l'industrie est naissante par tout dans la région et donc il n'y a rien contre le quel se protéger. Au contraire, ces barrières tarifaires pourraient encourager le développement parallèle d'industries gémelles avec des différences techniques qu'en en empêcheraient dans les temps à venir le libre commerce. Eventuellement, l'abolition de ces obstacles, tarifaires et non, pourrait constituer une raison de conflit commercial dans le futur, comme le montre l'expérience quotidienne des macro-régions du

¹²⁰ FRIEDEMANN MUELLER, 2001, p. 175, in : Otan, Colloque 2001, L'Evolution et les réformes économiques dans les pays partenaires de la coopération.

¹²¹ Cf. tableau sur les secteurs, les produits et les relations commerciales.

monde en cours d'intégration économique. Donc, un double coût économique. Au contraire, l'argument de la protection de l'industrie naissante pourrait être employé dans l'établissement d'une union douanière avec un tarif extérieur commun. En fin, les avantages : la prospérité économique en dialogique avec la stabilité politique. Ces deux formes de bien-être représentent un atout régional nécessaire pour pouvoir profiter des revenus liés aux ressources énergétiques, dont l'exploitation est possible seulement avec des investissements étrangers. Ces derniers sont mis en place quand les risques politiques dans le moyen terme sont minimisés, c'est à dire en absence de conflits. Pour la réalisation de ce scénario restent les obstacles politiques difficiles à éliminer, qui dépendent aussi des rapports de force internationales et qui rendent la communication dans un sens plus global improbable.

15. Les facteurs communs aux trois pays

15.1 Coopération et relations commerciales

L'ancienne interdépendance soviétique abandonnée, 85% des débouchés commerciaux traditionnelles a disparu : le poids de la Russie est diminué, jusqu'à céder la première position à la Turquie en Géorgie, à l'Iran en Arménie et aux Etats Unis en Azerbaïdjan, et les autres partenaires d'antan se sont transformés en ennemis. Dans l'ancienne Union Soviétique les relations commerciales étaient surtout verticales, entre centre et périphérie. Donc, l'infrastructure physique et logique pour établir des relations commerciales horizontales (entre voisins) ou transversales, avec les partenaires lointaines au Nord-Est est absente. La nature des flux qu'on observe à l'heure actuelle est

changée : si pendant la période soviétique les républiques caucasiennes recevaient des ressources de Moscou et produisaient pour exporter dans toute la fédération, aujourd'hui les trois nouvelles républiques produisent très peu et elles importent la majorité des biens, même agricoles, car leur prix est à plus bon marché chez les voisins. Les causes de la chute du Pnb sont multiples et d'origine soit structurelle, soit conjoncturelle.

- Les produits industriels ne sont pas compétitifs sur les marchés mondiaux, donc il ne sont plus demandés, ni par les anciens partenaires qui en trouvent à meilleur prix, ni par des nouveaux.
- La spécialisation et l'interdépendance soviétiques ne tenaient pas compte des coûts de transport, donc les relations étaient aussi avec des partenaires très distantes qui, à cause des embargos et des conflits qui empêchent les transports, ne peuvent plus être rejoint.
- Les flux financiers classiques dans une économie subventionnée qui provenaient du centre ont tout simplement cessé d'exister.

La solution évidente à beaucoup de problèmes économiques actuels est dans la coopération régionale, pour donner un nouveau élan à la production et au commerce. Dans ces petits états le marchés sont trop petits pour rendre l'autarchie possible et profitable, tandis que la coopération régionale ne présente pas des coûts de transport et communication physique élevés. On peut imaginer la coopération ici, parce qu'elle a eu lieu aussi entre les anciens ennemis historiques européens, entre l'Allemagne et la France après 80 ans de guerres. Aujourd'hui ils sont le premier partenaire économique l'un de l'autre et

ils ont représenté le noyau dur de la paix sur le continent et de l'intégration régionale. Il faut toutefois mentionner que la coopération sur le continent européen a été possible grâce au rôle d'une élite extérieure qui, avec des programmes de reconstruction économique très actifs a poussé les états à s'intégrer.

15.2 Changements structurels

A cause des derniers bouleversements, la structure productive a subi un changement identitaire et une redistribution sectorielle qui ont des effets sur la société en général. Le changement identitaire montre que de plus en plus les nouvelles entreprises sont ouvertes par des entrepreneurs étrangers et les services de transports et financiers sont offerts par des sujets mixtes ou étrangers¹²². Dans le secteur énergétique ce trend est encore plus marqué, car les grands investisseurs occidentaux et orientaux se sont précipités au Caucase pour y gagner des positions, en entrant en concurrence directe avec la Russie. De leur côté, les gouvernements locaux ne peuvent pas écarter Moscou du jeu énergétique, comme ils ont tenté de faire dans les autres domaines, car il s'agit d'un partenaire économique riche et puissant¹²³.

La dynamique de la structure productive montre que dans les premières années l'industrie, lourde en Azerbaïdjan, légère en Arménie et du tourisme en Géorgie, a perdu le poids traditionnel qui lui appartenait dans l'économie soviétique à faveur de l'agriculture. Néanmoins, l'agriculture s'est transformé : les produits typiques et

¹²² J. RADVANY, « *Caucase : la fin de l'empire russe?* » In : *Caucase, axes anciens, nouveaux enjeux*, CRES 1998, pp.14-17.

¹²³ IBIDEM, p.15.

compétitifs tels que les céréales, le thé, les agrumes, les vignobles et le coton ont reculé à faveur d'une agriculture de subsistance. Les causes de cet recul peuvent être recherchés soit dans la privatisation des terres, soit dans les conditions des sols, soit dans l'absorption des chômeurs provenant des autres secteurs. La parcellisation des grandes exploitations agricoles pendant les privatisations en binôme avec la destruction du capitale fixe a effacé un des avantages compétitifs dont jouissait le Caucase. Les catastrophes naturelles, surtout le tremblement de terre et la sécheresse en Arménie pareil que le désastre environnementale de la culture du coton en Azerbaïdjan ont contribué à l'abandon des cultures. En dernier, l'agriculture de subsistance s'est développé pour faire face à la misère et au chômage.

Le secteur de l'énergie est un secteur clé pour le redémarrage économique dans les trois pays, mais pour des raisons différentes. Ce thème est développé dans les paragraphes dédiés aux spécificités nationales.

15.3 Capital humain

Le capital humain est un grand *asset* du Caucase, à coté de sa position géostratégique. L'éducation et la santé étaient deux facteurs abondants dans l'homme soviétique du Caucase. Il est préoccupant de noter que l'émigration des cerveaux qui affecte Arménie et Géorgie en binôme avec la négligence des structures scolaires et hospitalières par les états risque de poser une lourde hypothèque sur le futur développement des trois nouvelles républiques.

Les rapports annuels du Comité international de la croix rouge ne cessent de souligner la recrudescence de la tuberculose dans les prisons et chez la population. Le nombre de personnes victimes des conflits qui encore aujourd'hui vivent en conditions de réfugiés est très

élevé. Les violations non épisodiques des droits de l'homme empêchent le démarrage de la société civile et le développement des citoyens¹²⁴.

15.4 Les grands réseaux de transport

En ancien persan, le mot « Caucase » signifie chemin vers l'Asie. La position géographique de cet isthme, on l'a déjà souligné, le rend d'intérêt en tant que lieu de passage entre Asie et Europe, soit dans la direction Est Ouest, soit dans la direction Nord Sud. Actuellement tous les pays de la région sont affectés par le mauvais état des voies de communication terrestres. L'Arménie tout d'abord, lors du blocus lui infligé par la Turquie, communique au Sud seulement avec Iran et au Nord avec la Géorgie. Des routes la relient aussi à l'enclave du Karabakh, qui sinon serait complètement asphyxié.

La coopération entre Arménie et Iran peut être décryptée aussi dans cette perspective : l'Arménie cherche de se désenclaver vers le Golfe Persique et l'Iran vers la mer Noire et donc vers la Méditerranée.

L'Azerbaïdjan n'a pas de continuité terrestre avec la Turquie, mais a des frontières avec l'Iran, la Géorgie et la Russie. Ces dernières ont été fermés par Moscou, à cause de la collaboration de Bakou avec les Etats Unis, le soutien aux Tchétchènes et le rapports avec l'Iran. Le Nakhitchevan partage une ligne de dix kilomètres de longueur avec la Turquie, mais pour les liaisons avec le centre, les azéri du Nakhitchevan sont obligés de faire le tour par l'Iran, pour éviter la région de Siunik, au Sud Est de l'Arménie.

Récemment, dans le cadre des négociations pour la solution du conflit au Haut Karabakh des propositions d'échange territoriale ont été présentées. Notamment, elles prévoyaient le rattachement du

¹²⁴ HARROFF-TAVEL, M., 2001, pp.91-108. ICRC / CICR, 2001, pp. 213-222.

Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan en compensation de l'annexion du Haut Karabakh par l'Arménie : le résultat aurait coupé la continuité territoriale de l'Arménie avec l'Iran, avec une conséquente augmentation de son enclavement. Le projet a été refusé.

La Géorgie ne peut plus profiter de toutes ses cotes occidentales sur la mer Noire soit à cause de la situation en Abkhazie, soit des instabilités en Adjarie, région peuplée par une minorité turcophone. Le seul port actuellement en fonction est celui de Poti, à côté de Soupsa. Elle n'est liée qu'à la Russie et à l'Azerbaïdjan.

Pour faire face à la carence structurelle de routes et autoroutes indépendantes, le projet Traceca a été lancé en 1993 par l'Union Européenne dans le contexte du programme Tacis, avec le but de augmenter les possibilités de transport des trois nouvelles républiques par rapport à la Russie et à l'Iran¹²⁵. Ce projet, incluant routes, autoroutes, lignes de chemin de fer, ports et aéroports, a été un volant pour intensifier les rencontres au sein de la Cei, où les états du flanc sud de la Russie ont cherché de se coaliser dans des nouvelles alliances, tandis que bon gré malgré Moscou a cherché de participer aux grandes œuvres prévues¹²⁶. À côté du Traceca il y a le projet d'une route de la soie virtuelle, promue par l'Otan. Il s'agit de l'acheminement de l'information à travers les nouvelles technologies de télécommunication, prioritairement vers la communauté scientifique et éducative. La connexion devrait se baser sur les satellites¹²⁷. En général, la création d'un corridor entre la Méditerranée et la Chine est

¹²⁵ www.traceca.org. TRACECA est l'acronyme de Transport Corridor Europe Caucase. TACIS est l'acronyme de Technical Assistance Commonwealth of Independent States. CIS est l'acronyme de la Communauté des Etats Indépendants.

¹²⁶ J. RADVANY, « *Caucase : la fin de l'empire russe?* » In : *Caucase, axes anciens, nouveaux enjeux*, CRES 1998, pp. 10-14.

¹²⁷ OTAN 2001, pp. 1-5.

en cours de réalisation et pourrait amener bien être et prospérité au Caucase. Surtout il devrait démarrer plus rapidement après la guerre en Afghanistan et la conséquente reconstruction. Reste à voir si les états arrivent à coopérer, en évitant de s'écarter réciproquement.

16. Les facteurs propres à chaque pays

16.1 L'Azerbaï djan

a) L'énergie

L'Azerbaïdjan est un pays qui base son économie future sur l'exploitation des ressources pétrolières de la Caspienne, mais qui a connu lui même la crise énergétique lors de la désagrégation de l'Union Soviétique¹²⁸. Bakou était au début du dernier siècle la principale ville pétrolière du monde, où l'aventure de l'or noir commençait.

L'héritage de la période soviétique dans ce secteur est fondamentale pour comprendre le futur du développement, qui pourrait exclure la Russie du jeu. En faits, s'il y a encore au tant de pétrole en Azerbaïdjan, c'est parce que la stratégie énergétique soviétique choisit après la deuxième guerre mondiale de privilégier l'exploitation de la Sibérie plutôt que d'augmenter les capacités au Caucase et en Asie Centrale. De cela découle la richesse actuelle azérie. Ce choix eut comme conséquence que le réseaux de pipeline reliant les gisement à la Russie n'a pas été renouvelé ni expansé. Donc, l'infrastructure actuellement en fonction d'un coté traverse la

¹²⁸ En faits, l'Azerbaïdjan importait entre 1990 et 1997 la moitié de ses consommations énergétiques, principalement du gaz turkmène. HERZIG, E., 1999, pp.132-134.

Russie et représente un élément de dépendance de la Russie ; mais d'autre côté, à cause de son obsolescence, la construction de nouvelles pipelines de capacité incrémenté est nécessaire, et rien n'empêche que leur parcours détourne la Russie. Tout à faits, l'Azerbaïdjan a tout de suite après son indépendance recherché des nouvelles alliances économiques, en signant des contrats avec la Turquie, les Etats Unis le Royaume Uni et d'autres états. En particulier, pour l'exploitation des gisements off shore de la Caspienne et le conséquent acheminement du pétrole de Bakou jusqu'à la Turquie, le consortium AIOC a été mis en place¹²⁹. Par contre, des investissements directs liés aux hydrocarbures pourraient représenter une source de conflit et mécontent chez la population : en faits, l'opinion publique azérie croit beaucoup dans les bénéfices économiques qui dériveront du pétrole, mais pareil que dans d'autres états qui basent leurs politique économiques sur les revenus des ressources énergétiques, ces derniers ne sont pas automatiquement redistribués à la population sous forme de services de différente nature et ou d'infrastructures. Les cas de la Norvège et de la Grand Bretagne sont plutôt exceptionnels¹³⁰.

b) Dutch disease

La création d'un fonds extraordinaire hors du bilan n'est pas en soi même une garantie pour la correcte allocation des revenus du pétrole¹³¹. *Devil is in the details*, disent les anglophones. A coté de la création du fonds spécial, il faut assurer la transparence dans sa

¹²⁹ Azerbaijan International Oil Consortium.

¹³⁰ R. EBEL, R. MENON, 2000, p.13.

¹³¹ L'Azerbaïdjan vient de créer un fonds de ce genre, où à la fin du mois de septembre 2001 450 millions de dollars auraient été accumulés. TACIS, Azerbaijan Economic Trends, 2002, p. 31.

gestion et il est nécessaire de concevoir des règles certes et claires pour l'allocation des flux financiers, à fin d'éviter la désertification de l'économie et l'*addiction* de l'état aux revenus pétroliers¹³².

Les raisons pour la création d'un fonds pour les générations futures sont multiples et de caractère économique. Tout d'abord, les pays dont les économies dépendent exclusivement de l'exportation de matières premières, en particulier gaz et pétrole, connaissent le problème de l'inflation. Il s'agit du même problème que la Suisse s'est trouvée à résoudre lors de la crise de 1973, avec les pétrodollars. Suite à l'entrée massive de devises fortes, si ces dernières ne sont pas artificiellement détournés hors de l'économie, le taux d'échange interne tend à se surévaluer, c'est à dire que la monnaie locale augmente son pouvoir d'achat par rapport aux devises étrangères. Ce phénomène est confortant pour les pays forts importateurs, comme les pays qui dépendent de l'énergie extérieure, mais pas pour ceux qui l'exportent. Car toute autre marchandise étrangère, à cause de l'augmentation de valeur de la monnaie nationale, devient moins chère à importer, alors que les marchandises nationales deviennent plus chères à l'exportation. Cela engendre une conséquente perte de compétitivité de l'économie non énergétique, dont peut découler la faillite des entreprises et le chômage. A moyen terme, on peut imaginer un scénario de tabula rasa des autres secteurs économiques. En plus, aussi le niveau des prix internes tend à augmenter, car la présence soudaine d'une quantité de monnaie supplémentaire non liée à une équivalente augmentation de la production, mais qui au contraire peut notamment se réduire, se traduit en inflation, selon la formule classique de l'équation quantitative de la monnaie $P \times Q = M \times V$ où les

¹³² KARL, p.38 in : EBEL, MENON, 2000.

quantités produites Q et la vitesse de circulation de la monnaie V sont constantes¹³³. Donc, à une augmentation de M , la quantité de monnaie en circulation, correspond une augmentation proportionnelle de P , le niveau des prix. L'aspect plus dramatique de ce processus inflationniste est que les prix augmentent pour tout le monde, pétroliers et non, tandis que les accrus revenus énergétiques ne sont que l'apanage des pétroliers. Dont découlent les effets sociaux très dangereux. Une politique rationnelle tend donc à éviter l'afflux direct des pétrodollars dans l'économie. L'instrument typique est la création d'un fonds spécial pour la récolte des impôts et des royalties liés à l'énergie. La destination de ce fonds est politique : il peut rester congelé pour les générations futures et pour les crises économiques ; il peut aussi être destiné à la réduction des impôts des résidents ; il peut être employé pour l'amélioration des infrastructures nécessaires au développement homogène de la société ; mais il peut aussi être utilisé pour l'achat d'armements pour l'engagement dans un conflit ou il peut tout simplement être gaspillé. Tout ça dans un modèle hypothétique, en absence de corruption et en présence de mécanismes démocratiques qui assurent le contrôle des activités des politiciens par les électeurs.

c) Rétroactions entre pétrole et forme de gouvernement

Le gouvernement exerce une fonction cruciale : celle fiscale. Il a le pouvoir de récolte des impôts et il a le pouvoir de destiner *ad libitum* les recettes. Quelles seront les politiques fiscales de l'Azerbaïdjan ? Si

¹³³ Bien sur on peut imaginer l'augmentation de Q par le biais des importations, mais ça compliquerait le modèle sans en changer le résultat.

l'histoire ne se répète pas, elle peut toujours donner des leçons. Si le futur est toujours incertain, la rationalité et les *sets* de préférences sont des éléments plus ou moins stables, qui permet de tracer des scénarios. Les politiques de dépense des pays OPEC après 1974 sont grosso modo évaluables comme directes à la consolidation d'un régime autoritaire. Entre 65 et 75 pour cent du Pnb a été destiné à la consommation, privée et publique, en particulier aux subsides pour les familiers, les amis et les supporteurs des gouvernements¹³⁴. Du reste, entre 20 et 35 pour cent a été employé pour l'achat des équipements de défense sophistiqués ou alors pour contraster les mouvements d'opposition¹³⁵. La progressive disparition des secteurs non pétroliers de l'économie engendre la centralisation sur le secteur énergétique. Ce dernier n'est pas privatisé, mais au contraire devient l'apanage ou le fief du gouvernement, qui peut en fixer les règles. En Azerbaïdjan le président Aliiev a conçu un système fiscale qui lui attribue le pouvoir de décision sur l'attribution des concessions et sur la destination des revenus. Son fils est le vice président de la seule compagnie d'état qui peut enregistrer les nouveaux gisements, avant de les gérer¹³⁶.

d) L'environnement

Un autre défi qui relève du point de vue économique est celui de l'environnement. Le barrage de la centrale électrique de Minghetchaour est en très mauvais état et sa destruction, accidentelle ou voulue, pourrait noyer 30 % des terres. La Caspienne aussi, dont le

¹³⁴ Bien sur sous forme d'entreprises.

¹³⁵ KARL, p.36 in : EBEL, MENON, 2000.

¹³⁶ KARL, p.46 in : EBEL, MENON, 2000.

niveau des eaux est augmentée considérablement dans les dernières années sans qu'on ne connaisse la cause, représente une source de danger environnemental. Les terres riveraines sont inondées jusqu'à 25-35 kilomètres de profondeur, ce qui cause le déplacement de personnes et équipements ¹³⁷.

Un autre souci écologique est celui de la pollution des eaux, provoquée par l'utilisation intensive de pesticides dans les cultivassions de coton. En absence d'équipements pour le traitement des eaux potables, l'eau devient une ressource très rare.

Le développement soutenable de l'industrie énergétique et chimique requiert l'adoption d'une législation de protection de l'environnement qui est absente, aujourd'hui comme dans le passé soviétique, qui faisait emploi extensif de la nature¹³⁸.

Un usage rationnel des ressources énergétiques consisterait dans leur exploitation dans un cadre législatif favorable à l'environnement en binômes avec l'emploi d'une partie des revenus pour soigner les héritages de l'époque soviétique¹³⁹.

16.2 L'Arménie

a) L'énergie

Lors de la guerre, l'Arménie est un pays asphyxié. Sa position enclavé ne facilite pas le commerce avec l'extérieur. Les seuls pays avec lesquels le transit est assuré sont l'Iran et la Géorgie, dont l'instabilité interne est assez préoccupante. Le blocus économique

¹³⁷ A. ISKANDARIAN, K. GUEVORGUIAN, « La Transcaucasie Post-communiste » in 1998 Caucase, nouveaux enjeux, anciens axes.

¹³⁸ PARLEMENT EUROPEEN, 2002, pp.7-8.

¹³⁹ KARL, p.32 in : EBEL, MENON, 2000.

pratiqué par la Turquie a contribué à la crise qui ne semble pas arrêter. Chômage et taux d'émigration très élevés font de l'Arménie un pays en agonie. La dépendance de la Russie en ce qui concerne le gaz et les combustibles se mesure avec une dette de 28 millions d'euro¹⁴⁰.

De telle pauvreté découle la nécessité pour l'Arménie de utiliser pour l'approvisionnement énergétique la centrale atomique de Medzamor, considéré très dangereuse¹⁴¹. En effets, la condition énergétiquement misérable de l'Arménie l'a poussé a développer énormément le secteur énergétique pour éviter de dépendre totalement des importations aux prix mondiaux. Si pendant les premières années de guerre et de blocus l'Arménie a bénéficié du soutien de l'Iran, qui lui a fait hommage d'énergie électrique, dans les années suivantes Erevan s'est engagé dans le développement de l'énergie hydroélectrique, sous l'observation de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (EBRD) et a même exporté de l'électricité en Géorgie¹⁴². Malgré ça, les tentatives de privatisation du réseaux électrique pour améliorer les comptes publiques ont échoués. Les fréquentes interruptions énergétiques ralentissent le redémarrage de la production industrielle.

b) Les transports

Coupée des grandes axes de transport soit à cause de sa position naturellement enclavée, pays de montagnes vulcaniennes, soit à cause des conflits avec ses voisins, l'Arménie risque d'être écartée des projets de reconstruction d'une nouvelle route de la soie. Le causes sont aussi politiques, car Erevan a toujours refusé le passage

¹⁴⁰ <http://www.economic-trends.org>

¹⁴¹ A. ISKANDARIAN, K. GUEVORGIAN, 1998, p. 35.

¹⁴² HERZIG, E., 1999, p.132.

des pipelines du pétrole azéri sur le territoire du Karabakh. La construction d'autoroutes et de l'infrastructure logistique est donc liée aux (scarses) ressources endogènes, voire à la solidarité de la diaspora arménienne dans le monde. Il y a des projets privés d'investissement pour la construction d'une autoroute reliant avec les ports Géorgiens sur la mer Noire et avec Tbilissi, mais il ne s'agit pas d'une solution structurelle. La diaspora a aussi financé la construction de la route qui amène de l'Arménie au Karabakh, via le corridor de Latchin¹⁴³. Récemment, pendant la dernière conférence annuelle de la Commission intergouvernementale Traceca, l'Arménie a posé sa candidature pour héberger la prochaine réunion de 2003¹⁴⁴.

c) Les privatisations

L'Arménie est le premier pays qui a commencé une large campagne de privatisation, débutant avec l'agriculture et les immeubles (habitations) et continuant avec les autres secteurs économiques. En 1998 le 75% du Pnb était produit dans le secteur privé. Ça explique la chiffre assez importante d'investissements directes étrangers qui en 1998 était de 250 millions de dollars. L'inflation, qui en 1993 en pleine crise atteint le 11.000% est aujourd'hui même trop réduite, à l'entour du 1%¹⁴⁵.

¹⁴³ HERZIG, E., 1999, pp. 139-140.

¹⁴⁴ www.traceca.org

¹⁴⁵ PARLEMENT EUROPEEN, 2001 ; BILAN DU MONDE 2002.

16.3 La Géorgie

a) L'énergie

Aussi la Géorgie est complètement dépendante de la Russie en ce qui concerne l'énergie. La consommation par habitante est la plus basse dans la région, soit à cause des fréquentes interruptions, soit à cause de la pauvreté des foyers et de la réduite activité industrielle¹⁴⁶. Par contre, la Géorgie profite de sa neutralité dans le conflit opposant Arménie et Azerbaïdjan en ce qui concerne les transports.

b) Les transports

L'isolement dans le quel la Georgie se trouve, découle de la position enclavée par rapport au système logistique hérité par la période soviétique. Les deux seules routes qui la reliaient à la Russie, débouche naturel pour sa production et source d'approvisionnements, sont fermés. En fait, le chemin de fer et l'autoroute traversent deux zones de crise soustraites au contrôle de Tiflis : l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud¹⁴⁷.

Par contre, les pays avec les quels la Georgie entretient des relations commerciales importantes sont l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En étant neutre, le commerce indirect entre Arménie, Turquie et Azerbaïdjan passe sur son territoire. La Géorgie serait aussi la principale bénéficiaire du corridor de transports Est-Ouest Traceca, financé par l'Ue¹⁴⁸. Dans ses projets, il y a l'espoir de devenir pays de transit des pipelines et donc de pouvoir profiter de ces revenus : la

¹⁴⁶ La Géorgie a une consommation de 464 kgep par habitant contre les 511 de l'Arménie et les 1564 de l'Azerbaïdjan. Pour comparaison, on note que en 2001 la valeur était de 4378 kgep par habitant en France. BILAN DU MONDE 2002, p. 36.

¹⁴⁷ A. ISKANDARIAN, K. GUEVORGUIAN, 1998, p. 39.

¹⁴⁸ HERZIG, E., 1999, pp. 139-140.

construction du gazoduc Baku Tbilissi Erzurum Ceyhan¹⁴⁹ devrait démarrer cette année. Pour l'instant, la Géorgie est un pays pauvre, qui connaît une très forte émigration et des très graves problèmes à son intérieur. Le solde migratoire de l'année 2001 serait négative de 4 millions, sur une population totale de 5,5 millions d'habitants¹⁵⁰.

c) Privatisations

Les privatisations en Géorgie se sont grosso modo déroulées entre 1993 et 1996. En 1997 le 55% du Pnb provenait du secteur privé, en 2001 le 74%. Ce qui est préoccupant dans ce pays sont les taux très élevés de corruption et de production sur le marché parallèle. Ces deux phénomènes conjoints réduisent remarquablement la capacité de intervention de l'état dans le secteur publique : les recettes fiscales sont inférieures à leur volume potentiel et la destination des ressources est détournés de leur emploi efficient à cause de la corruption¹⁵¹.

¹⁴⁹ Que le PKK a déjà menacé de saboter.

¹⁵⁰ BILAN DU MONDE 2002, p. 65, données du service des migrations géorgien.

¹⁵¹ PARLEMENT EUROPEEN, 2002b; BILAN DU MONDE 2002.

V. LES RELATIONS ENTRE CENTRE ET PERIPHERIE APRES 1991

17. Nature et dynamique des intérêts russes au Caucase

Définir ce que c'est l'intérêt national russe est un exercice très difficile, car à l'intérieur de l'état il y a plusieurs acteurs, militaires, énergétiques, de la pêche et des armements qui font du lobbying pour voir leur intérêt particulier triompher sur les autres¹⁵². Ce phénomène était très marqué sous la présidence Eltsine, pendant la quelle on a parlé de *raznoglasie*, c'est à dire parler avec plusieurs voix.

Même si le rôle de la Russie dans la région s'est réduit lors de l'indépendance des trois nouvelles républiques, il est aussi grâce aux difficultés traversés par ces dernières que la Russie y a pu garder une position privilégié, par exemple à travers la présence de forces de paix russes, de bases militaires russes et des armes russes¹⁵³. Aussi sur le plan économique et politique les relations entre centre et périphérie sont encore très lourdes, pour des raisons historiques qui ont produit une interdépendance réciproque des nouvelles républiques avec la Russie. Depuis 1991 les relations entre Russie et Caucase peuvent être soit conflictuelles, soit de coopération, en fonction de l'intérêt conjoncturel et sectoriel russe.

¹⁵² DE SPIEGELEIRE, S., 1999, pp. 96-98. In RUMMEL/ZULLO, 1999.

¹⁵³ A. ISKANDARIAN, K. GUEVORGUIAN, « La Transcaucasie Post-communiste » in 1998 Caucase, nouveaux enjeux, anciens axes.

A niveau ministériel, le ministère de la Défense, le ministère des Relations économiques extérieures et le ministère des Affaires étrangères se sont montrés en lutte réciproque¹⁵⁴.

Aussi les lobbies économiques sont opposées par rapport au Caucase : les producteurs d'armes privilégient la continuation des conflits de basse intensité, alors que les pétroliers profiteraient d'une stabilisation de la région, pour recueillir les profits de l'exploitation et du transit. Les pêcheurs de la Caspienne, qui déjà font face à des désastres environnementaux, ne voient pas de bon gré l'ouverture de nouveaux gisements tandis que Gazprom cherche à affaiblir la position de ses potentiels concurrents dans la production, pour les forcer à devenir des clients de son réseau de pipelines. Gazprom est considérée un état dans l'état à cause de son poids à l'intérieur de la Russie, où elle paie un quart des recettes fiscales, est actionnaire dans des autres secteurs, est propriétaire d'un réseau de gazoduc et contrôle des villes entières¹⁵⁵.

La résultante du jeu de ces forces n'est pas facile à déterminer parce que le système russe, qui amène des politologues à définir la Russie comme un *weak state*, n'est ni transparent ni soumis aux règles du jeu démocratique¹⁵⁶.

La présidence Poutine est caractérisée par une nouvelle doctrine guidant la politique étrangère. S'il s'agit de ouvrir une période de recueillement, de redécouverte du *core business* et de poursuite des intérêts réels, sans gaspillage de ressources, d'autre coté il est claire que la Russie ne va pas renoncer à se contourner d'une ceinture

¹⁵⁴ DE SPIEGELEIRE, S., 1999, p. 97. In RUMMEL/ZULLO, 1999.

¹⁵⁵ NIES/SEGBERS, Transnational Relations in a Changing Russia, dossier de l'I.e.h.e.i.

¹⁵⁶ DE SPIEGELEIRE, S., 1999, pp. 97-98. In RUMMEL/ZULLO, 1999.

d'états amis, où exercer une influence en fonction de l'importance vitale incarné par les anciennes républiques soviétiques pour Moscou, membres actuelles de la Cei. En ce qui concerne le Caucase, la recherche d'alliances géopolitiques en échange de protection militaire est évidente en Azerbaïdjan où la Russie pourrait appuyer Bakou dans la question du Karabakh et soutenir le pouvoir de la dynastie Aliev en échange d'une augmentation de la participation de Russie aux projets de développement économique¹⁵⁷. Au delà de la coopération, Moscou dispose des instruments de pression politique et économique pour convaincre Bakou à se bien porter, surtout depuis son rapprochement à l'Otan. Exemplaires sont les déploiements de la flotte navale russe pour des exercices militaires dans la Caspienne juste avant la visite de Poutine à Bakou en Avril 2001¹⁵⁸.

18. Politiques de coopération

Etant longtemps partie du flanc sud de l'Union Soviétique et donc de le *limes* avec le monde extérieur, il n'y avait pas dans le Caucase de véritables frontières avec les dispositifs de sécurité et protection typiques entre les républiques et la Russie, mais que avec la Turquie et l'Iran. Dans cette perspective, la sécurité méridionale de la Russie est aujourd'hui encore liée au Caucase et plus largement à la région que Winston Churchill définit comme « *soft underbelly* », ventre mou, l'Asie Centrale. En particulier, Moscou est très attentive aux développements de l'influence potentielle et réelle dans la région de Iran, Pakistan, Turquie, Chine, Japon et last but not least, Europe et Etats Unis à travers l'Otan. L'instrument du partenariat pour la paix,

¹⁵⁷ Reza Djalili et Kellner 2001 « Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale » p.79-80.

¹⁵⁸ www.eurasianet.com

conçu pour séduire les pays ressortissants du Pacte de Varsovie semblait gêner la Russie¹⁵⁹ : les élites russes considéraient

« la politique américaine envers la Cei, y compris dans la région de la mer Caspienne et dans le Caucase, comme fondamentalement anti-russe¹⁶⁰ ».

Encore, la tendance à la multiplication des stages de formation des militaires organisés par l'Otan dans le cadre du partenariat pour la paix n'était pas confortant pour Moscou¹⁶¹. Après son rapprochement à l'Otan, l'attitude de Moscou vis-à-vis des forces militaires étrangères semble changer, mais il reste probable que la Russie insistera dans l'affirmation de son « droit de préférence » dans les espaces post-soviétiques.

En 1993 Moscou a essayé de mettre un place un système multilatérale pour renforcer la coopération entre républiques post-soviétiques et indirectement son poids : la Communauté d'Etats Indépendants (Cei) en binôme avec le traité de Tachkent qui couvre le coté militaire et de défense de la coopération. Ni la Géorgie ni l'Azerbaïdjan ont d'abord montré leur intérêt pour ces formes de collaboration, mais la forte instabilité dans leur pays en 1994 a causé leur rapprochement à Moscou¹⁶².

Après plusieurs attentats et la non contrôlabilité de l'Abkhazie, la Géorgie de Shevarnadze a changé sa position. En 1993 elle s'est rattaché à la Cei, en 1994 elle a signé un traité d'amitié et de coopération russo-géorgien et elle a du accepter la présence de bases russes sur son territoire, en particulier dans des zones soit potentiellement dangereuses, soit d'intérêt économique : à Soukhoumi

¹⁵⁹ DJALILI, KELLNER, 2001, pp.67-68.

¹⁶⁰ BONNET, F. «Les experts russes redéfinissent les relations stratégiques avec Washington », *le Monde* 4-5 juin 2000.

¹⁶¹ J. RADVANY, in : LONGUET-MARX, 1998, p. 19.

¹⁶² E. HERZIG, 1999, p. 48

en Abkhazie, à Batoumi en Adjarie et à Akhalkalaki, dans une région peuplée par une minorité arménienne, qui devrait être traversée par l'oléoducs provenant d'Azerbaïdjan¹⁶³. Le rattachement à la Cei implique que les anciennes frontières soviétiques soient contrôlées par des garde frontières de la communauté, sous commandement russe. Si ces dernières s'enchevêtrent avec les douaniers nationaux, donnant lieu aussi à des obstacles dans le commerce entre la Géorgie et le reste du monde¹⁶⁴, d'autre coté, les commandants russes des troupes de la Cei recrutent du personnel locale, ce qui réduit le caractère russe des forces et qui rend improbable le déploiement des troupes ainsi constituées hors de la Géorgie ou de l'Arménie¹⁶⁵. Elle a dû plus récemment, le 11 février 2002, ratifier le traité de libre-échange avec la Russie¹⁶⁶.

L'Azerbaïdjan a refusé cette présence sur son territoire, soit sous la présidence Elchibey, très filo-occidentale, soit sous la présidence de Aliev, pour autant, il y a du personnel militaire russe dans la base de Gabala, dont le statut n'est pas éclairci¹⁶⁷.

La question si la Russie des militaires soit favorable à la stabilité dans la région est licite, car actuellement la Russie jouit d'une rente de position qui va s'effacer au moment où les nouvelles républiques seront consolidées. Ces dernières auraient très bien pu devenir membres de coalition opposées à la Russie. Cette hypothèse était valide surtout dans un scénario qui répliquait la situation de la guerre froide, quand l'Union Soviétique fut effectivement contourné par une ceinture d'alliances pro Etats Unis, selon la stratégie de

¹⁶³ J. RADVANY, in : LONGUET-MARX, 1998, p.18.

¹⁶⁴ J. RADVANY, in : LONGUET-MARX, 1998, p. 19.

¹⁶⁵ E. HERZIG, 1999, p. 48.

¹⁶⁶ PARLEMENT EUROPEEN, 2002, p. 8.

¹⁶⁷ E. HERZIG, 1999, p. 50; J. RADVANY, in : LONGUET-MARX, 1998, p.19.

containment poursuivie par Foster Dulles. Cette hypothèse, dont la consistance semble s'affaiblir avec l'institutionnalisation du Conseil à vingt entre Otan et Russie, était renforcé par l'existence du GUUAM, dont le caractère est évidemment anti-russe¹⁶⁸.

Si la faiblesse temporaire de Moscou l'empêche maintenant de gagner de positions au Caucase, la crainte que d'autres états extérieurs à la région puissent améliorer leur position relative au Caucase incite logiquement Russie à préférer une instabilité modérée. C'est seulement à travers l'institution des axes de coopération multilatérales impliquant Moscou qu'on pouvait imaginer un changement de perspective¹⁶⁹. Il s'agirait de sortir du modèle bipolaire des relations : le rapprochement de la Russie à l'Otan, comme elle l'envisageait depuis longtemps, pourra peut-être résoudre la situation de blocage où personne ne semble avancer. Mais il est aussi vrai qu'aujourd'hui il est probablement le tour de l'Iran de jouer le rôle de frein, bien qu'il soit désormais encerclé presque au 100%.

19. Politiques dans les conflits

19.1 Le conflit au Haut Karabakh

Combattu entre 1989 et 1994, le conflit au Haut Karabakh implique le conflit intellectuel entre deux catégories de principes :

- droit à l'autodétermination des peuples et respect de l'intégrité territoriale
- droits des groupes et droits des individus.

¹⁶⁸ Le GUUAM, naît lors de la création de la Cei, regroupe Géorgie, Ouzbékistan, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie en fonction anti-russe.

¹⁶⁹ R. EBEL, R. MENON 2000, pp. 19-25.

Son explosion a presque provoqué une escalation de la violence au niveau régional, qui aurait pu se transformer dans une guerre entre puissances nucléaires.

Encore qu'il s'agissait d'un conflit à l'intérieur de l'Azerbaïdjan, Iran et Turquie ont mobilisé leurs troupes lors de la conquête territoriale du corridor de Lachine par les Arméniens, qui a permis la continuité territoriale entre Haut Karabakh et Arménie. La Turquie a envoyé ses hommes à la frontière avec l'Arménie et l'Iran vers l'Azerbaïdjan. La Russie a répliqué menaçant d'utiliser son arsenal nucléaire. Les dangers de ces réactions s'expliquent à travers les traités de défense mis en place par les nouvelles républiques le lendemain de leur indépendance¹⁷⁰.

Frappée en 1988 par le tremblement de terre et successivement par la crise des relations économiques et commerciales avec les pays voisins, l'Arménie a dû très rapidement formaliser sa relation avec la Russie. Déjà le 5. septembre 1990 Erevan signe avec Moscou un traité de coopération. Ce traité sera suivi par d'autres accords concernant amitié, défense et relations commerciales.

On peut se demander pourquoi la Russie n'ait pas soutenu l'Azerbaïdjan, assez fidèle à Moscou dans les dernières années de l'Union Soviétique, doté d'une population plus nombreuse et de ressources énergétiques supérieures à celles arméniennes, contiguë territorialement à la Russie. Une bonne réponse vient de la théorie hungtintonienne des identités civilisationnelles, qui affirme l'existence implicite des alliances intra-civilisation¹⁷¹.

¹⁷⁰ A KREIKEMEYER, A. V. ZAGORSKIJ, 1997, p.88.

¹⁷¹ JOLICOEUR, 2000b, pp. 25-26.

En réalité, du point de vue russe, la coopération avec Erevan lui donne l'avantage de garder des troupes russes à la frontière avec l'Iran et la Turquie. Cette dernière est l'ennemi historique de l'Arménie, qui voit dans le génocide un événement fondant de la conscience nationale et dans sa reconnaissance par les autres états un élément important. Au contraire, la Turquie, qui n'a jamais reconnu la responsabilité des faits de 1914/1915, est très gênée par la reconnaissance du génocide par l'Union Européenne (1987) et d'autres états, parmi lesquels la France.

L'amitié russo-arménienne prévoit pour les prochaines 25 années le stationnement de la 7^{ème} armée soviétique sur le territoire arménien et le soutien de Moscou dans la formation de l'armée de Erevan¹⁷². Cette extraordinaire confiance de Erevan face à Moscou s'explique avec trois facteurs. D'abord, le besoin évident de l'Arménie, qui n'a pas assez de ressources internes pour assurer sa sécurité. En suite, le fait que il n'y ait pas de frontière entre les deux pays réduit la crainte psychologique chez la population que la Russie puisse marcher d'un jour à l'autre sur leur territoire. En fin, historiquement la Russie orthodoxe a plusieurs fois aidé la chrétienne Arménie contre les puissances islamiques¹⁷³.

De son côté, l'Azerbaïdjan est lié par un traité de défense avec la Turquie, qui est partie de l'Otan ; il est allé jusqu'à proposer à Washington d'installer des bases sur son territoire et a offert d'envoyer des contingents au Kosovo¹⁷⁴. En plus, il y a encore le traité de Kars de 1921 entre la Turquie et l'Union Soviétique qui définit le statut du Nakhitchevan.

¹⁷² A KREIKEMEYER, A. V. ZAGORSKIJ, 1997, p.92.

¹⁷³ E. HERZIG, 1999, p. 51

¹⁷⁴ THUAL, 2001, pp. 88-89.

L'Iran a essayé de exercer son influence régionale en 1992/1993 avec des tentatives de médiation. Pour être perçu en tant que médiateur neutre, malgré sa rhétorique islamiste traditionnelle, dans ce conflit il n'a pas pris partie idéologique et au contraire, très discrètement, il a fourni à l'Arménie de l'aide économique sous forme d'énergie électrique¹⁷⁵. Ses tentatives de négociation se sont révélées inutiles. Entre 1993 et aujourd'hui les efforts diplomatiques de résolution du conflit azéro-arménien ont été frustrés. L'enjeu principal étant d'englober la Russie dans le jeu, à fin d'éviter la cristallisation des deux axes Ankara Bakou Tbilissi (Washington) contre Erevan Moscou Téhéran, il vaut peut-être la peine de mentionner la proposition non officielle de Armen Aivazian, pour la perspective d'institutionnalisation du dialogue russo-américain qu'elle offre¹⁷⁶.

Une autre proposition, celle du négociateur américain John Maresca prévoyait la compensation de Erevan pour la perte du Karabakh avec le transit des importants gaz- et oléoducs sur son territoire. Cette proposition présentait l'avantage d'être économiquement efficiente, car l'autre pipeline Baku Tbilissi Ceyhan est moins rentable et exclut l'Arménie du jeu, en la repoussant dans l'alliance avec Moscou et Téhéran¹⁷⁷.

Après il y eut la proposition du Group de Minsk de l'Osce, qui a connu le même sort. Armen Aivazian propose une alliance militaire entre les Etats Unis, la Russie et l'Arménie pour le statut d'indépendance du Haut Karabakh, qui pourrait représenter un premier pas vers une stratégie commune des deux puissances face

¹⁷⁵ R. MOTIKA, 1999, p. 122, In : Rummel/Zullo, 1999.

¹⁷⁶ AIVAZIAN, A. pp. 202-239 in : CHORBAIJAN, 2001.

¹⁷⁷ J. RADVANY, in : LONGUET-MARX, 1998, p. 24.

aux défis posés par le terrorisme internationale, la radicalisation de l'Islam et la situation au Proche Orient¹⁷⁸.

19.2 Le conflit en Abkhazie

La politique russe dans le conflit entre Géorgiens et Abkhazes est emblématique du point de vue de la stratégie du centre dans ses relations avec sa périphérie. Quelqu'un a dit que Staline, moitié Géorgien, a créé l'Abkhazie pour que Moscou puisse toujours garder un droit de regard sur la Géorgie.

Les raisons du mécontent de Moscou par rapport à la politique de Tbilisi sont nombreuses : la Géorgie a une politique de proximité avec l'Union européenne et avec l'OTAN, où elle participe au partenariat pour la paix et où elle affirme son indépendance géopolitique. Néanmoins, actuellement, au mois de mai 2002, il y a 150 soldats américains sur le territoire géorgien pour aider les forces nationales à combattre le terrorisme dans les gorges de Pankisi, à la frontière avec la Tchétchénie et donc la Russie, où on soupçonne qu'il y ait des combattants tchétchènes et des combattants afghanes de al-Qaeda¹⁷⁹.

La Géorgie est membre du GUUAM, l'alliance pro-occidentale à la quelle adhèrent aussi l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie.

La Géorgie accepte de malgré la présence des troupes russes sur son territoire et elle soutient le projet d'acheminement du pétrole via Tbilisi vers la Turquie, qui évite la Russie¹⁸⁰.

¹⁷⁸ AIVAZIAN, A, "Possible Solutions to the Nagorno-Karabakh Problem : a Strategic Perspective", in : *The making of Nagorno-Karabakh : from secession to republic*, Library of Congress, 2001, p. 229.

¹⁷⁹ NICK WALSH, 12.5.2002, "Oil fuels Us army role in Georgia" ,The Observer, www.observer.co.uk .

¹⁸⁰ PARLEMENT EUROPEEN, 2002, p. 9.

Au contraire, la Russie voudrait que la Géorgie adhère à la Communauté Économique Eurasiatique (CEE), créée en octobre 2000 sur la base de l'Union douanière de la CEI, qu'elle continue à maintenir ses 4 bases militaires sur son territoire et qu'elle renonce à l'oléoduc¹⁸¹.

C'est dans ce contexte qu'on comprend la position et la stratégie de la Russie dans la question abkhazienne.

A l'heure actuelle, l'Abkhazie relève surtout à cause de sa cote de 200 kilomètres sur la mer Noire et pour la présence de troupes russes sur son territoire. En effets, lors de la désagrégation de l'Union Soviétique, l'armée a perdu la majorité de ses accès à la mer Noire, qui est un bassin essentiel pour le regard sur la mer Méditerranée. En particulier, la Crimée est devenue Ukraine et la Russie n'a gardé que le port de Novossibirsk, qui ne jouit pas de conditions climatiques très favorables. Donc pour la Russie la cote géorgienne d'Abkhazie représente un asset maritime¹⁸². De facto, l'Abkhazie a été annexé par la Russie : les mesures récentes en matière de visas entre la Russie et la Géorgie du 5 décembre 2000 exemptent de la demande de visa les résidents des régions géorgiennes sécessionnistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie¹⁸³. L'obtention de la citoyenneté russe est très simple, le rouble est la monnaie courante et il y a la présence militaire¹⁸⁴. Sur ces facteurs le Parlement Européen a formulé une résolution où il invite le gouvernement russe à « reconsidérer ces projets »¹⁸⁵.

¹⁸¹ PARLEMENT EUROPEEN, 2002, p. 9.

¹⁸² COPPIETERS, B. 1999, p. 22.

¹⁸³ PARLEMENT EUROPEEN, 2002, p. 9.

¹⁸⁴ EMERSON, M., 2001, p. 169, In: OTAN, 2001, Colloque.

¹⁸⁵ JO C 262 du 18.09.2001, p. 259.

Si l'indépendance de l'Abkhazie et son éventuel rattachement à une Confédération des peuples du Caucase du Nord n'est pas un scénario qui plait à Moscou¹⁸⁶, une Géorgie complètement indépendante, sans problèmes internes, qui se tournerait facilement vers l'Occident ne plait non plus à Moscou. En principe, la dépendance des deux parties du conflit de la Russie est liée à l'absence de solution. Néanmoins, cette vision classique en termes d'accroissement d'influence directe sur un territoire n'est rentable que dans le court terme.

Il y a aussi des avantages qui sortiraient de la solution : tout d'abord des avantages économiques, car l'Abkhazie en soi n'est pas un marché intéressant et de la stabilité dans la région découlent les investissements pour le projet d'acheminement à travers la Géorgie vers la Turquie, qui pourrait être branché aussi vers le Nord au port de Novossibirsk, sans exclure à priori la Russie. Aux pipelines s'ajouteraient les autres grands réseaux, de transport et de télécommunication, dont pourraient profiter les Russes. La nouvelle route de la soie rapprocherait les marchés turque et iranien et l'Abkhazie pourrait redevenir une région touristique et de loisir, comme elle l'était dans le passé¹⁸⁷. Mais cet intérêt semblait être minoritaire confronté aux autres¹⁸⁸.

19.3 Fédéralisme à la Caucasienne ?

Les projets de solution des conflits dans le Caucase proposés, dans la logique de l'intégration politique en tant que stratégie de paix, sont au stade actuelle proches du confédéralisme.

¹⁸⁶ COPPIETERS, B. 1999, p. 22.

¹⁸⁷ EMERSON, MICHAEL, 2001, p. 169, In: Otan, 2001, Colloque

¹⁸⁸ COPPIETERS, B. 1999, p. 23.

Le Ceps, Centre for European Policy Studies de Brussel a élaboré en 2000 une proposition sur le modèle du pacte de stabilité pour le Balkans lancé en 1999 lors de la fin de l'intervention au Kosovo, dans le cadre d'une stratégie de stabilisation de la périphérie de l'Union Européenne. La composition ethnique kaléidoscopique du Caucase du Sud, même après des années de guerre civile, nettoyage ethnique et déplacement de population n'est pas adaptée pour une configuration d'états nations cloisonnés. Une démarche multi-sectorielle et multilatérale, touchant à tous les aspects de la vie politique et englobant tous les acteurs, internationales, régionales et locales est la démarche du Pacte de Stabilité pour le Caucase¹⁸⁹. Le projet, qui a été rejeté principalement par l'Azerbaïdjan, qui ne montre aucune propension à la coopération régionale, a des aspects intéressants sous le point de vue académique.

En faits, les théoriciens de la coopération ont isolé des conditions et des hypothèses qui expliquent le comportement favorable à la coopération internationale:

- les acteurs peuvent gagner en absolu et ne s'intéressent pas à leur position relative
- si les probabilités de longévité de la coopération sont élevés, c'est à dire plus longues sont les horizons temporeux et plus probable est la coopération aujourd'hui,
- la présence de régimes et de systèmes de standards internationaux facilitent la coopération (Omc, Traceca etc.),

¹⁸⁹ EMERSON, MICHAEL, 2001, p. 161, In: Otan, 2001, Colloque

- dans le cas d'asymétries de pouvoir entre les acteurs, elles sont un volant si l'acteur plus puissant veut pousser les autres à coopérer¹⁹⁰.

L'Azerbaïdjan a montré une attitude non coopérative qui découle de sa position de force. Il se trouve à la base d'une potentielle courbe exponentielle de croissance économique et il ne voit pas de raisons pour coopérer avec l'Arménie et la Géorgie. Le premier est son ennemi, qui a envahi le 25 % de son territoire et dont la situation économique pourrisse chaque jour. Dans ce contexte, l'Azerbaïdjan ne doit qu'attendre quelques temps pour se trouver en position nettement dominante par rapport à l'Arménie et pouvoir obtenir une éventuelle restitution des territoires sur lesquels il revendique la souveraineté. La Géorgie à l'état actuel, n'a pas d'*appeal* parce qu'elle peut être considérée très proche d'un *fade state*¹⁹¹. Donc pour l'instant il n'y a pas les conditions pour une coopération régionale, qui prévoit la négociation entre les trois états concernés, les trois puissances régionales, Etats Unis, Europe et les trois entités sécessionnistes¹⁹².

¹⁹⁰ MEYERS, p. 451 in : WOYKE, 2000, pp. 448-489.

¹⁹¹ Colloque du 11 avril 2002 à l'Otan avec Mme Ariane QUENTIER et successives interviews.

¹⁹² EMERSON, MICHAEL, 2001, p. 166, In: Otan, 2001, Colloque

VI. LES RELATIONS INTERNATIONALES

La scène politique internationale a été transformé par l'apparition et la présence des nouveaux états issus de la désagrégation de l'Union Soviétique. Il ne s'agit pas seulement d'une redistribution des poids dans les rapports de force parmi les acteurs singulièrement pris, mais aussi de la reconfiguration du système d'alliances dans une logique nouvelle. En faits, si avant 1991 la logique des relations internationales découlait de l'ordre bipolaire, après la fin de la guerre froide cette logique s'est fragmentée et on observe la mise en place d'un nouvel ordre mondial, dont les traits sont encore flou et non définis.

On ce qui concerne le Caucase, cette région est situé au carrefour entre le monde européen, le monde slave et le monde orientale, où l'histoire a vu la constitution d'axes soit Nord-Sud, entre le monde Slave et l'Orient, soit Est-Ouest, entre l'Europe et l'Orient.

Sous un point de vue de la géopolitique classique, le Caucase représente un pivot (rimland) pour obtenir le contrôle du heartland, dont le contrôle est nécessaire pour dominer l'île-monde (l'Eurasie) condition à sa foie nécessaire pour le contrôle du monde entier¹⁹³. Il est peut-être intéressant de noter que la Russie, aujourd'hui plus que jamais, coïncide avec l'île-monde : elle a perdu une grand partie de ses débouchés sur la mer, de la Baltique, à la mer Noire (Méditerranée) au Pacifique.

¹⁹³ Conférence de S. MACKINDER à la London School of Economics, The Geographical Pivot of History, 1904.

20. *Les Etats Unis*

20.1 L'échiquier eurasien

Dans son analyse Zbigniew Brzezinski envisage une série de mesures que les Etats Unis devraient adopter dans les espaces post-soviétiques à fin de convaincre la Russie à se tourner vers l'Europe renonçant à son caractère impériale. Si la Russie doit surtout avaler le pluralisme géopolitique, c'est à dire l'existence souveraine et pleine des autres états issus de la désagrégation de l'Union Soviétique sur l'échiquier eurasien, par exemple de l'Ukraine, elle peut très bien jouer le rôle de leader économique dans des zones de coopération et de libre échange, par exemple dans la communauté Economique Eurasienne mise en place récemment¹⁹⁴. En particulier dans la région qu'il appelle les Balkans eurasiens, Brzezinski choisit l'Azerbaïdjan comme pivot de la politique américaine au Caucase avec le but d'en faire un état fort et indépendant, même s'il s'aperçoit que l'Azerbaïdjan est très vulnérable, coincé comme il est entre Russie et Iran¹⁹⁵. En tout cas, un Azerbaïdjan trop fort aurait aussi des effets déstabilisants à cause de la minorité azéri en Iran, qui pourrait devenir l'objet de la propagande nationaliste de Bakou¹⁹⁶.

Si l'objectif est celui de ramener la Russie dans un système multilatéral de collaboration étroite, Brzezinski met en garde par rapport à l'élargissement de l'OTAN à la Russie tout-court, car il y aurait le danger d'en faire un décideur *de facto* au sein de l'alliance¹⁹⁷.

¹⁹⁴ BRZEZINSKI, Z., 1997, p.158.

¹⁹⁵ BRZEZINSKI, Z., 1997, p.168.

¹⁹⁶ BRZEZINSKI, Z., 1997, p.195.

¹⁹⁷ BRZEZINSKI, Z., 1997, p.257.

20.2 Valeurs et intérêts

Si la meilleure défense est l'attaque, alors la politique des Etats Unis dans le Caucase peut être définie en tant que agressive. Cet engagement dans l'espace méridionale post soviétique s'explique soit en termes stratégiques, soit en terme d'intérêts concrets. Dans une logique classique, les Etats Unis ont cherché de prévenir la formation d'un nouvel empire russe en s'engageant eux mêmes, pour sauvegarder et consolider la nouvelle position conquise après la désagrégation de l'Urss. Empêcher la constitution d'un rivale hégémonique au Caucase et en Asie Centrale est l'objectif de la politique américaine en générale. En particulier le gouvernement des Etats Unis perçoit l'Iran en tant que membre de l'axe du mal, alors que les compagnies américaines voudraient bien pouvoir signer des nouveaux contrats¹⁹⁸.

Pour mieux justifier les efforts dans ce sens aux yeux de l'opinion publique, Washington a développé une position qui vise à protéger les intérêts des compagnies pétrolières actives dans la Caspienne et se décline en six points¹⁹⁹ :

- Soutien à l'indépendance, à la souveraineté et à la sécurité de chaque Etat d'Asie centrale ;
- Assistance pour l'établissement d'une économie de marché et d'un gouvernement démocratique ;
- Aide à l'intégration de ces états dans la communauté mondiale et dans les institutions financières internationales, ainsi qu'à leur participation au dialogue de sécurité euro-atlantique ;

¹⁹⁸ MACFARLANE, Neil, 1999, p. 5.

¹⁹⁹ U.S. policy toward Central Asia, Statement by Ambassador Stephen Sestanovich, Central Asia Monitor n. 2, 1999, pp. 25-27.

- Contribution à la prévention de la prolifération des armes de destruction massives, à la lutte contre le terrorisme, le trafic de stupéfiants et la dégradation de l'environnement ;
- Soutien aux intérêts commerciaux américains et à la politique de diversification globale des ressources énergétiques²⁰⁰.

Cette déclaration montre que la lutte des Etats Unis est conduite sur le plan de l'universalisation des droits de l'homme, de la démocratie et de l'économie de marché, pour pousser l'intériorisation de ces valeurs et institutions chez les populations locales et pour gagner le soutien politique et financier des citoyens américains, toujours sensibles aux arguments démocratiques²⁰¹.

La question de la coïncidence entre diffusion des valeurs libérales « occidentales » et intérêt américain est licite. En principe, économie de marché et institutions politiques libérales devraient se renforcer réciproquement, dans un cercle de rétroactions positives. Le partage des mêmes procédures décisionnelles faciliterait la communication entre les Etats Unis et les acteurs locaux. Des institutions stables minimisent la possibilité pour les autres acteurs internationaux d'influencer les décisions locales. La présence d'infrastructure matérielle de longue durée, telle que les pipelines et les autoroutes, constitue un élément de dépendance et communication constante. Donc, la diffusion d'un modèle sociale qui devrait être intériorisé est un volant de la durabilité des infrastructures de

²⁰⁰ <http://thomas.loc.gov> et <ftp://ftp.loc.gov/pub/thomas/cp106/sr045.txt> : dans ces documents on lit que les dispositions du Silk Road Strategy Act de 1999 ont comme objectif finale d'empêcher la reconstitution d'un rivale régional sur le modèle de la guerre froide.

²⁰¹ Reza Djalili et Kellner 2001 « Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale » p.85-98

dépendance²⁰². Le risque dans ce processus de création de dépendance est par rapport à la Russie, qui a été longtemps hégémone dans la région et avec la quelle les Etats Unis viennent d'ouvrir une phase de dialogue²⁰³.

20.3 Risques et opportunités

Apparemment la défense des intérêts économiques est prioritaire dans la politique américaine au Caucase, suivant la doctrine Carter. En réalité, la Caspienne en soi n'est pas pour les Etats Unis une zone d'intérêts vitaux comparable au Moyen Orient ou l'Europe. On a calculé que dans le meilleur des mondes possibles, c'est à dire en absence de conflits locaux et avec une infrastructure parfaitement fonctionnant, la région représentera entre 4 et 5 % de la production mondiale. Ce scénario demeure improbable, car il s'agit d'une région très riche en défis, pour le fait de traverser au même temps différentes phases : les nouveaux états souverains sont en train de se consolider, les identités nationales sont en pleine formation (souvent par opposition conflictuelle vis-à-vis de leurs voisins), les systèmes politiques sont en phase expérimentale et l'économie de marché n'a pas encore bien démarré. Il s'agit donc d'une région très riche en sources d'instabilité, car chacun de ses secteurs de la vie politique et sociale est en transformation ou crise, dont le résultat n'est pas du tout déterminable à priori²⁰⁴.

Prudence oblige dans ce contexte à bien pondérer les intérêts concrets pour éviter un engagement militaire sans objet. Si le valeur actuel net d'une intervention est négatif, le risque de confrontation

²⁰² MACFARLANE, Neil, 1999, pp. 6-18.

²⁰³ Mai 2002, Institutionnalisation du Conseil de l'Otan à 20 sur les sujets spécifiques, voyage de Bush à Moscou, accord sur la réduction des armement de destruction massive.

²⁰⁴ R. EBEL, R. MENON 2000, pp. 13-14.

n'est pas pour autant annulé : lors du conflit au Karabakh, la Turquie a menacé d'intervenir à cote de l'Azerbaïdjan. La Russie répliqua menaçant d'utiliser elle même son arsenal nucléaire. La troisième puissance régionale, l'Iran, ne voit pas de bon gré l'escalation de puissance ni de la Russie, ni de la Turquie, ni des Etats Unis dans le Caucase non plus. Un auteur a fait remarquer que la politique américaine actuelle, au lieu de stabiliser provoque des effets destabilisateurs dans la région. En faits, dès que Iran et Russie ont compris que les Etats Unis ne s'engageront pas militairement pour soutenir leurs alliés locales, ces deux états pourraient profiter d'une exacerbation de l'instabilité locale pour engager une lutte pour l'augmentation de leur poids relatif²⁰⁵.

21. *L'Iran*

La rationalité politique de Téhéran fait apercevoir ses priorités politiques dans le Caucase : d'abord la sécurité des frontières, après les relations économiques et seulement en troisième l'épanouissement de la rhétorique de l'Islam.

Historiquement il y a des fils rouges et des héritages qui peuvent aider dans la compréhension de sa politique étrangère.

La politique iranienne et celle russe sont traditionnellement opposées dans le Caucase. A partir de 1772, la Russie a toujours gagné contre la Perse, en en réduisant le territoire, donc l'Iran doit être très prudent face à son voisin du Nord²⁰⁶. Récemment, Téhéran entretient des rapports économiques, politiques et militaires assez

²⁰⁵ LIEVEN, A. «The (Not So) Great Game» in : The National Interest n. 58, 1999/2000, pp. 69-80.

²⁰⁶ NAHAVANDI, FIROUZEH, p. 153, In : COPPIETERS, 1996.

bonnes avec Moscou, dont on ne connaît pas le sort après l'institutionnalisation du Conseil à vingt entre la Russie et l'Otan²⁰⁷.

Sous un point de vue historique et idéologique, l'Iran a un deuxième ennemi régional dans le monde islamique : la Turquie kémaliste, qui propose un modèle d'islam laïque, « séduisant » pour l'Azerbaïdjan.

Dans ce contexte d'inimitiés historiques, l'Iran doit d'un coté sécuriser ses frontières, en évitant tout conflit identitaire qui pourrait se traduire en une guerre à l'intérieur, et de l'autre coopérer économiquement avec ses voisins. En faits, l'Iran est un état multinational, avec une minorité azérie très importante, qui aurait pu devenir très dangereuse lors du conflit au Haut Karabakh, quand l'Iran, formellement neutre, a entraîné des relations avec l'Arménie, en lui faisant hommage d'énergie électrique²⁰⁸.

En plus, au moment de l'indépendance de l'Azerbaïdjan il y a eu des échanges de feu le long des frontières car il y avait des Azéri qui réclamaient le rattachement de l'Azerbaïdjan du sud, région iranienne.

L'Iran a fait donc exercice de balance et de prudence face aux conflits du Caucase, éventuellement pour gagner le rôle de médiateur neutre dans le cas du Haut Karabakh²⁰⁹. Le centre de sa politique caucasienne est dans l'Azerbaïdjan, qui d'ailleurs perçoit l'influence iranienne comme impérialiste, et qui est perçu par Téhéran comme source potentielle de danger. D'où la discrète alliance avec l'Arménie,

²⁰⁷ Au moment de la rédaction il n'y a aucune prise de position officielle du gouvernement de Téhéran face à l'annonciation du rapprochement de Russie et Otan pour les sujets de la lutte au terrorisme, la gestion des crises et la prolifération des armes de destruction massive. 23 mai 2002.

²⁰⁸ NAHAVANDI, FIROUZEH, pp.154-155, In : COPPIETERS, 1996.

²⁰⁹ Ce tentatif a echoué RAMENZANZADEH, ABDOLLAH, p. 168, in : COPPIETERS, 1996.

surtout économique, dans la perspective que « les ennemis des ennemis sont importants »²¹⁰.

21.1 Les frontières

La désagrégation de l'Union Soviétique a deux conséquences sur les frontières iraniennes : la menace d'un expansionnisme russe est reculé de quelques kilomètres depuis le 18^{ème} siècle, mais avec lui, aussi la stabilité politique qui était garantie par la guerre froide et par le géant soviétique²¹¹. Donc, la réouverture des relations avec les voisins caucasiens pose des opportunités et des risques²¹². D'abord les risques : héritage de son passé impériale et de ses guerres avec les voisins, les frontières de l'Iran sont habitées en majorité par des groupes ethniques non-persans. Les Baloutchis à l'Orient (l'Afghanistan de plus en plus occidental on dirait), les Turkmènes dans le Nord-Est, les Azéris et les Taloches dans le Nord Ouest, les Kurdes dans l'Ouest et les Arabes dans le Sud, l'état iranien est un état multinational qui connaît les difficultés de la gouvernance des ethnies²¹³. Les minorités iraniennes ont été regardées avec soupçon par l'imam Khomeyni, qui les accusait d'être la cinquième colonne de l'impérialisme. En particulier il utilisait le critère religieux pour les identifier : juifs, bahaïs, maçons²¹⁴. Cette crainte est encore latente dans le cas d'une pénétration dans la région par des puissances extérieures, comme les Etats Unis , l'Europe ou Israël²¹⁵. Mais c'est surtout une autre minorité en Iran, la plus nombreuse, qui est cruciale dans la politique iranienne face à la Russie et dans la région : les Azéris. Déjà en 1917,

²¹⁰ HERZIG, EDMUND, 1999, p. 53, JOLICOEUR, 2000b, p.27.

²¹¹ R. MOTIKA, p. 120, In : RUMMEL/ZULLO, 1999.

²¹² NAHAVANDI, F. p. 154, in : COPPIETERS, 1996.

²¹³ MOTIKA, R. p. 121, In : RUMMEL/ZULLO, 1999.

²¹⁴ NAHAVANDI, F. p. 154, in : COPPIETERS, 1996

²¹⁵ R. MOTIKA, p. 121, In : RUMMEL/ZULLO, 1999

pendant la révolution russe et la proclamation de l'indépendance de la république d'Azerbaïdjan, les Azéris d'Iran se sont (inutilement) opposés à Téhéran à la recherche de leur auto gouvernement²¹⁶. En 1945, terminé l'occupation soviétique de l'Azerbaïdjan iranien, l'héritage de cette présence se traduit dans un long débat au tour de l'adoption de l'azéri, langue de la famille turcique, en tant que langue officielle et dans la constitution d'un parti communiste azéri très fort. Le résultat est la concession de l'autonomie contextuelle à la division administrative de l'Azerbaïdjan iranien, pour en réduire le potentiel conflictuel²¹⁷.

Actuellement l'Iran doit bien jouer ses cartes pour contrebalancer deux tendances : la force de cohésion qui pourrait amener les Azéris à vouloir vivre ensemble, sous un toit commun indépendant, avec une conséquente sécession ou sous le grand toit iranien. Même si aucune des deux options semble être probable, le risque est dans l'activation d'une telle force de cohésion entre frères Azéris.

La deuxième tendance est liée à la pénétration turque dans la région, grâce à la turcophonie. Ankara semble en effets gagner un rôle de leader dans les relations avec l'Azerbaïdjan. Le danger ici est soit identitaire, soit idéologique. Sous le point de vue identitaire, l'anti-Sionisme est un pivot de l'état iranien, donc la présence de la Turquie, alliée militaire de Israël et de l'Otan est perçue comme un danger²¹⁸. En faits, l'Iran se retrouve encerclé avec les Etats Unis dans le Golfe Persique, en Arabie Saoudite et en Afghanistan, la Turquie en

²¹⁶ NAHAVANDI, F. pp. 158-159, in : COPPIETERS, 1996

²¹⁷ NAHAVANDI, F., pp. 158-159, in : COPPIETERS, 1996

²¹⁸ MOTIKA, R., p. 121, In : RUMMEL/ZULLO, 1999

Azerbaïdjan et dans les états turcophones et enfin la Russie, nouvelle partie de l'Otan.

Sous le point de vue idéologique, le modèle étatique turque est diamétralement opposé à celui iranien. Les principaux éléments de différenciation sont dans le rôle de la religion, dans la structure centraliste ou décentralisée, dans les relations avec l'Occident. Tous ces éléments semblent favoriser un rapprochement « idéal » entre Azerbaïdjan et Turquie et donc à l'Iran ne reste pragmatiquement que le champ des relations économiques²¹⁹.

21.2 Relations économiques

Comme tout autre acteur régional et extérieur, l'Iran veut profiter des ressources énergétiques localisés dans le bassin de la Caspienne, en élargissant sa participation dans les projets d'exploitation et d'acheminement. En particulier, pour poursuivre cet objectif l'Iran dispose de l'atout d'être pays riverain de la Caspienne, dont le statut n'a pas encore été éclairci lors de la multiplication des ses états riverains. Il pourrait ainsi accélérer ou bloquer les négociations à ce sujet. Une autre arme dont dispose l'Iran est son soutien financier et logistique au Parti Islamique de l'Azerbaïdjan, qui a été mis hors la loi par Bakou à cause de son potentiel de déstabilisation pour le pouvoir d'Aliiev et pour les connections avec les autres mouvements islamiques de la région (il suffit un petit rappel à la Turquie). A fur et à mesure des avancements, il peut activer ou désactiver cette menace, pour ne pas rester écarté du jeu économique régional²²⁰.

²¹⁹ NAHAVANDI, F., pp. 160-161, in : COPPIETERS, 1996.

²²⁰ MOTIKA, R. pp. 122-123, In : RUMMEL/ZULLO, 1999.

Les projets d'une nouvelle route de la soie, qui touchent aux axes de transport et aux télécommunications sont d'importance vitale pour l'Iran, dont le retard technologique est remarquable et dont les ressources financières ne sont pas suffisantes pour développer les infrastructures nécessaires à jouer un rôle dans l'économie globale, qui est plus que jamais une économie de transports, réseaux de communication et donc d'accès²²¹.

Sous un point de vue des organisations économiques régionales, l'Iran a réactivé en 1992 l'ECO pour y inclure l'Afghanistan, les cinq républiques d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan. La même année l'Iran a aussi proposé la création de l'organisation de la coopération de la mer Caspienne. Cette stratégie s'inscrit dans la politique de containment des puissances extra-régionales dont l'influence est mal acceptée par Téhéran²²².

21.3 L'Islam

Si la révolution islamique de 1979 représente le nucleus de l'état iranien d'aujourd'hui et si longtemps la politique de « l'internationalisme islamique » a joué un rôle très important dans les relations internationales de l'Iran, on ne peut pas affirmer que la politique caucasienne de Téhéran soit imprégnée de ce mordant. Au contraire, comme le démontre le cas de l'Arménie, le rôle de la religion est assez marginale. En plus, depuis l'élection du nouveau président Mohammed Khatami, la politique pragmatique du précédent gouvernement Rasfanjani semble continuer selon une ligne « rationnelle » qui éviterait l'affrontement net avec les deux autres

²²¹ OTAN, 2001 NEWSLETTER, Numéro dédié à la route de la soie virtuelle. Aussi le satisfecit de le FMI pour la politique économique d'ouverture et libéralisation des échanges pratiqué en 2001 par l'Iran est un indicateur de la « guerre pour l'accès ». Bilan du Monde 2002, pp. 115-116.

²²² HERZIG, E., 1999, pp.109-110.

rivales islamiques, la Turquie de l'Islam d'état et l'Arabie Saoudite du wahhabisme, privilégiant les sujets de la sécurité et de la coopération économique. Il est pourtant vrai que dans le « black box » de l'état il y a plusieurs fondations religieuses qui s'occupent de financer l'éducation chiite des jeunes Azéri en Iran et ailleurs²²³.

En ce qui concerne le soutien aux mouvements terroristes, il y a des rumeurs sur le soutien donné par l'Iran aux rebelles Tchétchènes, mais l'Iran n'a jamais contesté la souveraineté russe sur le Caucase du Nord²²⁴. Par contre, Téhéran a toujours été un opposant du régime des Talibans, son ambassade à Kaboul a été victime d'attentats meurtrières et il a soutenu l'Alliance du Nord²²⁵.

22. *La Turquie*

L'action de la Turquie dans le Sud du Caucase est à évaluer surtout par rapport à la Russie. Avant 1990 sur son territoire il y avait l'armée terrestre plus grande au sein de l'Otan, pour bien protéger les frontières de l'alliance contre l'Ennemi et l'Iran. Les armements conventionnels du flanc Sud sont aujourd'hui réglés par des traités dont le plafonnement est souvent violé, dont leur fonction stabilisatrice n'est pas univoque²²⁶. Sous le point de vue culturel propagandistique, la Turquie était aussi la base pour les influences islamiques destinées aux populations d'origine musulmane de l'ex

²²³ MOTIKA, R., p. 119 et 123-124, In : RUMMEL/ZULLO, 1999.

²²⁴ MOTIKA, R., 1999, p.121.

²²⁵ ?? ApuZ?

²²⁶ VANER, S. pp. 51-52 in: LONGUET -MARX, F., 1998.

Union Soviétique et utilisait l'argument du pantouranisme en fonction destabilisatrice²²⁷.

22.1 Guerres et alliances

Dans les siècles passés, les affrontements entre la Sublime Porte et l'empire tsariste avaient pour enjeu le contrôle des Dardanelles et de la Méditerranée. La Grande Bretagne, puissance maritime, elle aussi était intéressé à garantir la liberté maritime et le passage terrestre de la route de la soie vers l'Inde, par l'absence d'une puissance régionale hégémone. Cette période va sous l'étiquette du Grand Jeu. Dernière trace de cette rivalité est le traité de Kars de 1921, qui délimite la frontière entre Union Soviétique et Turquie Kémaliste et est ressuscité lors que le conflit azéro-arménien se diffuse au Nakhitchévan, l'enclave Azérie contiguë à la Turquie. Au moi de mai 1992, quand Ankara affirme qu'elle pourrait s'engager militairement pour protéger le statut du Nakhitchévan, Moscou réplique en menaçant la troisième guerre mondiale²²⁸.

Les efforts diplomatiques turques, pour achever un rôle de leader dans la région dans les négociations de paix ont plus ou moins le même destin : la médiation turque est refusé par Moscou, qui souligne la présence d'intérêts russes dans la région²²⁹. Ici la politique russe de l'étranger proche est exemplaire : pressions diplomatiques et menaces au delà des coutumières pratiques inter étatiques sont ici permises²³⁰.

²²⁷ VANER, S. pp. 43-45 in: LONGUET -MARX, F., 1998.

²²⁸ DE PAUW, p. 181, In COPPIETERS, 1996.

²²⁹ DE PAUW, p. 184, In COPPIETERS, 1996.

²³⁰ SANTORO, 1997, p. 275.

C'est donc avec des accords en fonction anti-terroriste avec l'Iran et avec l'instrument du partenariat de la paix avec l'Azerbaïdjan que Ankara cherchait de contrebalancer les poussées russes²³¹.

L'institutionnalisation du conseil à vingt de l'Otan, avec la Russie, pourrait produire des démarcations territoriales plus nettes et une collaboration pour arrêter la charnière entre Sud et Est de la tenaille qui encercle l'occident²³².

22.2 Energie et dérivés

Une deuxième source de rivalité entre Turquie et Russie est l'acheminement des hydrocarbures²³³.

Le port russe de Novossibirsk sur la mer Noire est la destination privilégié par Moscou pour les pipelines provenant de l'orient, alors que Ankara s'oppose à toute augmentation du trafic des pétrolières à travers les étroits, pour des raisons à la fois environnementales et sécuritaires. L'accident du mars 1994 au Bosphore, quand deux navires cypristes ont colludé, a montré la vulnérabilité de la ville d'Istanbul habité par 10 millions de citoyens²³⁴. Le même oléoduc travers la Tchétchénie²³⁵.

D'autre coté, aussi le projet qui devrait déboucher à Ceyhan pose des problèmes sécuritaires, notamment à cause du Kurdistan²³⁶. En plus, il est considéré non rentable économiquement²³⁷. Le pétrole azéri peut donc attendre. Par contre, la Russie et la Turquie ont conclu un accord très riche est diplomatiquement convenable, même si son impacte environnementale a été jugé élevé, pour la réalisation d'un

²³¹ DE PAUW, 1996, p. 185.

²³² SANTORO, 1997, p. 223.

²³³ VANER, 1998, p. 49.

²³⁴ DE PAUW, 1996, p. 188.

²³⁵ VANER, 1998, p.50.

²³⁶ DE PAUW, 1996, p. 188.

²³⁷ VANER, 1998, p.50.

gazoduc passant sous la mer Noire qui devrait acheminer le gaz russe en Turquie : Blue Stream. Ce gazoduc de 1263 kilomètres dont 400 immergés, financé par des agences de crédit japonaises, italiennes et allemandes est une joint venture entre Snam, la compagnie gazière italienne et Gazprom, son homologue russe. Il pourrait éventuellement non seulement satisfaire, comme il est écrit dans la présentation du projet, la croissante demande énergétique turque, mais aussi se relier au réseaux Trieste - Ingolstadt pour assurer les approvisionnements européennes²³⁸.

22.3 Economie

Ecartée et prudente en ce qui concerne le militaire et le pétrole, la Turquie est depuis 1991 un important partenaire de la Russie et des ex-républiques soviétiques. A travers la Zone de coopération économique de la mer Noire, à travers les services bancaires et financiers, à travers l'assistance technique dans les projets des organisations internationales, à travers la réalisation des grands travaux publics (la Turquie est récemment devenue partenaire du Traceca) la présence de la Turquie dans le Caucase du Sud et ailleurs se renforce. En plus, la Turquie a l'atout pour les pays occidentaux (Allemagne, Etats Unis et Japon en premier rang) d'offrir majeure sécurité et stabilité, ce qui en fait le pivot pour les investissements étrangers régionales²³⁹.

22.4 Culture et Islam

Le vecteur prioritaire de la pénétration turque au Caucase est celui de la culture commune : l'Islam, la langue et le passé ottoman. L'organisation de l'empire ottoman prévoyait le contrôle sans

²³⁸<http://www.eni.it/italiano/notizie/comunicati/>,<http://italy.indymedia.org>

²³⁹ VANER, 1998, p.48.

l'assimilation des ethnies et le sultan avait un double rôle : en tant que chef de l'état il était chef de l'armée, où on trouvait des officiers grecques et non nécessairement musulmans. En tant que chef religieux il représentait la religion musulmane²⁴⁰. La Turquie kémaliste s'est ensuite transformée en modèle d'état laïque, qui aujourd'hui est proposé comme modèle démocratique pour les républiques post-soviétique, dites islamiques, en concurrence avec les modèles chiite iranien et wahhabites saoudite²⁴¹. Bien que la population Azérie soit musulmane, en réalité l'Azerbaïdjan est beaucoup plus laïque que la Turquie, à cause de la soviétisation prolongée. Néanmoins, dans les coutumes et dans les formes traditionnelles de la vie sociale on retrouve les traces du substrat religieux et culturel islamique, dans sa version chiite.

Sous le point de vue culturel Ankara promeut son rôle à travers des programmes d'échanges universitaires, l'assignation de nombreuses bourses d'études et l'ouverture d'écoles et universités turques en Azerbaïdjan et en Asie Centrale²⁴². L'activité culturelle est menée soit par le centre, soit par des organisations religieuses privées. L'objectif à l'heure actuelle achevé par la politique culturelle turque est l'adoption en Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Turkménistan et Kirghizstan de l'alphabet latin en substitution de celui cyrillique. De ce fait, la simplification de l'homogénéisation de la langue parlé de l'Adriatique jusqu'à la muraille chinoise et la facilité de pénétration de toute la culture occidentale²⁴³.

²⁴⁰SAVADORI, 1990, pp.62-64.

²⁴¹ VANER, 1998, p. 55.

²⁴² BERNA, E., 1995, p.58.

²⁴³ BERNA, 1995, p.58.

Outil de la politique d'information et déstabilisation de la guerre froide, l'Islam risque de devenir une menace actuelle pour la Turquie.

23. *L'Islam*

Depuis la chute du mur de Berlin l'univers « occidentale » a perdu son compétiteur. L'idéologie libéral démocratique s'est tout de suite autoproclamé championne du monde, sans très analyser les conditions structurelles de la fin du régime soviétique, ni s'interroger sur les contradictions intrinsèques à la volonté d'exporter et octroyer le même modèle à toute société étatique de la planète. Un des avantages de la compétition avec le communisme était que, comme l'idéologie libérale, il avait la prétention de s'universaliser. Lénine et Wilson étaient contemporaines et leurs régimes se ressemblaient : à l'Internationale Communiste (1919-1943) faisait de pendant la Ligue des Nations (1919-1946).

De leur affrontement est résulté le compromis paralysé de l'ONU, qui a pu fonctionner seulement irrégulièrement et exceptionnellement, comme lors de l'intervention en Corée de 1950, approuvée en absence de la Russie et, suite à sa rentrée, menée par l'Assemblée Générale et non par le Conseil de Sécurité ou comme dans le cas de la force d'urgence envoyé en Egypte en 1956²⁴⁴.

Après la deuxième guerre mondiale, les deux idéologies rivales ont mis en place des organisations régionales spéculaires pour leur compétition. Lors de la dissolution du Pacte de Varsovie, l'OTAN a du commencer une analyse de sa raison d'être²⁴⁵. Sans ordre bipolaire,

²⁴⁴ CONFORTI, B., 1996, pp.69-75.

²⁴⁵ SANTORO, 1997, p.151.

dont l'institution survécue était produit et facteur, le grand défi est celui d'englober les nouvelles sources d'instabilité et d'imprévis, tels que les différences géographiques, culturelles, historiques et religieuses qui se manifestent dans la renaissance des conflits de matrice ethnique et nationaliste²⁴⁶.

L'Islam semble être à l'heure actuelle la nouvelle donne de la politique internationale. Huntington a mis en garde la civilisation occidentale de la potentielle alliance entre la civilisation islamique avec celle confucéenne, car les grandes frictions du futur se produiront le long des failles entre les plaques civilisationnelles, basées avant tout sur le critère religieux. De même il a hypothésé que à l'origine du vide qui a fait imploser l'Union Soviétique il y ait les facteurs de longue durée : les mythes, les sentiments, les mentalités²⁴⁷.

En faits, une des stratégies d'affaiblissement de l'intérieur de l'Union Soviétique consistait dans le soutien et la diffusion de la religion islamique, grâce à la base logistique turque. En particulier, la forme réticulaire et itinérante des confréries sufi s'est démontrée très adapte à la gestion de cette propagande et les liens entre Ankara et les *tarikats* dans toutes les nouvelles républiques « musulmanes » sont tellement bien établis qu'il y a des rétroactions dangereuses pour la Turquie même, dont les dirigeants turques et les dirigeants caucasiens sont bien conscients²⁴⁸. L'homme d'affaires et religieux turque Fethullah Gülen, à la tête du puissant mouvement des Fethullahçi est

²⁴⁶ SANTORO, 1997, p.9.

²⁴⁷ SANTORO, 1997, p.4. Basé sur les ouvrages de F. Braudel, A. D. Smith, S. P. Huntington.

²⁴⁸ PICCOLI, 1999, p.122.

aujourd'hui soupçonné d'organiser une révolution islamique en Turquie à fin d'y instituer la loi islamique²⁴⁹.

23.1 L'Islam dans le Caucase et son rôle socioculturel

L'Islam entre dans le Caucase à travers l'empire Perse et celui Ottoman. Pendant la conquête Russe de l'espace Caucasiens, ce sont souvent les confréries sufi, les *tarikats*, à organiser l'opposition contre la domination tsariste²⁵⁰. C'est sous la forme des confréries que l'Islam s'est établi et a résisté au Caucase et en Asie Centrale pendant l'époque soviétique. En particulier, les théoriciens de la matière parlent de « Islam parallèle », pour parler des confréries et de « Islam officiel » pour faire référence à l'Islam institutionnalisé par Moscou, dans son tentative de le contrôler en en affaiblissant l'efficacité²⁵¹. Menées par des prédicateurs itinérants, les *tarikats* clandestines ont proliféré partout, dans le Caucase du Nord et du Sud, comme en Asie Centrale, devenant le lieux d'agrégation et socialisation d'une nouvelle classe entrepreneuriale et politique d'Azerbaïdjan et d'Asie Centrale²⁵².

L'action culturelle turque en Azerbaïdjan utilise beaucoup le vecteur des confréries, car elles sont par définitions des institutions culturelles. La confrérie des Fethullahçi, très riche, a joué un rôle important dans l'ouverture de beaucoup d'écoles turques, où l'enseignement est très bien jugé, grâce aux équipements informatiques, le poids de l'anglais et la didactique nationaliste et non

²⁴⁹ PICCOLI, 1999, pp.119-120.

²⁵⁰ Le Tchétchène Mansur Usurma et le Daguestanais Chamil sont deux héros de la résistance musulmane à la domination tsariste. THUAL, 2001, p.26.

²⁵¹ BENNINGSEN, A., 1990. L'Islam officiel est celui des quatre directions spirituelles (Muftiat) de l'époque soviétique, dont une était à Bakou. La plus importante était celle de Tachkent, en Kazakhstan, parce que les deux seules universités musulmanes étaient sous sa compétence et parce que sont Mufti était chargé des relations avec le monde musulman non soviétique.

²⁵² BERNA, 1995, p. 58.

religieuse. Ce dernier aspect est très important pour comprendre la prudence et la volonté d'efficace de la politique culturelle menée : les dirigeants de Bakou, pareil que les dirigeants Centrasiatiques sont très méfiants face aux mouvements islamiques, surtout à cause de leur carrière laïque et soviétique, où ils ont appris le danger des mouvements clandestins²⁵³. Donc, dans les écoles turques en Azerbaïdjan, des Fethullahçi et non, l'enseignement historique vise à former une identité nationale forte, enracinée dans la vision de l'unité du monde turque, avec la valorisation de la langue et l'exaltation des traits communs de l'identité transnationale turcique²⁵⁴.

23.2 Péril vert...au Caucase ?

L'Islam est aujourd'hui objet des suspects et des craintes pour les élites du monde entier, islamique et non.

Moscou justifie sa présence militaire au Tadjikistan, en fonction de barrage contre le wahhabisme d'Afghanistan²⁵⁵. La lutte engagée contre le terrorisme international semble être avant tout une lutte contre le terrorisme de matrice islamique.

Pourquoi fait l'Islam tellement peur ? La force de l'Islam, en tant que force catalyseuse et mobilisant les masses, demeure dans le fait d'être non une idéologie laïque, faite d'opinions, mais avant tout une religion, à laquelle les personnes adhèrent plus profondément parce qu'elles en partagent des convictions essentielles. Par conséquent, il s'agit d'une force comparable, mais supérieure, au socialisme, une force sociale mobilisant des larges couches sociales contre leur

²⁵³ BERNA, 1994, p.33.

²⁵⁴ PICCOLI, 1999, p.120.

²⁵⁵ DJALILI, KELLNER, 2001, pp.79-80.

propres gouvernements. Ces derniers sont souvent accusés de ne pas protéger les intérêts de la population (= de ne pas être démocratiques) et d'être enchevêtrés avec les puissants du Nord du monde.

L'absence d'une autorité centrale homologue au Patriarches chrétiens avec la quelle dialoguer et la variété locale et régionale de l'Islam et de la loi coranique, la Charia, font de cette culture un monde complexe. Les interprétations du Coran données par les cheiks sont contradictoires et leur hiérarchie n'est pas claire aux non musulmans. D'où les erreurs et les incompréhensions qui mènent souvent, erronément, à faire l'équation entre Islam et terrorisme. Le Coran condamne à mort les musulmans qui changent de religion, alors que la Charia locale nigérienne ne prévoit pas cette peine. Le Coran interdit le suicide, tandis que le Coran appelle à la *jihad*²⁵⁶. Il y a plein de dilemmes pareil, pareil que dans toutes les religions, d'ailleurs.

Pourquoi est-il tellement facile de faire la diséquation Islam démocratie ? La thèse selon la quelle l'Islam serait une religion politique et de ce fait inadapté à la forme de gouvernement démocratique est très répandue, mais pour autant non nécessairement correcte. En faits, la démocratie repose sur l'assomption de base de l'égalité dans les droits de tous les hommes, indépendamment de leur race, religion etcetera. Ce principe fondamentale pour la laïcité de l'état, qui autrement discriminerait les citoyens en fonction de leur religion, est néanmoins un principe de la doctrine chrétienne, qui affirme que chaque homme est fait à l'image de dieux et que pour ce fait, tous les hommes sont également dignes. Il

²⁵⁶ Spannungen innerhalb des Islams. Gegensätzliche Tendenzen kämpfen um Einfluss, Lagos, Nigeria, 4 mai 2002 <http://www.zenit.org/>

est difficile de nier que les philosophes des Lumières étaient empreignés de la doctrine chrétienne.

En plus, le binôme Islam – état est tout à fait récent. Le slogan "Al-islam din wa-daula" (l'Islam est loi religieuse et ordre politique) employé à partir des années '20, utilisé surtout par les courants wahhabites, fait son apparition en Asie Centrale et au Caucase seulement depuis les années '70, quand la propagande anti communiste commence à pénétrer les espaces soviétiques, probablement à travers les *tarikats*. Il ne s'agit donc que d'une position récente et longtemps minoritaire, alors que l'Islam classique de l'hanafisme affirme que les savants doivent s'occuper de la dévotion et non de la politique. En époque soviétique cette position fut soutenue par le Mulla Hindoustani²⁵⁷.

Le danger d'une escalade de l'islamisme et/ou du terrorisme dans les espaces méridionaux post soviétiques existe, mais il est limité pour différentes raisons²⁵⁸. Ces raisons sont à la base de l'invitation à la prudence dans le soutien inconditionné des gouvernements autoritaires en fonction anti-islamique²⁵⁹.

²⁵⁷BABADZHANOV, Islam na territorii byvshei Rossiiskoi Imperii., LAPIDUS, I. M. : A history of islamic societies, p. 120 et suivantes, Islamic culture and the separation of state and religion.

²⁵⁸ Les dirigeants locaux sont d'école et d'origine soviétique, donc encore ancrés dans le système d'antan et prudents face à l'islamisme ; à niveau sociale, il n'y a pas des sentiments de rancœur et frustration contre un passé coloniale, prêts à être canalisés dans le terrorisme fondamentaliste contre « l'occident ». In BERNA, 1995, p.35.

²⁵⁹ HUNTER, S. T., 1992, pp.69-70.

VII. LA POLITIQUE ENERGETIQUE

INTERNATIONALE

24. Contexte et définitions

La politique énergétique a comme but l'organisation et la gestion d'un système énergétique satisfaisant les intérêts et les nécessités d'une société donnée. Le système est composé par les ressources techniques et économiques qui sont employés dans la production, la distribution, la transformation, l'emploi et la gestion des déchets de l'énergie même. A niveau national, aucun de ces systèmes est fermée autarchiquement, donc toutes les politiques énergétiques, traditionnellement nationales, sont enchevêtrées²⁶⁰.

Un des problèmes de la politique énergétique internationale demeure dans la non homogénéité des acteurs : les acteurs qui détiennent le monopole technologique pour l'exploitation, la transformation et la distribution des ressources énergétiques sont très souvent transnationales, pareil que les marchés. Parfois les états producteurs participent au capital des entreprises qui se coalisent en consortiums pour exploiter des nouveaux gisements ou pour construire des réseaux d'acheminement, réalisant une intégration verticale dans le secteur. Au contraire, la politique internationale est toujours l'apanage des états. Dans ce domaine, la politique des états touche les aspects des négociations économiques multilatérales, soit en matière de protection des investissements étrangers, soit en

²⁶⁰ HAECKEL, E. p.155 In : WOYKE, W., 2000.

matière des mécanismes de régulation pour l'accès aux marchés. Les états s'occupent aussi du domaine classique de la politique étrangère, celui de la sécurité et de la défense, bilatéralement et multilatéralement. En fin, les états s'occupent de la fixation de standards communs dans le domaine environnemental, des conditions de travail et des spécificités techniques.

En particulier on reconnaît les pays importateurs nets et ceux exportateurs nets d'énergie. L'Europe est avec le Japon la région du monde la plus dépendante en matière d'approvisionnements, à cause de l'intense activité industrielle et économique, à cause d'une très élevée consommation par habitant dans les foyer et à cause de l'insuffisance énergétique endogène²⁶¹.

D'où l'objectif pour la politique en général de réduire cette dépendance et pour la politique étrangère de minimiser les risques liés à la dépendance.

Du côté pays exportateurs, l'intérêt principale est de maximiser et stabiliser les revenus, car des petites variations dans les quantités provoquent des chocs sur le côté des prix : le choc de 1973 fut provoqué par une réduction du 4% dans l'offre du pétrole²⁶².

Les pays importateurs ont plusieurs moyens pour réduire les risques, par exemple les Etats Unis n'épuisent pas leurs ressources internes, pour avoir des réservoirs en cas d'urgence ; ils investissent beaucoup dans la future exploitation du continent américain ; ils se

²⁶¹ La consommation moyenne en Europe est de 4320 kgep par habitant. En Japon elle est de 4035. Calculé sur les données BILAN DU MONDE 2002, pp. 36-37 et p.118.

²⁶² On parle de l'élevé élasticité du prix par rapport aux quantités.

concentrent sur des régions à basse instabilité politique, comme le fond marin de l'océan atlantique.

D'autres pays ont développés la recherche scientifique : dans le domaine nucléaire, des sources alternatives, de l'augmentation de l'efficience dans les implantation pour en réduire les coefficients techniques de consommation.

Même la coopération régionale est un instrument de réduction des risques liés aux approvisionnements : par exemple, tout de suite après la deuxième guerre mondiale les six états fondateurs des communautés européennes ont établi la Ceca ; après quelques ans ils ont établi l'Euratom.

De l'autre coté, les pays exportateurs du pétrole se sont regroupées en 1973 pour s'opposer à l'exploitation de leurs ressources par les compagnies pétrolières occidentales (les sept sœurs) et mieux défendre leurs intérêts : ils ont fondé l'Opep. En riposte au tentative d'influencer la politique occidentale au M.O., les pays occidentaux ont entre autre fondé le cartel des consommateurs, l'Agence Internationale de l'Energie, qui a pu contrôler la stabilité du prix du pétrole entre 1986 et 1999 grâce à des mécanismes de assurance et compensation réciproque²⁶³.

Reste réalité que l'instrument politique prince de la politique énergétique est le militaire. En 1979/80, lors de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, la doctrine Carter affirme clairement que la plateforme arabo-persique est une région d'intérêt vital, qui sera protégé militairement contre toute agression. Dont découle la présence américaine massive dans le golfe arabe et en Arabie Saoudite. Le même argument sera utilisé lors de la guerre de 1991 contre l'Iraq.

²⁶³ MUELLER, OTAN, 2001, p. 177.

D'où une certaine prudence dans la définition des « plus forts » dans le jeu énergétique, car la détention de ressources ne signifie pas nécessairement souveraineté réelle sur elles²⁶⁴.

25. Les ressources mondiales

Si la dynamique de la consommation mondiale d'énergie ne change pas, la demande de ressources va augmenter dans les prochaines 20 années. En particulier l'augmentation prévue par les experts dépend largement par le développement des pays de récente industrialisation, en première ligne l'Inde et la Chine, malgré les efforts technologiques pour l'augmentation de l'efficacité dans l'emploi énergétique.

Objets de la demande seront comme toujours les combustibles fossiles, pour une raison techno-économique surtout. Les projets d'investissement dans ce secteur ont des horizons temporels très longs, de 20-30 ans, pour qu'ils soient rentables. Donc, ceux qui sont déjà en place ne peuvent pas être très vite fermés et ceux qui sont en projet sont influencés par les conditions conjoncturelles d'aujourd'hui, c'est à dire un tableau largement dépendant des hydrocarbures²⁶⁵.

25.1 Le pétrole

Production et Consommation de pétrole + réserves 2000				
%	RESERVES	PRODUCTION	CONSOMMATION	R/P
AmériqueNord	3,5	14,0	28,0	9,5
Europe	1,8	9,0	22,0	7,5
Russie	4,6	8,8	3,3	20,0
Opep	78,0	41,0		72,0
Dont : Golfe	63,0	27,0	<6	89,0
Monde	100,0	100,0	100,0	38,0

Source : BP Statistical Review of World Energy 2001, in : APuZ B8 2002 p.24

²⁶⁴ WOYKE, W. 2000, pp. 155-162.

²⁶⁵ FISCHER, 2000, p.281.

A fin d'évaluer l'autonomie énergétique des régions mondiales, un indicateur très simple et utile est celui du quotient Réserves / Production annuelle (R/P). Il met en évidence le nombre d'années nécessaires à l'épuisement des ressources nationales. L'Europe en particulier a la valeur plus basse et dépend au 60 % des importations²⁶⁶.

En ce qui concerne les quantités disponibles, le marché de l'énergie n'est pas un marché de la misère. Selon les experts, il y a des réserves suffisantes pour tout le siècle qui vient de commencer, contrairement à la crainte diffusée lors de la première crise pétrolière. C'est plutôt l'aspect des prix régionaux qui est crucial. Pour l'instant le pétrole du Golfe est celui à plus bon marché, tandis que le Brent de la Mer du Nord est plus cher. L'exploitation des gisements en Venezuela, Canada et Russie est profitable seulement si le prix du pétrole est supérieur aux 15 dollars pour baril²⁶⁷.

25.2 Le gaz

Le gaz est aussi présent en grandes quantités, surtout en Russie et en Iran, mais il présente des coûts d'exploitation et d'acheminement supérieurs par rapport au pétrole. En plus, les conditions techniques de transport, pipelines de longueur inférieure à 6000 kilomètres traversant des territoires sécurisés, font du gaz une ressource très particulière. Seulement les états qui peuvent garantir la sécurité aux investisseurs sont des bons candidats pour devenir pays de transit ou d'implantation²⁶⁸. D'où la rhétorique de la nécessité des transformations institutionnelles, des réformes démocratiques et de

²⁶⁶ MUELLER, 2002, p. 23.

²⁶⁷ Le prix pris en considération est celui adopté pour les calculs de rentabilité de l'entier projet, donc un indicateur du niveau moyen du prix du pétrole le long d'un certain nombre d'années.

²⁶⁸ KAISER/SCHWARZ, 2000, p.282.

l'introduction de l'état de droit dans les pays candidats à héberger des pipelines sur leur territoire.

Une autre variable aide à comprendre les dynamiques liée au gaz : l'absence de marché. Pour l'instant, celui du gaz n'est pas un marché où les prix se forment suite au jeu de la demande et de l'offre. Ni un marché où le prix reflète les coûts de production du gaz, au quels on ajouterait un *mark-up*. Il s'agit plutôt d'un sub-marché du pétrole, car le prix du gaz en reflète largement le prix, dans la mesure où le gaz est un bien succédané du pétrole.

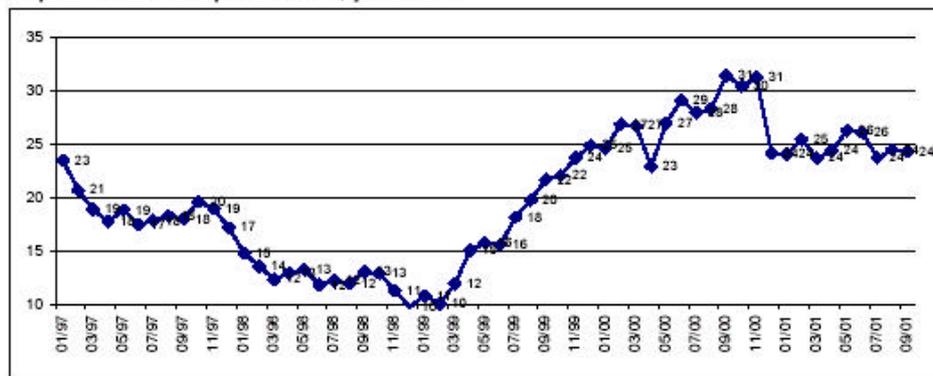
Production et Consommation du gaz entre 1995 et 2020						
en millions de tonnes équivalentes de pétrole						
	1995		2000		2020	
	Production	Consommation	Production	Consommation	Production	Consommation
Amérique Nord	592	601	758	758	767	762
Europe	198	301	275	506	238	625
OECD Pacifique	30	72	77	119	68	133
Afrique	75	40	130	70	193	103
Amérique Sud	68	68	133	133	219	221
Asie sans Chine	145	110	273	268	417	450
Chine	16	16	56	56	82	82
Transition	585	499	809	646	1117	834
M. Orient	110	105	214	163	375	261
Monde	1819	1812	2727	2720	3473	3469

Source : IEA, in ApUZ p. 25.

Celui du gaz sera un vrai marché seulement quand les quantités disponibles seront offertes par des producteurs en concurrence. Concrètement, jusqu'à ce que le « duopole » russo-iranien est stable, il n'y aura aucun marché du gaz. C'est seulement à partir du moment où un troisième (group de) sujet entrera en concurrence que le prix du gaz cessera de se former sur le marché du pétrole. Compte tenu du fait que les principales acheteurs sont l'Europe et le Japon, on peut hypothiser que ces deux acteurs formulent des politiques pour la *supply side* du marché. Au contraire, les producteurs du pétrole de l'Opep, depuis 1999 dans la position de

cartel et les producteurs actuels du gaz ont l'intérêt à renvoyer la formulation et la réalisation de ces politiques²⁶⁹.

Graph 1.13 OPEC oil prices in US\$ per barrel



Source: OPEC (The Organisation of Petroleum Exporting Countries)

Production du pétrole 1997-2020			
	1997	2010	2020
Opep	40	46	54
M. Orient	26	32	41
Monde	100	100	100

Source: IEA, in : Apuz B8 2002 p.24

Pour le présent c'est donc le pétrole provenant du Golfe à dominer le marché. La dépendance du Golfe va même augmenter selon les analystes, pour achever le plafond du 50% de la production mondiale dans 20 ans. A partir de cette date, des fournisseurs alternatifs devront être disponibles pour limiter le risque relatif à cette région instable. L'Europe en particulier cherche de diversifier soit coté géographique, soit coté ressource, grâce aux contrats signés avec la Russie, l'Iran, la Libye, l'Algérie et les pays riverains de la Caspienne.

26. Les ressources de la Caspienne

La Caspienne s'est faite connaître dans le monde surtout pour les attentes créées autour des ressources énergétiques localisées dans son bassin. Au lendemain de l'indépendance du flanc sud de l'ex

²⁶⁹ MUELLER, OTAN, 2001, pp. 177-179 et 182-183.

Union Soviétique, compagnies pétrolières, gouvernements et journalistes ont rêvé d'un nouveau Eldorado. Cette vision a été modifiée récemment par des calculs qui positionnent la Caspienne proche de la mer du Nord dans la classement des régions productrices de pétrole et gaz. Ce calcul oblige à un certain réalisme dans la formulation des politiques²⁷⁰.

Flux de pétrole nets en millions de barils par jour		
	1996	2010
Amérique Nord	9,2	14,8
Europe	7,7	12,5
OECD Pacifique	6	7,4
Afrique	-5,5	-4,5
Amérique Sud	-3,5	-1,4
Asie sans Chien	4,8	11,3
Chine	0,5	3,9
Transition	-1,8	-3
M. Orient	-16,3	-39,8
Source : IEA, in : OTAN 2001, p.179		

Pour les USA, seulement un petit pourcentage des importations dépend de la Caspienne, alors que pour l'Europe la dépendance est beaucoup plus élevée, surtout en ce qui concerne le gaz²⁷¹.

26.1 Pétrole et Gaz

Pour que l'exploitation des ressources pétrolières de la Caspienne soit profitable (aujourd'hui il n'y grosso modo que des projets) il faut qu'une condition fondamentale soit respectée :

- le prix du pétrole doit être assez élevé (>20 \$ pour baril) .

Le prix, lui il dépend d'une autre variable, la quantité de pétrole demandé et offerte.

Sur le coté de la demande, les experts considèrent que la consommation énergétique de l'Inde et la Chine va être déterminante

²⁷⁰ R. EBEL, R. MENON 2000 pp. 2-3.

²⁷¹ MUELLER, 2002, pp. 30-31.

pour le prix mondial du pétrole dans les prochaines 25 années²⁷². Du côté de l'offre, soit la découverte de nouveaux gisements, soit l'innovation technologique qui pourraient réduire les prix d'exploitation et d'acheminement de l'énergie sur les marchés mondiaux, pourraient réduire le prix du pétrole. A ces deux facteurs objectifs, s'en ajoutent d'autres plus politiques. Une grande quantité du pétrole du Golfe Persique n'est pas présente sur le marché mondiale à cause de l'embargo qui grave sur Iraq et Iran, en empêchant la vente du pétrole. Cette condition n'est pas éternelle en soi même, et pourrait changer d'un jour à l'autre.

En tout cas, à fin de réduire la dépendance du Golfe, Etats Unis et Eu forcément doivent rechercher des nouveaux partenaires énergétiques pour diversifier les approvisionnements. Entre autre, dans le bassin de la Caspienne. C'est dans ce contexte qu'on explique la création de l'AIOC.

Les investissements directs en Azerbaïdjan ont aussi la fonction de renforcer cet Etat à l'égard de la Russie et d'en accélérer la transition²⁷³. De son côté la Russie joue dans la perspective de rester un géant énergétique dans les prochaines années.

Production de pétrole (millions de tonnes) et de gaz (milliards de mc) dans la Caspienne						
	2000		2010		2020	
	Pétrole	Gaz	Pétrole	Gaz	Pétrole	Gaz
Azerbaï djan	42,5	8,9	87,5	22	145	27
Kazakhstan	14	7,4	57,5	19,2	105	26
Turkménistan	8	39,8	9,5	80,8	11	123,7

Source : IEA, in APuZ p. 27.

En faits, la production pétrolière et gazière du bassin de la Caspienne pourrait entrer en compétition avec les ressources russes.

²⁷² FISCHER, 2000, pp.279-280.

²⁷³ R. EBEL, R. MENON 2000, pp.5-6.

En particulier, c'est surtout dans le domaine du gaz que ce danger est réel, car le marché du gaz est un marché régional par définition, à cause des conditions techniques de transport qui déterminent une rentabilité au-dessous de 6000 km de longueur des pipelines. Et la Russie sera dans les prochaines 25 années le géant du gaz, suite à l'exploitation des gisements présents en Sibérie. Gazprom met en place à l'heure actuelle une politique de consolidation de son monopole, avec intégration horizontale et verticale du marché : elle possède un réseau de pipelines et elle possède des participations dans nombreuses compagnies énergétiques européennes. Face aux pays candidats exportateurs des ressources de la Caspienne, elle poursuit une politique d'affaiblissement pour les induire à négocier avec elle²⁷⁴. En fait, pour l'instant les ressources de la Caspienne sont un enjeu virtuel et diplomatique, car la majorité des jeux sont encore à faire. Ni le statut de la Caspienne, ni les tracés des pipelines ont été définis ; c'est à dire, ni les droits de propriété ni les revenus du transport sont attribués²⁷⁵.

26.2 Le statut de la Caspienne

Entre 1921 et 1991 la Caspienne avait comme seuls pays riverains la Russie et l'Iran, qui avaient réglé bilatéralement son statut juridique en la considérant un lac. Les traités adoptés avaient comme sujet principal l'exploitation des ressources halieutiques, tandis que les aspects des frontières maritimes n'étaient pas clairement tracés. Suite à la désagrégation de l'Union Soviétique, trois nouveaux états sont devenus riverains de la Caspienne, qui au même temps a gagné

²⁷⁴ NIES/SEGBERS, DOSSIER DE L'INSTITUT.

²⁷⁵ Reza Djalili et Kellner 2001 « Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale » pp.72-74

du mordant grâce à la découverte de ses ressources énergétiques sous-marines. La question du statut de la Caspienne est donc devenue une question à la fois juridique, économique et politique.

a) **La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer**

Sous le point de vue juridique, au sein des Nations Unies une convention qui résume le droit coutumier de la mer et y ajoute des éléments innovateurs a été négocié et adopté en 1980. Elle est entrée en vigueur en 1994, après une période d'incertitude sur sa destinée²⁷⁶. Cette convention ne s'applique pas en principe à la mer Caspienne, car la définition de mer fermées ou semi-fermées de la IX partie prévoit la communication fluide avec une autre mer ou océan. Il est donc compétence des états riverains de adopter en *bona fide* et avec consensus un traité qui trace les modalités d'exploitation de cette partie de la planète, à fin d'éviter tout recours à la force ou solutions unilatérales qui pourraient engendrer des accidents diplomatiques et des conflits.

Si les états décidaient d'appliquer la Convention de Montego Bay, alors chaque état riverain aurait droit à une portion de mer territoriale jusqu'à 12 miles maritimes sur la quelle la totalité de souveraineté s'irradie²⁷⁷. Au delà de cette portion, l'état riverain a droit à ultérieures 12 m. mm. de zone contiguë pour la protection douanière, fiscale, sanitaire et migratoire de ses intérêts à travers l'exercice de contrôles²⁷⁸. Pour protéger les intérêts économiques des états riverains, la Convention de Montego Bay a inventé la zone

²⁷⁶ Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, adopté à Montego Bay le 10 décembre 1982 et entrée en vigueur le 16 novembre 1994.

²⁷⁷ TULLIO SCOVAZZI, 1994, pp. 29-33.

²⁷⁸ TULLIO SCOVAZZI, 1994, p. 36.

économique exclusive, qui prévoit un régime de mélange entre celui de la mer territoriale et celui de l'haute mer. Dans cette zone l'état riverain a l'exercice exclusif de tous les droits d'exploitation des ressources naturelles à caractère économique, y compris le droit de imposer des règles aux tiers pour la conservation des ressources halieutiques. Par contre les états tiers ont le droit de navigation, pose de câbles et oléoducs sous-marins, survole et tous les droits en général typiques de l'haute mer²⁷⁹.

En ce qui concerne les fonds maritimes, la Convention de Montego Bay formalise le critère géographique pour la définition de la plate-forme continentale. Cette dernière, si elle est dans le marge continentale, peut achever l'extension de 350 m. m., sinon l'état a droit à une plate-forme continentale jusqu'à 200 m. mm. *Ipsa iure*, l'état riverain a droit à l'exploitation exclusive du fond et du sous-sole maritime, tandis que les états tiers gardent le droit de positionner câbles et oléoducs, mêmes si le positionnement de ces derniers est sujet à l'approbation de l'état et aux éventuelles mesures de réduction de la pollution²⁸⁰.

En général, on peut dire que le choix d'appliquer la convention de Montego Bay à la mer Caspienne corresponde au choix d'en partager les ressources. Ces dernières sont partagées selon les secteurs dont la délimitation est de nouveau matière bilatérale. En absence d'accord, la convention de Montego Bay codifie un principe de droit coutumier selon lequel ce qui compte n'est pas la méthode appliquée, mais que le résultat obtenu soit équitable. Pour achever un résultat équitable le parcours envisagé prévoit le tracement de lignes

²⁷⁹ TULLIO SCOVAZZI, 1994, pp. 37-41.

²⁸⁰ TULLIO SCOVAZZI, 1994, pp. 43-47.

d'équidistance, qui peuvent être corrigées suivant les critères géographiques (dans les cas de cotes concaves ou convexes), géologiques (en considérant la forme de la plate-forme), historiques-politiques, militaires, biologiques et économiques²⁸¹.

b) Pay offs

L'application du critère des secteurs ou l'application d'un régime alternatif, par exemple de condominium sur la mer Caspienne n'est pas neutre.

Le dernier sommet entre les cinq pays riverains de la Caspienne du 22 et 23 d'avril 2002 s'est conclu sans aucun résultat, donc tous les jeux sont encore à faire²⁸². Toutefois il semble que la Russie avance suivant la stratégie des accords bilatéraux. (= application de Montego Bay, surtout pas condominium.).

A l'heure actuelle, il y a deux (voir quatre) alternatives autour des quelles il n'y a aucun consensus. La première (1.) est celle du condominium, statut qui prévoit, hors des eaux territoriales, l'exploitation conjointe des ressources, placées sous le contrôle d'une autorité intergouvernementale, qui décide selon le principe du consensus²⁸³.

La deuxième prévoit la division de la mer en cinq portions. Elles peuvent être égales, une pour chacun des états, (2.1) ou non. La troisième (2.2) et la quatrième (2.3) prévoient la subdivision en secteurs, selon des critères. La troisième variante choisit le critère

²⁸¹ SCOVAZZI, TULLIO, 1994, pp. 49-67.

²⁸² CLARE DOYLE, Caspian Sea stalemate leaves Azerbaïdjan on edge, 29 avril 2002, www.eurasianet.com

²⁸³ DJALILI, M.-R., KELLNER, T., 2001, Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale, pp. 183-184.

géographique de la longueur des cotes, et la quatrième celui des lignes équidistantes.

En particulier l'Iran est le perdant absolu dans le cas d'une subdivision en secteurs selon les options 2.2 et 2.3, c'est à dire dans le cas de subdivision en secteurs selon des critères. En faits, il n'obtiendrait que le 13% du fond maritime, contre le 20 % qu'il réclame, en raison de l'argument de la subdivision égalitaire. Téhéran soutient à priori le régime du *condominium*, et défend activement sa position depuis février 2000 parce que la portion du fond de 13% qui lui serait réservé, la même de compétence iranienne selon le traité bilatérale russo-iranien de 1940, n'est notamment pas très riche en ressources. Avec une loi, le parlement iranien autorise la compagnie nationale NIOC à explorer, développer et exploiter les gisements de pétrole et de gaz de la Caspienne²⁸⁴. En juillet 2001 un navire iranien a obligé un bateau de la compagnie BP Amoco, leader du consortium AIOC, à quitter le lieu du gisement de Araz-Alov-Sharg dont l'Azerbaïdjan et l'Iran se disputent la propriété. Le gouvernement azéri avait vendu la concession d'exploitation à la BP²⁸⁵.

Le Kazakhstan serait pour le principe de la ligne moyenne, même si l'optimum est représenté par le principe de la proportionnalité à la longueur des cotes, qui lui attribuerait le 29% du contrôle des ressources. Donc il soutient la troisième option²⁸⁶. En général, le Kazakhstan semble suivre la ligne de Moscou, même s'il aurait beaucoup à gagner dans la solution du problème de la Caspienne, au

²⁸⁴ DJALILI, M.-R. ; KELLNER, T., 2001, pp. 185-186.

²⁸⁵ SERGEI BLAGOV, Moscow maneuvers ahead of Caspian summit, 22 avril 2002, www.eurasianet.com

²⁸⁶ SERGEI BLAGOV, Moscow maneuvers ahead of Caspian summit, 22 avril 2002, www.eurasianet.com ; CLARE DOYLE, Caspian Sea stalemate leaves Azerbaïdjan on edge, 29 avril 2002, www.eurasianet.com.

contraire de cette dernière. En faits, dans le cas d'une solution, les compagnies pétrolières occidentales et le projet Baku – Turquie via Géorgie avanceraient plus vite. Compte tenu du fait que cette dernière pipeline est rentable seulement à condition qu'elle transporte le pétrole kazakh, le Kazakhstan se libérerait du monopole russe. En réalité, le Kazakhstan semble appuyer Moscou dans la perspective d'augmenter ses ventes grâce à un accord avec Lukoil, l'autre géant énergétique à coté de Gazprom, qui vient de quitter le consortium AIOC ²⁸⁷.

Le Turkménistan avait juste avant le summit une position neutre avec une discrète propension pour les propositions russes²⁸⁸. Pendant le meeting, qui n'a amené à aucun résultat, le leader turkmène s'est rapproché à la position iranienne du *condominium*, pour le développement conjoint des ressources, en absence d'acteurs extérieurs²⁸⁹. En général le Turkménistan fait face à un dilemme : il pourrait être favorable à la solution de la dispute et à la conséquente construction d'une nouvelle pipeline qui le rendrait indépendant du réseaux russe. En faits, le Turkménistan n'arrive pas à vendre toute sa production de gaz sur le marché des bons payeurs, donc il est forcé à vendre à demi prix son gaz à la Russie, qui le revend sur le marché mondiale avec un très bon marge de profit²⁹⁰. D'autre coté, parmi ses clients il y a l'Azerbaïdjan qui jusqu'au moment où il n'est pas dans les conditions de profiter de ses ressources, doit forcément importer de l'énergie, en particulier du Turkménistan²⁹¹.

²⁸⁷ SERGEI BLAGOV, Moscow manoeuvres ahead of Caspian summit, 22 avril 2002, www.eurasianet.com

²⁸⁸ SOHBETQIZI, NAILIA, Caspian basin nations prepare again to tackle territorial conundrum, 22 mars 2002, www.euasianet.com.

²⁸⁹ SERGEI BLAGOV, Moscow manoeuvres ahead of Caspian summit, 22 avril 2002, www.eurasianet.com

²⁹⁰ Bilan du monde 2002, p..

²⁹¹ HERZIG, 1999, pp. 132.134.

L'Azerbaïdjan est l'état qui actuellement pense disposer de la majorité des ressources et par conséquent tient un comportement assez arrogant, sans rien vouloir céder aux autres riverains²⁹². L'Azerbaïdjan contrôle actuellement le 21% du fond de la mer Caspienne, mais un pourcentage plus élevé des ressources totales, qui ne sont pas homogènement distribuées²⁹³. Il est l'état qui pourrait le plus bénéficier d'une soudaine solution de la question des secteurs, mais aussi celui qui est perdant net dans le cas d'un prolongement sans fin des négociations²⁹⁴. En faits, la pipeline qui devrait être construite entre Bakou et la Turquie est rentable à condition qu'une autre, acheminant le pétrole kazakh vers Bakou, soit réalisé sous la Caspienne. L'envoyé russe à la conférence a proposé à l'Azerbaïdjan de faire des concessions à l'Iran et au Turkménistan, pour en améliorer les revenus des exportations, mais Bakou a refusé²⁹⁵.

Les Azéri soupçonnent Téhéran et Moscou de jouer à renvoyer la question à l'infini, dans le but commun d'éviter une présence extérieure dans la Caspienne, pour sauvegarder leur position de « duopole » dans le marché du gaz.

En faits, en 2001 au mois de mars Poutine et Khatami ont signé une position commune où, entre autre, ils affirment que "*the legal regime and methods of use of the Caspian Sea resources is the littoral states' business*" à démonstration que aucune des deux puissances régionales traditionnelles voit de bon gré la présence d'autres acteurs

²⁹² SOHBETQIZI, NAILIA, Caspian basin nations prepare again to tackle territorial conundrum, 22 mars 2002, www.eurasianet.com.

²⁹³ SERGEI BLAGOV, Moscow manoeuvres ahead of Caspian summit, 22 avril 2002, www.eurasianet.com

²⁹⁴ CLARE DOYLE, Caspian Sea stalemate leaves Azerbaïdjan on edge, 29 avril 2002, www.eurasianet.com.

²⁹⁵ CLARE DOYLE, Caspian Sea stalemate leaves Azerbaïdjan on edge, 29 avril 2002, www.eurasianet.com

dans leur mer fermé²⁹⁶. La Russie et l'Iran sont en train d'approfondir leur relations économiques bilatérales, avec l'adoption d'un protocole concernant trois gisements de pétrole et de gaz²⁹⁷.

Le bilateralisme semble donc caractériser la politique russe face à la Caspienne : lors de l'échec du sommet, Poutine a déclaré qu'il négociera avec chaque état riverain les conditions d'exploitation des ressources halieutiques et énergétiques²⁹⁸. Il a débuté avec le Kazakhstan, avec le quel il a signé un accord sur la ligne moyenne divisant les respectives portions de mer et sur le partage fifty-fifty de trois gisements de pétrole dans la Caspienne du Nord²⁹⁹. La position russe est parfaitement justifiée du fait que selon la troisième option, la Russie ne contrôlerait que 19% de la mer Caspienne, où une partie importante de sa flotte fait ses exercices.

27. L'accès aux ressources : les voies de désenclavement

Le jeu économique des pipelines ne semble pas être un jeu à somme positive. Des investissements prévus pour acheminer le pétrole de la Caspienne vers l'Ouest bénéficieront soit l'obsolète infrastructure russe, soit l'obsolète infrastructure post-soviétique des nouveaux états³⁰⁰.

Pour s'assurer que les ressources de la Caspienne transitent sur son territoire, la Russie exerce des pressions et pose des obstacles aux projets concurrents, en particulier à celui de l'AIOC. L'importance

²⁹⁶ SERGEI BLAGOV, Moscow manoeuvres ahead of Caspian summit, 22 avril 2002, www.eurasianet.com

²⁹⁷ Reuters

²⁹⁸ Reuters <http://famulus.msnbc.com/FamulusIntl/reuters05-13-120805.asp?reg=ASIA>

²⁹⁹ Abe REIN, KAZAKHSTAN, RUSSIA AGREE ON CASPIAN SEABED DIVISION, 14 mai 2002 www.eurasia.com.

³⁰⁰ DE SPIEGELEIRE, 1999, p.103.

du tracé des pipelines n'est pas seulement lié aux revenus que en découlent, mais aussi au pouvoir de influence et de contrôle que l'état de passage en obtient. Depuis quelque temps, les compagnies pétrolières russes sont en train de participer aux consortiums d'exploitation qui se mettent en place, pour ne pas en rester exclues, aussi en termes d'information, car la présence des compagnies britanniques et américaines est prépondérante aujourd'hui³⁰¹. En particulier, il paraît que les compagnies russes préfèrent les projets menés par les compagnies européennes, parce que elles ne sont pas perçues comme des concurrentes directes, aux contraire des pétroliers américains³⁰². Signales sont le récente abandon de l'AIOC par Lukoil et le bon avancement du Blue Stream, joint venture de Eni, Total-Fina et Gazprom.

Washington et Ankara insistent pour le projet Baku-Ceyhan, dont la rentabilité dépend du pétrole Kazakh, signe que la rationalité économique et financière des les projets n'est pas actuellement déterminante pour le choix des projets à réaliser. Les facteurs géoéconomiques et stratégiques sont au premier rang de l'agenda des Etats impliqués dans le projets. Les Etats Unis ont parmi leur priorités celle d'empêcher l'augmentation de poids de la Russie ou de l'Iran dans la région. De ce fait, ils sont disposés à financer un projet non optimale. En général, les pipelines on pour conséquence d'un coté de amener richesse au pays qui en sont traversés, et de l'autre de désenclaver les ressources des pays, tels que le Turkménistan qui dépendent au 100% de l'infrastructure russe existante. Ces effets sont très importantes pour la position relative de la Russie en cette région,

³⁰¹ Reza Djalili et Kellner 2001 « Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale » p.73

³⁰² DE SPIEGEL EIRE, 1999, p. 104.

qui exploite sa position privilégié. Les Etats Unis ont jusqu'à aujourd'hui privilégié une stratégie d'isolement de l'Iran et de l'Iraq, en exerçant le droit de veto sur tout projet qui mène vers le Golfe Persique, aussi pour réduire l'importance relative du Golfe soit en tant que région de production, soit en tant que région de transit, dans une logique de réduction des risques à travers la diversification.

De son coté, l'Iran argument que les ressources devraient transiter sur son territoire pour mieux achever et satisfaire la demande chinoise et indienne, en croissance constante.

CONCLUSIONS

Cette recherche naît de la volonté d'approfondir l'étude commencé pour un petit exposé sur les conflits de l'Asie de l'Ouest. A ce temps là, il n'y avait pas une bonne réponse à l'absence de coopération entre les états de la région. Les ressources naturelles et les ressources humaines, non seulement les hydrocarbures, mais aussi les paysages, les montagnes, les cotes maritimes, la variété linguistique, le taux de scolarisation, les cultures et traditions millénaires constituent un capital potentiel pour le bien-être des populations qui vivent au Caucase. Hannah Arendt disait que l'essence de l'intelligence humaine est dans la volonté et la capacité de réaliser des projets positifs. Le résultat de cette recherche sur le coté de l'intégration est qu'en absence d'une cohérente politique conduite par une élite extérieure, il n'est pas possible d'apercevoir les marges de coopération car au niveau endogène la rhétorique des élites est conflictuelle.

Après les attentats du 11 septembre et le rapprochement entre la Russie et les Etats Unis, qui prend corps dans l'institutionnalisation du conseil à 20 de l'OTAN dans les matières de la lutte au terrorisme et la gestion des crises, peut être, une des élites pourrait avancer. Il reste ouverte la question sur le comment, compte tenu du fait que Russie, Europe continentale et Etats Unis avec Grand Bretagne sont concurrents sur le marché énergétique. Empruntant une phrase célèbre, le pétrole est le cœur de (la) terre et qui le domine, domine le monde.

Sans réponse est aussi la question sur le rôle de l'Union Européenne dans le Caucase en tant que prolongement des Balkans, soit en termes territoriales, soit en termes de corridors de transport, en particulier par rapport à la stratégie de la nouvelle route de la soie, qui devrait relier Mitteleuropa, Méditerranée et Chine. Entre aide humanitaire dans les situations de crise et politique commerciale commune au sein des grandes organismes multilatérales il manque un trait d'union : celui de la cohérence des politiques (énergétiques) nationales, des politiques de sécurité et des politiques étrangères. Il sera intéressant d'observer la dynamique en termes de conflits organisationnels qui va se produire au sein de la Commission, qui dispose déjà d'une infrastructure à réseaux dans les pays du programme Tacis, suite à l'institutionnalisation de M. Pesc.

Au niveau des états caucasiens, les défis sont multiples. La question si les états apprennent de l'expérience des autres états est une question cruciale. Quel sera l'impacte des droits de l'homme et de la participation démocratique sur les sociétés archaïques post soviétiques du Caucase ? Sera l'Azerbaïdjan dans les conditions de ne pas devenir victime du *dutch disease* ? Quel sera l'impacte des flux

financiers et de communication sur la société ? Si la richesse pétrolière devrait rationnellement pousser le gouvernement vers l'autoritarisme, pour mieux en profiter, quel sera l'impacte du bombardement médiatique à travers les nouvelles et les anciennes technologies de l'information sur les mentalités de la population ? Quel rôle jouera dans ce pays la substitution de l'alphabet cyrillique avec celui latin, qui en fait un consommateur d'information européenne et américaine ?

BIBLIOGRAPHIE

Livres

ANDERSON, B., *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, 1992.

ATAL, Y. (Sous la direction de) : *Poverty in transition and transition in poverty : studies of poverty in countries-in-transition : Hungary, Bulgaria, Romania, Georgia, Russia, Mongolia*, Unesco, 1999.

BAEV, P. K. : *Russia's policies in the Caucasus*, Royal Institute of Foreign Affairs, 1997.

BALENCIE, J.-M. et de LA GRANGE, A. (Sous la direction de) : *Mondes Rebelles, Guérillas, Milices, Groupes terroristes*, Paris, Michalon, 2001.

BERGER, P. L., LUCKMANN, T. *The Social Construction of Reality*, Garden City, New York, Doubleday and Co., 1966.

CHORBAIJAN, L. : *The making of Nagorno-Karabagh : from secession to republic*, Palgrave, 2001.

CONNOR, W., *Ethno-Nationalism : The Quest for Understanding*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

COOK, B. (Sous la direction de) : *Europe since 1945 : an Encyclopaedia*, Garland Publishers, 2001.

COPPIETERS, B. (Sous la direction de) : *Contested Borders in the Caucasus*, Vub University Press, 1996.

COPPIETERS, B., DARCHIASHVILI, D. et AKABA, N. (Sous la direction de) : *Federal Practice. Exploring Alternatives for Georgia and Abkazia*, Brussels, Vub University Press, 2000.

CORDELLIER, S. (Sous la direction de) : *Le dictionnaire historique et géopolitique du 20^{ème} siècle*, La Découverte, Paris, 2000.

DAHL, R. A., *Poliarchia, partecipazione e opposizione*, Milano, Franco Angeli, 1981.

DIAMOND, L. et PLATTNER, M. F. (Sous la direction de) : *Nationalism, ethnic conflict and democracy*, The John Hopkins University Press, 1994.

DJALILI, M.-R. et KELLNER, T. : *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*. Puf, 2001.

DRAGADZE, T. : Rural Families in Soviet Georgia : A Case Study in Ratcha Province, London Routledge, 1988.

EBEL, R. et MENON, R. : Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus, National Bureau of Asian Research, 2000.

FORSYTHE, R. : The Politics of Oil in the Caucasus and Central Asia. Prospects for oil exploitation and export in the Caspian basin, Oxford University Press, 1996.

GALLINO, L. (Sous la direction de) : Manuale di sociologia, Torino, Utet, 1994.

GELLNER, E. : Nations and nationalism, Cornell University Press, 1983.

GELLNER, E. : Encounters with nationalism, Blackwell, 1994.

GELLNER, E. : Anthropology and politics : revolutions in the sacred grove, Blackwell, 1995.

GOLDENBERG, S. : Pride of small nations, Zed Books, 1994.

GRIFFITHS, M. : Fifty Key Thinkers in International Relations, Routledge, 1999.

HANF, T. et NODIA, G. : Georgia Lurching to Democracy. From agnostic tolerance to pious Jacobinism : Societal changes and peoples' reactions, Nomos, 2000.

HARDOUIN, P.; WEICHHARDT, R.; SUTCLIFFE, P. (Sous la direction de) : Economic Developments and Reforms in Cooperation Partner Countries : the interrelation between regional economic cooperation, security and stability, Colloquium 2-4 may 2001, Bucharest, OTAN/NATO.

HERZIG, E. : The New Caucasus : Armenia, Azerbaijan and Georgia, The Royal Institute of International Affairs, 1999.

HOBSBAWM, E. J. : Nations and Nationalism since 1780, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

HUNTINGTON, S. P. : Le choc des civilisations, Paris, Odile Jacob, 1997.

KAISER, K. et SCHWARZ, H.-P. (Sous la direction de): Weltpolitik im neuen Jahrhundert, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2000.

KOLSTO, P. (Sous la direction de) : Nation building and ethnic integration in post-soviet societies, Westview Press, 1994.

KREIKEMEYER, A. et ZAGORSKIJ, A. V. : Russlands Politik in bewaffneten Konflikten in der GUS. Zwischen Alleingang und kooperativem Engagement. Nomos, 1997.

KROUTOGOLOV, M. Qu'est-ce que la démocratie soviétique ? Les Editions du Progrès, 1978.

ICRC / CICR : Emergency Appeals 2002, Genève, 2001.

LABRECQUE, G. : Les frontières maritimes internationales. Essai de classification pour un tour du monde géopolitique. Harmattan, 1998.

LERCH, W. G. : Der Kaukasus, Nationalitäten, Religionen und Großmächte im Widerstreit, Europa Verlag, 2000.

LONGUET-MARX, F. (Sous la direction de) : Caucase. Axes anciens, nouveaux enjeux, Genève, Cres, N. 8, 1998.

MACFARLANE, N. : Democratization, Nationalism and Regional Security in the Southern Caucasus, in : Government and Opposition, 32:3, 1997.

MACFARLANE, N. : Western Engagement in the Caucasus and Central Asia, Royal Institute of Foreign Affairs, 1999.

MATTELART, A., La mondialisation de la communication, PUF, 1996.

MERKEL, W. (Sous la direction de) : Systemwechsel 1. Theorien, Ansätze und Konzeptionen, Opladen, 1994.

MESBAHI, M. (Sous la direction de) : Central Asia and the Caucasus after the Soviet Union. Domestic and International Dynamics, University Press of Florida.

MOTYL, A. J. (Sous la direction de) : Thinking theoretically about Soviet nationalities – History and comparison in the study of the USSR, Columbia University Press, 1992.

NAPIONTEK, H. U. : Krisenregion Kaukasus. Eine Situationsanalyse, Temmen, 1998.

RAWLS, J. : Una teoria della giustizia, Milano, Feltrinelli, 1986.

ROMER, J.-C. : Géopolitique de la Russie, Economica, 1999.

ROTH, J. : Viaggio in Russia, Adelphi, 1981.

RUMMEL, R. et ZULLO, C. (Sous la direction de) Rethinking European Union Relations with the Caucasus, Nomos, 1999.

SEGBERS, K., Explaining post-soviet patchworks, 2001, p. 6.

SMITH, A. D. : Nationalism and modernism : a critical survey of recent theories of nations and nationalism, Routledge, 1998.

SNYDER, J. L. : From voting to violence : democratisation and nationalist conflict, New York, W. W. Norton, 2000.

SUNY, R. G. : The Revenge of the Past. Nationalism, Revolution and the Collapse of the Soviet Union, Stanford, Stanford University Press, 1993.

SUNY, R. G. : The making of the Georgian nation, Library of Congress, 1994.

THUAL, F. : Géopolitique de l'orthodoxie, Iris, Paris 1993.

THUAL, F. : Le Caucase, Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchénie. Flammarion, 2001.

TILLY, C., Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990, Cambridge, Massachusetts, 1990.

VON BEYME, K., OFFE, C. (Sous la direction de) : Politische Theorien in der Ära der Transformation, Deutsche Vereinigung für Politische Wissenschaft, 1996.

WEIDINGER, D. (Sous la direction de) Nation – Nationalismus – Nationale Identität, Bundeszentrale für politische Bildung, 1998.

WOYKE, W. (Sous la direction de) : Handwörterbuch Internationale Politik, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2000.

Articles et Working Papers

ANDERSON, B., "Exodus", in: Critical Inquiry, 20, 1994.

ARUTIUNOV, S. A. : Ethnicity in the Caucasus : Ethnic Relations and Quasi-Ethnic Conflicts, www.ccpdc.org

BARTAK, K. : Moscou dans le borbier caucasien, in : Le Monde Diplomatique, avril 1993.

BEGOYAN, A. et CURLEY, G. : The death of democracy ? Murder in the Armenian Parliament, Caucasus Links, December 1999.

BERNA, E. : Il Caucaso e l'Asia centrale ex sovietici nella nuova geostrategia turca, Tesi di laurea, Università degli studi di Milano, 1995.

BLAGOV, S. : Moscow manoeuvres ahead of Caspian summit, 22 avril 2002, www.eurasianet.com

BLANK, S. J. : Putin's Twelve-Step Program, The Washington Quarterly, Winter 2002, pp.147-160.

BOS, E. : Die Rolle von Eliten und kollektiven Akteuren in Transitionsprozessen, in : MERKEL, W. (Sous la direction de), 1994, pp. 81-109.

CHARLEMAGNE, Edward Shevardnadze, The Economist, November 10, 2001.

CHETERIAN, V. : Succession ouverte en Azerbaïdjan, Le Monde Diplomatique, Octobre 1999.

CHETERIEN, V. : Grand jeu pétrolier en Transcaucasie, Manière de voir, Décembre 2001.

COHEN, A. : Caspian Fleet Flexes Muscle, Eurasia Insight, 13 mai 2002, www.eurasianet.org.

COPPIETERS, B. : Westliche Sicherheitspolitik und der Konflikt zwischen Georgien und Abchasien, Berichte des Bundesinstituts für ostwissenschaftliche und internationale Studien (Bios) Nr. 12/1999.

DE SPIEGELEIRE, S., pp. 96-98. In RUMMEL/ZULLO, 1999.

DOYLE, CLARE, Caspian Sea stalemate leaves Azerbaïdjan on edge, 29 avril 2002, www.eurasianet.com

FAIRBANKS, C. : The Weak State : Public and Private Armies in the Caucasus, dossier de l'Institut.

FISCHER, W. : Die Zukunft der Energieversorgung, in : KAISER, K. et SCHWARZ, H.-P. Weltpolitik im neuen Jahrhundert, Bundeszentrale fuer politische Bildung, Bonn, 2000, pp.279-294.

FULLER, E. : Russian strategy in the Transcaucasus since the Demise of the Ussr. Bios Nr. 40/1994.

GUEYRAS, J. : Impossible troc entre Arménie et Azerbaïdjan, Le Monde Diplomatique, Mars 2001.

HALBACH, U. : Migration, Vertreibung und Flucht im Kaukasus. Ein europäisches Problem, BIOst Nr. 13/1999.

HARROFF-TAVEL, M., Les défis de l'action humanitaire du CICR dans les conflits du Caucase et d'Asie centrale (1993-1996), in : Relations Internationales, n. 105, printemps 2001, pp.91-108.

HUNTER, S. T. : Azerbaïdjan : l'arrière-plan historique, Problèmes politiques et sociaux n. 720, 1994.

HUNTINGTON, S. P. : The Clash of Civilisations? www.coloradocollege.edu

ISKANDARIAN, A., GUEVORGUIAN, K. : La Transcaucasie postcommuniste, problèmes et perspectives, in : LONGUET-MARX, F. (Sous la direction de), 1998, pp.29-43.

JOLICOEUR, P. : Les relations intra régionales au Caucase : déterminants et dynamique. Notes de recherches N 13 du Cepes, Université du Québec à Montréal, Janvier 2000.

JOLICOEUR, P. : L'identité civilisationnelle : un concept utile pour l'analyse des conflits caucasiens ? Bibliothèque nationale du Québec, 2000.

MERKEL, W. : Theorien der Transformation : Die demokratische Konsolidierung postautoritaerer Gesellschaften, in : VON BEYME, K., OFFE, C. (Sous la direction de), 1996, pp. 30-58.

MEYERS, R. : Theorien internationaler Kooperation und Verflechtung, in : WOYKE 2000, pp. 448-489.

MUELLER, F. : Economic Cooperation in the South Caucasus and Central Asian Regions with a Particular Focus on Energy, in : HARDOUIN, P. et al. OTAN, 2001, pp.173-186.

MUELLER, F. : Energiepolitische Interessen in Zentralasien, ApuZ B 8 2002, pp.23-31.

NIES, S. et SEGBERS, K., Transnational Relations in a Changing Russia, dossier de l'Institut.

OTAN/NATO SCIENTIFIC AFFAIRS DIVISION : Newsletter N. 57, Brussel, Novembre 2001.

PARLAMENTO EUROPEO, Nota sulla situazione politica ed economica dell'Armenia e sulle sue relazioni con l'Unione europea, Lussemburgo, 28 settembre 2001.

PARLEMENT EUROPEEN, Note sur la situation politique et économique de l'Azerbaïdjan et ses relations avec l'Union Européenne, 11 janvier 2002.

PARLEMENT EUROPEEN, Note sur la situation politique et économique de la Géorgie et ses relations avec l'Union Européenne, 15 mars 2002.

PICCOLI, W. : Lo spazio geopolitica turco e il crollo dell'Urss. La politica regionale della Turchia nella Transcaucasia e nell'Asia centrale. Tesi di Laurea, Università degli studi di Bologna, 1999.

PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX n. 718

RADVANYI, J. : Un héritage paradoxal : la fabrication des entités nationales territoriales au Caucase, in : LONGUET-MARX, F. (Sous la direction de), 1998, pp. 1-9.

RADVANYI, J. : Caucase : la fin de l'empire russe ? : LONGUET-MARX, F. (Sous la direction de), 1998, pp. 9-29.

RADVANYI, J. et REKACEWICZ, P. : Conflits caucasiens et bras de fer russo-américain, Le Monde Diplomatique, Octobre 2001.

SCHIPPERS, T. K. : The Words of Otherness, the Rise of the Ethno-vocabulary since the XVIIIth Century, inedited, 2000.

SHAFFER, B. : It's not about ancient hatreds, it's about current policies : Islam and stability in the Caucasus, <http://poli.vub.ac.be>

SNYDER, J. : Nationalism and the Crisis of the Post-Soviet State, Survival Vol. 35 N. 1, pp. 5-26, 1993.

SMITH, A. D. : The Ethnic Sources of Nationalism, Survival Vol. 35 N. 1, pp. 48-62, 1993.

SOHBETQIZI, NAILIA, Caspian basin nations prepare again to tackle territorial conundrum, 22 mars 2002, www.eurasianet.com

ZURCHER, C. : Krieg und Frieden in Tschetschenien. Ursachen, Symbole, Interessen. Osteuropa-Institut, 1997.

Colloques, Séminaires, Actes, Interviews

CERI/OTAN/AMBASSADE DE FRANCE A BAKOU, Actes de la Conférence « L'Europe et le Caucase du Sud » du 11 Juin 2001.

NIES, S. et SEGBERS, K. : The Transfer of Democracy to Russia, Contribution à la conférence du Centre Marc Bloch, Berlin, 1. et 2. décembre 2000.

SENAT FRANÇAIS, Actes du Colloque « Le Caucase : Arménie – Azerbaïdjan – Géorgie » du 14 Décembre 1999.

BODNARI, F. Transformations et processus de démocratisation depuis la chute du Mur de Berlin : la transition démocratique : un cadre théorique, Berlin, Esta, janvier 2002.

Sites internet

UE TACIS Section sur l'économie

<http://www.economic-trends.org/ge/>

Georgie – Institutions publiques

Le gouvernement

<http://www.nbg.gov.ge/>

Le Président

<http://www.presidpress.gov.ge/>

Organisations internationales en Géorgie

Nations Unies

<http://www.un-az.org/>

UNDP

<http://www.undp.org.ge/>

Banque Mondiale

<http://www.worldbank.org.ge/>

Fonde Monetaire Internationale

<http://www.imf.org/external/country/GEO/>

EU

<http://www.eu-delegation.org.ge/>

OSFG

<http://www.osgf.ge/>

Liens Géorgiens pour informations

<http://www.georgia-gateway.org/>

<http://www.nplg.gov.ge/geres/>

<http://www.prime-news.com.ge/>

<http://www.opentext.org.ge/geotoday/>

<http://web.sanet.ge/gic/>

Arménie - Institutions publiques

President of Armenia

<http://www.president.am/>

[The National Assembly](#)

<http://www.parliament.am/>

[Ministry of Finance and Economy](#)

<http://www.mf.gov.am/>

[Government of Armenia](#)

<http://www.gov.am/>

[Ministry of State Property Management](#)

<http://www.privatization.am/>

[Central Bank of Armenia](#)

<http://www.cba.am/>

[National Statistical Service](#)

<http://www.armstat.am/>

Organisations Internationales en Armenia

[UNDP](#)

<http://www.undp.am/>

[IMF](#)

<http://www.imf.org/external/country/arm/>

[EU Delegation](#)

<http://www.eu-delegation.org.ge/Armenia.html>

TRACECA

www.traceca.org/tracecaf.htm

[Open Society Institute](#)

<http://www.osi.am/> **Links Arméniens**

[Armenian-European Policy and Legal Advice Center \(AEPLAC\)](#)

<http://www.aeplac.am/>

[Noyan Tapan Press Agency](#)

<http://www.noyan-tapan.am/>

[ARMENPRESS News Agency](#)

<http://www.armenpress.am/>

[Armenia Network Information Centre](#)

<http://www.amnic.net/>

[Armenia Development Gateway](#)

<http://www.gateway.am/>

<http://www.arminco.com/embusa/medrev1/oct30.htm>

Institutions Publiques en Azerbaïdjan

[President](#)

<http://www.president.az/>

[State Statistical Committee](#)

<http://www.statcom.baku-az.com/>

[Ministry of Economic Development](#)

<http://economy.gov.az/>

[Ministry of Taxation](#)

<http://taxes.gov.az/>

[Ministry of Labour and Social Protection](#)

<http://www.azerin.com/members/mlspp/>

Organisations internationales en Azerbaïdjan

[United Nations](#)

<http://www.un-az.org/>

www.guuam.org

[UNDP](#)

<http://www.un-az.org/undp/>

[IMF](#)

<http://www.imf.org/external/country/AZE/>

[Open Society Institute \(Soros\)](#)

<http://www.osi-az.org/>

Liens Azéris

[A to Z of Azerbaijan](#) <http://www.azerb.com/>

[Panorama of Azerbaijan](#) <http://www.azpan.az:8101/>

[TOP.AZ business information site](#) <http://www.top.az/>

[SOCAR http://www.socar-cc.com/](http://www.socar-cc.com/)

[Baku Sun http://www.bakusun.az:8101/](http://www.bakusun.az:8101/)

[Baku Pages http://www.bakupages.com/](http://www.bakupages.com/)

[Baku-Vision http://www.baku-vision.com/](http://www.baku-vision.com/)

[Culture and Arts http://www.culture.az:8101/](http://www.culture.az:8101/)

Université de Florence, Partis politiques géorgiens.

<http://www.scpol.unifi.it/partiti/georgia.html>

Central Asia and the Caucasus Journal

<http://www.ca-c.org/indexe.shtml>

Forum italien sur l'énergie

www.forumenergia.org

Site du ministère des Affaires étrangères géorgien

www.mfa.gov.ge/

Site sur l'histoire du Haut Karabakh

<http://www.cilicia.com/History.htm>

www.apsny.org

www.caucasuslinks.org

<http://www.rferl.org/nca/special/caspian/> Radio Free Europe,

special reports on Caspian Oil + gas

<http://italy.indymedia.org/kazak/>

<http://italy.indymedia.org/petrolio/>

www.cfr.org

www.armenpress.am

www.nkr.am

www.armenweb.alsy.fr/artsakh/

www.cdca.asso.fr

www.president.az

www.azadinform.baku-az.com

www.georgia.net

www.prime-news.com.ge

www.presidpress.gov.ge

www.abkhazia.org

www.southosetia.chat.ru

www.georgia.net.ge

www.georgia-gateway.org

www.abkhazeti.com

[www.geocities.com/Eureka/Enterprises/2493/unonabkhazia.h
tml](http://www.geocities.com/Eureka/Enterprises/2493/unonabkhazia.html)

<http://www.bu.edu/iscip/index.html>

The American Foreign Policy Council

<http://afpc.org/>

Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe

<http://www.bgr.de/b111/projlist/liste.htm#ankerereuropa>

Berlin Information-center for Transatlantic Security

www.bits-berlin.de

Business Information Service for the NIS

www.bisnis.doc.gov/bisnis

Institute for the Study of Conflict, Ideology and Policy

<http://www.bu.edu/iscip/index.html>

Central Asia/Caucasus Analyst

www.cacianalyst.org/News_Bites.htm

Central Asia and the Caucasus, Information and Analytical
Center (Sweden)

www.ca-c.org/journal/eng-01-2002/00.conten.shtml

<http://www.ca-c.org/indexe.shtml>

Council on Foreign Relations

http://www.cfr.org/index_public.html

CIA factbooks

www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/ti.html

www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/tx.html

www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/uz.html

International Crisis Group

www.crisisweb.org

Center for Strategic and International Studies

<http://www.csis.org/ruseura/>

The Conflict Studies Research Center

http://www.csrc.ac.uk/frames/frames_page.htm

Country facts

www.columbia.edu/cu/sipa/REGIONAL/HI/tajikis.html

www.columbia.edu/cu/sipa/REGIONAL/HI/turkmeni.html

Center for Post-Soviet Studies:

Regionalism in Tajikistan: Its Impact on the Fergana Valley

www.cpss.org/casianw/olimov.txt

CPJ press freedom

www.cpj.org/attacks95/attlist95.europe.html

www.eia.doe.gov/cabs/tajik.html

www.eia.doe.gov/emeu/cabs/uzbek.html

www.eia.doe.gov/emeu/cabs/turkmen.html

www.eurasianet.org

The Harvard Forum for Central Asian Studies

www.fas.harvard.edu/~centasia

Friedrich-Ebert-Stiftung

www.fes.de/international/moe

The Heritage Foundation

<http://www.heritage.org/library/keyissues/russia/>

Human Rights Watch

www.hrw.org/wr2k/Eca-21.htm

Interactive Central Asia Resource Project

www.icarp.org

International Eurasian Institute for Economic and Political
Research

<http://iicas.org/insten.htm>

Institute for War and Peace Reporting

www.iwpr.net

RAND Center for Russia and Eurasia

<http://www.rand.org/nsrd/cre/>

Caspian Studies Program at Harvard University

<http://ksgnotes1.harvard.edu/BCSIA/SDI.nsf/web/Caspian>

Articles on Central Asia

www.ku.edu/~ibetext/texts/paksoy-6

OSCE

www.osce.org

Osteuropa-Netzwerk

www.osteuropa-netzwerk.de/kasachstan

CASPIAN CROSSROADS MAGAZINE

<http://ourworld.compuserve.com/homepages/usazerb/casp.htm>

[m](#)

Conflict Prevention Initiative: Central Asia

www.preventconflict.org/portal/centralasia/portalhome.php

Politics in Central Asia

www.politicalresources.net/tajikistan.htm

www.politicalresources.net/turkmenistan.htm

The Conflict Studies Research Center

<http://www.ppc.pims.org/Projects/CSRC/index.htm>

Civil Society in Central Asia

www.rkuehn.com/texte/civilsociety.htm

Central Asia –Caucasus Institute

www.sais-jhu.edu/caci

Caucasus and Central Asia Program at Berkeley University

<http://socrates.berkeley.edu/%7Ebsp/caucasus/index.html>

<http://socrates.berkeley.edu/~bsp/caucasus/articles.html>

Trans-Caspian project: Information Analytical Server

<http://www.transcaspian.ru/cgi-bin/web.exe/eng/19335.html>

UN Development Programme: Partnership to Fight Poverty

www.undp.org

UNHCR

www.unhcr.ch/cgi-bin/texis/vtx/home?page=search

Worldbank: Europe and Central Asia

<http://wbln0018.worldbank.org/ECA/eca.nsf>

Portal zur Internationalen Politik

<http://weltpolitik.net/regionen/russland/>

Woodrow Wilson International Center for Scholars

<http://wwics.si.edu/START.HTM>

ANNEXES

PROCHE ET MOYEN ORIENT : LES CONFLITS A RISQUE, LES ALLIANCES

ECONOMIQUES ET MILITAIRES ET LES PRINCIPAUX CHAMPS PETROLIERS ET

GAZIERS.

QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT AU CAUCASE

CONFLITS ARMES DANS LE CAUCASE

RESSOURCES HYDRIQUES, GAZIERES ET PETROLIERES EN TURQUIE.



Famille indo-européenne

- Slaves (Russes et Ukrainiens)
- Arméniens
- Grecs

GROUPE IRANIEN

- Kurdes
- Ossètes
- Tates et Judéo-Tates
- Taléchtis
- Guilanis

Famille caucasique

NORD-CENTRE

- Tchatchènes
- Ingouches

NORD-OUEST

- Abkhazes et Abazes
- Kabardes
- Circassiens (Tcherkesses et Adyghés)

NORD-EST

- Daghestanais :
 - 1 Avars
 - 2 Darguines
 - 3 Lesghiens
 - 4 Laks
 - 5 Tabassarans
 - 6 Routoules
 - 7 Agouls
 - 8 Tsakhours

SUD (KARTVÈLE)

- Géorgiens
- Mingréliens et Svanes

Famille altaïque

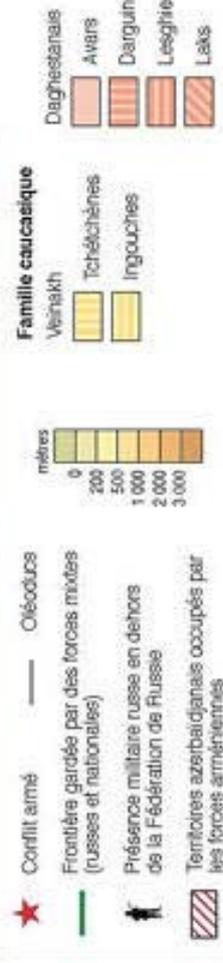
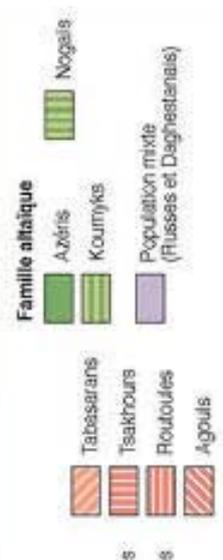
GROUPE TURC

- Adris
- Karatchaïs
- Balkars
- Nogais
- Kaoumyks
- Turcs

GROUPE MONGOL

- Kalmoûks





(1) La Région autonome d'Ossétie du Sud a été officiellement dissoute par le gouvernement géorgien.

